

1969

N°

L'Enseignement de la Médecine à Nancy de 1789 à 1822

THÈSE

présentée et soutenue publiquement

le 14 Novembre 1969

pour obtenir le grade de

DOCTEUR EN MÉDECINE

par

Agnès WANG

née le 16 Août 1940, à PARIS (Seine)

Examineurs de la Thèse:

MM. BEAU, Professeur	Président
LEGAIT, Professeur	} Juges
LARCAN, Professeur	
GRILLIAT, Professeur Agrégé	

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
1971

L'Enseignement de la Médecine à Nancy de 1789 à 1822

THÈSE

présentée et soutenue publiquement

le 14 Novembre 1969

pour obtenir le grade de

DOCTEUR EN MÉDECINE

par

Agnès WANG

née le 16 Août 1940, à PARIS (Seine)

Examineurs de la Thèse:

MM. BEAU, Professeur	Président
LEGAIT, Professeur	} Juges
LARCAN, Professeur	
GRILLIAT, Professeur Agrégé	

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
1971



Doyen: M. A. BEAU

Assesseur: M. C. BURG

Doyen honoraire

M. SIMONIN

Professeurs honoraires

MM. SANTENOISE, CHAILLEY-BERT, HAMANT, MUTEL, FRANCK,
MELNOTTE, HOUPERT, BODART, J. HARTEMANN.

PROFESSEURS

Anatomie	M. CAYOTTE
Anatomie pathologique	M. FLORENTIN
Bactériologie et Parasitologie	M. HELLUY
Chimie biologique	M. WOLFF
Clinique chirurgicale A	M. CHALNOT
Clinique chirurgicale B	M. BERTRAND
Clinique chirurgicale infantile	M. BEAU
Clinique chirurgicale C	M. GROSDIDIER
Clinique dermato-syphiligraphique	M. BEUREY
Clinique médicale A	M. HERBEUVAL
Clinique médicale B	M. KISSEL
Clinique de neurologie et psychiatrie	M. ARNOULD G.
Clinique de neuro-chirurgie	M. LEPOIRE
Clinique obstétricale	M. RICHON
Clinique ophtalmologique	M. THOMAS
Clinique oto-rhino-laryngologique	M. GRIMAUD
Clinique de pédiatrie et puériculture	M. NEIMANN
Clinique de pneumo-phthisiologie	M. LAMY
Clinique rhumatologique	M. LOUYOT
Clinique stomatologique	M. GOSSEREZ
Clinique des voies urinaires	M. GUILLEMIN
Electro-radiologie clinique	M. ROUSSEL
Embryologie	M. DOLLANDER
Histologie	M. LEGAIT
Hydrologie thérapeutique et pharmacologie ...	M. LAMARCHE
Hygiène et médecine sociale	M. SENAULT
Pathologie générale et réanimation	M. LARCAN
Médecine du travail et réadaptation	M. PIERQUIN
Pathologie chirurgicale	M. LOCHARD
Pathologie médicale	M. HARTEMANN
Physiologie	M. ARNOULD P.
Physio-pathologie respiratoire	M. SADOUL
Physique	M. BURG
Clinique chirurgicale traumatologique	M. M. SOMMELET
Thérapeutique	M. HEULLY
Clinique des maladies cardio-vasculaires	M. FAIVRE

PROFESSEURS A TITRE PERSONNEL

Pathologie chirurgicale cardio-vasculaire	M. BÉNICHOUX
Exploration fonctionnelle ophtalmologique	M. CORDIER
Nutrition et maladies métaboliques	M. DEBRY
Maladies infectieuses et réanimation neuro-res- piratoire	M. DUREUX
Bactériologie, virologie, immunologie	M. de LAVERGNE
Informatique médicale	M. MARTIN
Puériculture et génétique	M. PIERSON
Anatomie et cytologie pathologiques	M. RAUBER

PROFESSEURS SANS CHAIRE

MM. BOUVEROT, CUNY, GRIGNON, GROSS, PAYSANT,
RIBON, SCHMITT, TRIDON.

MAITRES DE CONFÉRENCES AGRÉGÉS

Anatomie et chirurgie générale	N.
Anatomie pathologique	N.
Anesthésiologie	M. PICARD
Bactériologie	M. BURDIN
Carcinologie	M. CHARDOT
Chimie	M. NABET
Chirurgie	M. BESSOT
Chirurgie	M. FRISCH
Electroradiologie	N.
Electroradiologie	Mme TREHEUX
Electroradiologie	M. BERNADAC
Electroradiologie	M. HOFFEL
Hématologie	M. STREIFF
Bactériologie	N.
Hygiène	M. FOLIGUET
Médecine et thérapeutique	M. BABEAU
Médecine et thérapeutique	M. GAUCHER
Médecine et thérapeutique	M. GILGENKRANTZ
Médecine et thérapeutique	M. GRILLIAT
Médecine et thérapeutique	M. HURIET
Médecine et thérapeutique	N.
Médecine légale	M. de REN
Neuro-chirurgie	M. MONTAUT
Neurologie et psychiatrie	M. LAXENAIRE
Pathologie expérimentale	M. LACOSTE
Pharmacologie	N.
Pédiatrie et puériculture	M. MANCIAUX
Pneumo-ptisiologie	M. ANTHOINE
Physiologie	M. BOULANGÉ
Physiologie	M. BOURA
Physique	M. ROBERT

MAITRE DE CONFÉRENCE ASSOCIÉ

Electroradiologie M. SCHOUMACHER

AGRÉGÉS EN EXERCICE

Chirurgie	M. MICHON
Chirurgie	N
Chirurgie	M. PREVOT
Chirurgie	N.
Médecine légale et médecine du travail	M. PERNOT
Ophthalmologie	N.
Oto-rhino-laryngologie	M. WAYOFF

AGRÉGÉS LIBRES

MM. ANDRÉ, ARNULF, ALGAN.

Secrétaire: M. SEUROT.

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend ni les approuver, ni les imputer.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555002_0021

A notre Président de Thèse

MONSIEUR LE PROFESSEUR BEAU

Chevalier de la Légion d'Honneur
Doyen de la Faculté de Médecine
Professeur d'Anatomie
Professeur de Chirurgie Infantile
Chirurgien des Hôpitaux

Il nous a fait l'insigne honneur d'accepter la présidence de cette thèse.

A la Faculté, nous avons admiré l'harmonie de son verbe qui nous a dispensé avec une rare élégance nos premières connaissances anatomiques.

Notre travail historique a été guidé par ses œuvres et son érudition toujours bienveillante.

Puisse-t-il accueillir notre respectueuse gratitude avec la grande bonté qu'il nous a manifestée inlassablement.

A nos Juges

MONSIEUR LE PROFESSEUR LEGAIT

Professeur d'Histologie

Nous avons gardé le souvenir de ses leçons magistrales au cours de nos premières années d'études.

Il nous a fait le grand honneur d'accepter de juger ces pages.

Qu'il veuille bien recevoir l'expression de notre gratitude et de notre profond respect.

MONSIEUR LE PROFESSEUR LARCAN

Professeur de Pathologie générale et réanimation

A la Faculté, nous avons pu connaître l'immensité de son savoir et la lumineuse clarté de son esprit.

Il a bien voulu s'intéresser à notre travail et faire partie de notre Jury.

Nous le prions de trouver ici notre admiration et notre reconnaissance respectueuse.

MONSIEUR LE PROFESSEUR GRILLIAT

Maître de Conférences Agrégé de Médecine et de Thérapeutique

Il a bien voulu se pencher sur notre thèse et l'examiner. Nous lui exprimons notre vive gratitude pour cet honneur qu'il nous fait et pour la bienveillante sollicitude qu'il nous a témoignée.

Nous remercions tous ceux dont l'aide nous a été précieuse au cours de ce travail, plus particulièrement :

MONSIEUR GÉRARD

Directeur des services d'Archives de Meurthe-et-Moselle

MADemoiselle AUBRY

Conservateur aux Archives de Meurthe-et-Moselle

*qui ont conduit nos recherches aux Archives
Départementales de l'Hôtel de la Monnaie, avec
grande compétence et dévouement.*

MONSIEUR REMARCK

Archiviste de la Ville de Nancy

*qui a guidé nos pas dans son riche fonds
d'Archives.*

MONSIEUR VAUCEL

Bibliothécaire à la Bibliothèque Municipale

*qui nous a permis de mener à bien une grande
partie de nos recherches.*

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

A MES PARENTS

*Que ce travail de fin d'études soit pour eux
une joie. Qu'il leur soit un gage de tendresse
et de reconnaissance filiales.*

MEIS ET AMICIS

SERMENT

Sur ma conscience, en présence de mes Maîtres et de mes Condisciples, je jure d'exercer la médecine suivant les lois de la morale et de l'honneur, et de pratiquer scrupuleusement tous mes devoirs envers les Malades, mes Confrères et la Société.

Introduction

Notre propos est d'étudier ici l'Enseignement Médical à Nancy de 1789 à 1822. Cette période est marquée par l'histoire tourmentée de notre pays qui connaît alors successivement les Assemblées Révolutionnaires et la Terreur, le Directoire et le Consulat, la naissance et la mort des Aigles Impériales suivies des deux Restaurations.

Des questions de vie ou de mort se posèrent pour la France en ce dernier quart du XVIII^e siècle. Malgré tout, ceux qui étaient au pouvoir conservèrent constamment le souci d'organiser l'Education Nationale pour former et instruire des citoyens dignes d'un « siècle éclairé » et d'un « gouvernement aussi beau ». Mais, avant de reconstruire sur des bases nouvelles, la Convention céda à la rage de détruire.

Une suite de décisions aboutit à la suppression des Universités de l'Ancien Régime le 15 septembre 1793. Celles-ci étaient en effet des corporations privilégiées qu'on ne songeait pas à modifier, mais à remplacer. Les Facultés de Médecine tombèrent avec elles ainsi que les Collèges de Médecine et de Chirurgie. Le 2 mars 1791, l'Assemblée Nationale avait en outre proclamé la liberté d'exercice de la Médecine et de la Chirurgie sans conditions légales d'études, de grades et de diplômes.

N'importe qui pouvait donc prétendre pratiquer l'art de guérir au nom de la liberté et de l'égalité, « comme si la liberté pouvait permettre d'assassiner ».

La santé et la vie des citoyens furent livrées à des esprits totalement ignorants. Ce drame parut rapidement au grand

jour : sous l'impulsion de FOURCROY, trois Ecoles de Santé furent créées le 14 Frimaire An III (4 décembre 1794) à Paris, Montpellier, Strasbourg et on réglementa la profession par décret du 9 Ventôse An XI (10 mars 1802).

A Nancy, nous distinguerons de même différentes étapes :

Il y eut les quatre dernières années de la Faculté et des Collèges avant la suppression des Universités par la Convention Nationale.

Par la suite, la « Société de Santé » essaya de continuer à former des Médecins lorrains instruits de leur art bien que Nancy n'eût pas été concernée par la loi de Frimaire.

Enfin, comme cette Société avait été éphémère, un enseignement libre fut seul à demeurer. Il assura la mince trace d'Enseignement Supérieur qui subsistât à Nancy jusqu'en 1822. C'est à cette date seulement que l'Ecole Secondaire de Médecine fut enfin reconnue.

Puisque nous commençons notre étude en 1789, il nous a paru bon de préciser notre point de départ et de décrire très sommairement la situation de ces Universités de l'Ancien Régime finissant.

Mais auparavant, nous rappellerons le passé médical de la Lorraine.

Rappel historique

Avant d'aborder l'histoire de l'enseignement médical pendant les périodes révolutionnaire et impériale, évoquons rapidement celle des siècles qui les ont précédées.

Nous distinguerons trois périodes fort inégales en durée et en activité :

— les siècles d'un Moyen Age nébuleux, avant l'Université de Pont-à-Mousson,

— les deux siècles de l'Université de Pont-à-Mousson,

— les vingt-cinq années pendant lesquelles l'Université lorraine devait vivre à Nancy avant d'être emportée par les rafales de la tourmente révolutionnaire.

AVANT L'UNIVERSITÉ DE PONT-A-MOUSSON

Au Moyen Age, l'Enseignement Médical disparaît en Lorraine, mais aussi dans tout l'Occident. Point de place pour lui dans les quelques foyers d'enseignement qui s'établissent autour des monastères et cathédrales avant que ne se fondent les grandes Universités Médicales: Montpellier, où dès 1137 d'illustres éléments accourent de fort loin, et Paris qui, en 1311 commencera à instruire dans l'art. Cette disparition n'est pas un fait isolé puisque l'invasion médiévale des populations germaniques a été suivie d'une réelle décadence des sciences et des lettres. Il en résulte que, de l'Antiquité à la Renaissance, la Médecine Universelle sera, elle aussi, menacée dans sa continuité. C'est pourquoi il est juste de rappeler que c'est sans doute la Médecine Arabe dont Montpellier a été la citadelle française, qui a permis à la Médecine Occidentale étouffée, de traverser la nuit du Moyen Age finissant en attendant le grand feu de la Renaissance et de l'Humanisme.

La Lorraine a beaucoup souffert de cet état rudimentaire des connaissances médicales que les charlatans avaient interprété comme une autorisation d'exercer la médecine et la chirurgie.

Le premier, le Duc RAOUL (1328-1346) commande que ceux qui se mêleraient de médecine devraient, sous peine de mort, produire des preuves de capacité (1). Sous RENÉ II (1473-1508), la réglementation se précise (2). Les évêques des Trois-Evêchés, dont l'histoire fait partie intégrante de

(1) Coupures de BOURNON publiées dans les documents historiques de Lorraine, année 1863, 2^e partie, p. 35.

(2) LEPAGE. — Les officiers des duchés de Lorraine et de Bar, Mémoires de la Société d'Archéologie Lorraine, 1869, p. 332.

l'histoire de la Lorraine, brandissent des menaces d'excommunication, d'amendes arbitraires et de poursuite judiciaire. Sur tout le diocèse, les statuts prévoient des sanctions contre les contrevenants, les incapables, les charlatans.

Mais tout cela reste à l'état de lettre morte, car il n'existe aucune trace d'enseignement médical en Lorraine pendant tout le Moyen Age. Or, seul il aurait pu porter remède à ces abus, en formant un corps médical instruit, alors que celui-ci est au contraire composé d'hommes sans instruction et sans art, souvent aussi, sans conscience. Par surcroît, il est extrêmement réduit : sur 44 médecins rétribués par les Ducs au xvi^e siècle, 5 seulement ont le titre de Docteur.

Pour essayer de pallier cette carence des disciples d'Hippocrate, les moines et les ecclésiastiques séculiers se livrent à la pratique de l'art en des siècles où les épidémies sont dévastatrices et où les maladies peuvent évoluer jusqu'à l'extrême limite de leur horreur.

L'UNIVERSITÉ DE PONT-A-MOUSSON

L'urgence se faisait sentir d'envisager la seule solution rationnelle et de créer un enseignement médical sérieux. Celui-ci finit par s'intégrer dans le cadre de l'Université de Pont-à-Mousson, la vingtième qui se créait dans les limites de la France actuelle.

C'est au Cardinal de Lorraine, qui avait déjà fondé l'Université de Reims, que revint l'honneur de cette œuvre dont il était « affectionné et amoureux au point de ne pouvoir parler d'autre chose ». Le Pape GRÉGOIRE XIII accéda à la demande du Cardinal et à celle de son cousin, le Duc CHARLES III, par la bulle « in supereminenti » du 5 décembre 1572. Cette bulle érigeait canoniquement l'Université, lui donnait pour recteur un Père de la Compagnie de Jésus et l'établissait à Pont-à-Mousson, qu'on avait choisi pour son site et son emplacement au centre des Trois-Evêchés. Cette situation était en effet idéale pour la destination qu'on assignait premièrement à la nouvelle université : être une forteresse intellectuelle et catholique, capable d'arrêter les hérésies et les novateurs.

La rentrée solennelle des Facultés qui appartenaient à la Compagnie, c'est-à-dire celles de Théologie et des Arts eut lieu le 5 novembre 1574, cinq semaines avant la mort du Cardinal, le 15 décembre 1574. GRÉGOIRE de TOURS, personnage remarquable, austère et passionné de vérité, avait déjà fondé la Faculté de Droit quand, en 1598, Charles LEPOIS, médecin ordinaire du Duc de Lorraine, installa la Faculté de Médecine en commençant dans sa propre maison les cours qu'il devait continuer quarante années durant. Droit et Médecine, initialement Facultés séculières, finirent par se soumettre au recteur de la Compagnie de

Jésus. Cependant, LEPOIS lui-même refusa toujours catégoriquement le serment d'obédience et n'accepta jamais de recevoir du recteur la licence d'enseigner (1). Ce personnage, fameux par son caractère, le fut aussi par sa haute intelligence qui lui inspira de vouloir démontrer par les recherches anatomiques, la cause et le siège des maladies dont il connaissait l'histoire clinique. Par ce dernier trait de son génie, LEPOIS a pu parfois être considéré comme l'un des précurseurs de l'Anatomie pathologique moderne. De plus, en terminant sa vie par une mort héroïque à Nancy au cours de l'épidémie de peste de 1636, il a atteint l'un des premiers degrés de l'échelle médicale de gloire. Si donc nous nous sommes peut-être un peu attardés sur l'illustre doyen fondateur, c'est que, à plus d'un titre, il est resté particulièrement cher à la mémoire lorraine.

Grâce à la notoriété des Pères de la Compagnie, grâce à la qualité et au dévouement des professeurs, malgré la jalousie de Paris, l'Université de Pont-à-Mousson atteignit son apogée dès le début du XVII^e siècle.

Malheureusement les ravages de la Peste Orientale de 1630, puis les misères de la guerre que RICHELIEU déclara au Duc de Lorraine, l'imprudence du Duc CHARLES IV, enfin une famine extrême, décimèrent les populations de la ville et de l'université. Faute de professeurs et d'élèves, les Facultés de Droit et de Médecine en étaient arrivées à cesser tout enseignement. Celui-ci ne reprit qu'en octobre 1695, grâce à la longue période de paix qui avait suivi la retraite définitive de CHARLES IV en 1670.

Sans plus jamais atteindre à son ancienne splendeur, l'Université continua d'exister. Mais peu de temps devait encore s'écouler avant que ne commencent, sous le règne de LÉOPOLD, dès 1722 (2), les intrigues qui visaient à faire implanter les Facultés à Nancy, capitale des Duchés de Lorraine et de Bar.

(1) TOURDES. — Origines de l'Enseignement médical en Lorraine. La Faculté de Médecine de Pont-à-Mousson.

(2) PFISTER. — Histoire de l'Ancienne Université de Nancy.

Ces projets ne devaient pas encore aboutir, mais leur réalisation devint certaine quand, par le traité de Vienne en 1737, la Lorraine fut donnée à titre viager à Stanislas LECZYNSKI, beau-père de LOUIS XV et roi détrôné de Pologne.

A partir de ce moment, l'histoire de l'Université est particulièrement liée à celle du rattachement de la Lorraine à la France. Elle le devint plus encore quand Sa Majesté très chrétienne eut chassé les Jésuites de son Royaume. Il devenait alors évident que ceux-ci quitteraient le Pont au moment où les duchés deviendraient français et que leur départ réduirait à néant l'Université de Pont-à-Mousson, facilitant l'implantation à Nancy.

Stanislas mourut le 23 février 1766. La Lorraine devint territoire français. Les Jésuites furent maintenus quelque temps encore, puis ils quittèrent la France. Leur retour ne fut reconnu qu'en 1826 après la chute du Ministère VILLÈLE. Quoi qu'il en soit, le 1^{er} octobre 1768, la rentrée solennelle des Facultés eut lieu à Nancy, comme l'avait ordonné LOUIS XV par lettre patente du 3 août 1768. Le Roi de France voulait ainsi dédommager, au moins partiellement, la ville qui, par le rattachement des duchés, perdait son titre de capitale.

L'étoile de l'Université Mussipontaine avait été de toute première grandeur, mais elle venait de s'éteindre. La vie intellectuelle devait resurgir à Nancy. Pour ce qui est de la Médecine, l'œuvre était déjà largement ébauchée puisque Stanislas avait créé le Collège Royal de Médecine en 1752 et que l'existence du Collège Royal de Chirurgie remontait à 1771.

LA PHASE PRÉ-RÉVOLUTIONNAIRE — 1768-1789 —

C'est dire que pendant la période qui suivit le transfert de l'Université à Nancy, il y eut dans cette ville trois foyers distincts d'enseignement médical, la Faculté et les deux Collèges de Médecine et de Chirurgie.

En effet, Stanislas (1), favorable aux Jésuites et qui n'avait pas voulu les inquiéter en les faisant déménager, avait cependant signé le décret du 15 mai 1752 par lequel il ratifiait l'établissement du COLLÈGE ROYAL DE MÉDECINE dont BAGARD, son médecin ordinaire, avait composé les statuts et devenait président pour six ans. Il le resta pour vingt ans, jusqu'à sa mort en 1772, après avoir acquis une notoriété qui lui avait amené des patients de marque. L'un d'eux fut Monsieur de VOLTAIRE qui vint le consulter alors qu'il était « attaqué d'une maladie nerveuse ». BAGARD avait été un personnage influent à l'esprit chatouilleux. Il l'avait notamment montré à la fin de l'affaire BAILLY (2). Violent détracteur de la Faculté encore à Pont-à-Mousson, il voulait user de son puissant crédit pour l'accabler, la réduire au silence et faire ainsi du Collège la seule institution médicale officielle de Lorraine.

D'ailleurs, au moins à ses débuts, l'existence du Collège de Médecine fut jalonnée de procès. Tantôt il se heurtait à la Faculté rivale, tantôt il s'unissait avec elle contre l'adversaire : la Communauté des Chirurgiens et le Premier Chirurgien DESFARGES. Celui-ci avait contesté aux médecins le droit de regard sur la Chirurgie que leur donnait BAGARD dans ses statuts et qui existait de longue date.

(1) PFISTER. — Histoire de Nancy, tome III, p. 796.

(2) DUBRET. — Les Jadelot professeurs aux Facultés de Médecine de Pont-à-Mousson et de Nancy.

Pour tenter d'échapper à cet assujettissement, la Communauté des Chirurgiens et le Premier Chirurgien avaient demandé un Collège comme celui de Paris. Un manuscrit du Roi de Pologne nous montre clairement que, dans son esprit, Médecine et Chirurgie devaient logiquement être réunies. Mais BAGARD n'en jugeait pas ainsi; les relations restèrent tendues entre médecins et chirurgiens qui étaient tenus en état d'infériorité et à peine plus considérés que barbiers et perruquiers.

En France, cependant, la distinction était faite et les Chirurgiens jouissaient des privilèges attribués aux arts libéraux et aux notables bourgeois.

C'est pourquoi aussitôt la Lorraine rattachée à la France, les Chirurgiens de Nancy obtinrent, le 1^{er} février 1771, un COLLÈGE ROYAL DE CHIRURGIE analogue à ceux du Royaume. Depuis sa création le 1^{er} février 1771 jusqu'à sa disparition, le Collège fut en proie aux persécutions des Médecins jaloux, qui lui cherchaient chicane, notamment sur la question de son emplacement. Il portait ombrage à la Faculté par son éclat et son jeune dynamisme entretenus par des hommes qui allaient montrer leur valeur au cours des événements à venir.

Enfin la FACULTÉ représentait la troisième institution vouée à l'Enseignement Médical. Sa première rentrée à Nancy avait eu lieu le 1^{er} octobre 1768, non sans d'énormes difficultés. La municipalité de Nancy avait promis un bâtiment pour l'Université, mais il n'était pas commencé et la Faculté de Médecine avait dû s'installer dans un local de la rue Stanislas prêté par le Collège rival.

Joseph JADELOT, son Doyen depuis 1757 et Professeur depuis 1724, avait démissionné plutôt que de quitter sa ville natale. Il mourut peu après, dans la nuit du 17 au 18 février 1769, âgé de 69 ans. Son fils, Nicolas JADELOT (5 octobre 1738-17 juin 1793) remplit ses fonctions jusqu'au 10 mai 1769. En tant que Doyen provisoire et selon la nomination de LOUIS XV, il reçut à cette date le nouveau Doyen, Jean-André TOURNAY qui, par délicatesse pour

Joseph JADELOT, n'avait pris le titre que de Vice-Doyen. TOURNAY continua les cours avec GANDOGER de FOIGNY et Nicolas JADELOT.

Le premier, protégé de l'Intendant de Lorraine, CHAUMONT de la GALAIZIÈRE, fut nommé à la troisième chaire alors vacante, sans concours, directement par lettre patente du Roi le 12 mars 1769. Ce procédé était tout à fait contraire aux règlements : l'Intendant en convient : « Nous avons dérogé au concours pour cette fois seulement et sans en tirer de conséquences. » De fait, GANDOGER mourut en 1770, âgé de 38 ans, miné par la phtisie et il y eut effectivement un concours pour le recrutement de son remplaçant. Mais, nous le savons, les abus de cette sorte étaient alors fréquents. Par surcroît, GANDOGER dut acheter sa chaire à Joseph JADELOT qui ne voulut pas perdre le bénéfice matériel de sa place.

Le second, Nicolas JADELOT, sans être Doyen, imprima son esprit à la Faculté et lui donna une impulsion vigoureuse sous laquelle elle se dégagait de liens gênants avec le Collège de Médecine. Surtout après la mort de BAGARD elle finit par l'éclipser en ébauchant les réformes désignées par le siècle et que JADELOT avait su pressentir et comprendre.

Quoi qu'il en soit, ces trois institutions devaient commencer à s'évanouir dès le début de la Révolution. Aucune d'elles, pas même la Faculté, ne fut particulièrement prospère ni glorieuse, sans doute à cause de cette division même qui avait réduit des forces qu'il aurait fallu canaliser par l'unité.

L'Enseignement Médical à Nancy de 1789 à 1822

Cette période est celle que nous avons eu l'intention d'étudier ici. Nous la diviserons en deux parties :

— Premièrement la période révolutionnaire proprement dite qui, pour nous, va se prolonger pendant quatre années, du début des événements révolutionnaires à l'arrêt de mort définitif des Universités le 15 septembre 1793.

Nous placerons tout d'abord Nancy dans le contexte des Universités du Royaume en 1789.

Nous verrons ensuite comment sa Faculté, malgré un début de redressement plein de promesses pour l'avenir, finit par succomber sans appel. La double disparition du Doyen TOURNAY et de Nicolas JADELOT représenta le facteur intrinsèque de cette chute.

Mais si la Faculté tomba, ce fut aussi comme partout en France jusqu'à ce fameux décret du 15 septembre 1793, sous les coups répétés et bien frappés, portés par des mesures qui l'atteignaient directement ou indirectement, de façon toujours plus profonde et irrémédiable. En fin de chapitre, nous réserverons quelques pages à l'évocation de ces lois édictées par les Assemblées Révolutionnaires.

— Deuxièmement une période beaucoup plus longue, marquée tout d'abord par une phase d'anarchie pendant

laquelle une totale liberté d'enseignement et d'exercice entraînaient les méfaits dramatiques du charlatanisme et de l'ignorance aussi bien à Nancy que dans la France entière.

Le gouvernement du pays s'en inquiéta. La Convention d'après Thermidor, soucieuse de mettre un terme aux dangers qui menaçaient la vie et la santé des soldats de la Révolution et les Citoyens de la République, créa (1) trois écoles de santé le 14 Frimaire An III (4 décembre 1794). Bien que ce nombre de trois fût tout à fait insuffisant, le Directoire ne l'augmenta pas.

A Nancy qui n'avait pas bénéficié d'une de ces Ecoles, les médecins et chirurgiens se réunirent en Société de Santé. Cette institution dont l'existence fut très brève fit place à une floraison de l'enseignement libre de la médecine qui avait commencé dès les premiers débuts de la Révolution. Il devait demeurer seul sous l'Empire et la Restauration, et attendre fort longtemps sa consécration officielle en Ecole Secondaire de Médecine rattachée à l'Université.

(1) Procès-verbaux du Comité d'Instruction Publique de la Convention Nationale publiés et annotés par J. GUILLAUME, 1904, V, p. 281-223.

CHAPITRE I

1789-1793 : Les Années révolutionnaires

- Les Universités en France en 1789.
 - L'Enseignement Médical à Nancy de 1789 à 1793.
 - Les décrets portés successivement par l'Assemblée Législative, l'Assemblée Constituante et la Convention.
-

SITUATION DES UNIVERSITÉS EN FRANCE EN 1789

Si les institutions lorraines d'Enseignement Supérieur se préparaient à sombrer, il en était de même dans tout le Royaume. La mort lente des Universités devait s'étendre sur toute la période qui commence en 1789 pour durer jusqu'à l'arrêt définitif qui les supprime le 15 septembre 1793 (1).

Faisons le point sur les Universités en 1789 et nous verrons clairement à quel degré de déchéance elles étaient parvenues (2). Dans les vingt-deux villes universitaires de France, le nombre des Professeurs était en baisse et certains enseignements n'avaient plus qu'une existence nominale. Les étudiants se faisaient plus rares eux aussi ; on étudiait peu au XVIII^e siècle, même à Paris et peut-être encore moins dans les Facultés de Médecine où il en coûtait de grosses sommes pour obtenir le grade de Docteur. Les tarifs variaient suivant les villes et suivant les Facultés et les droits en question servaient au traitement des Professeurs. Dans certaines Facultés ils ne recevaient que cela et dans d'autres, ils recevaient en plus un casuel inconstant ; quant aux revenus des corporations universitaires, toujours inférieurs à ceux des corporations ecclésiastiques, ils étaient très souvent minimes pour ne pas dire misérables et les Facultés demeuraient très médiocrement installées.

Ce bilan matériel ne nous permet pas de penser que la situation ait été brillante. Le bilan moral est tout aussi concluant à cet égard : dans les Facultés des Arts, « il semble que l'on destine les jeunes gens à se mettre en état de quitter leur patrie aussitôt après pour passer dans un

(1) Archives Parlementaires..., 1909, 1^{er} s. LXXIV, p. 238.

(2) LIARD. — L'Enseignement Supérieur en France de 1789 à 1889.

pays où les langues mortes seront en usage » (3) et « presque partout sous le nom de physique, on s'épuise en disputes sur les éléments de la matière et les systèmes du monde » (4). Les censures de la Faculté de théologie contre la philosophie nouvelle laissent tous les esprits indifférents. FOURCROY considère que les Facultés de Droit sont devenues des « institutions illusoires » et même « dangereuses » (5) étrangères au XVIII^e siècle par leurs programmes, salies par des abus et des scandales inouïs.

Les Facultés de Médecine ne font pas exception. La discipline y est relâchée, les abus y abondent. Les progrès de la science y sont inconnus, on n'y organise aucun enseignement clinique et si le jeune médecin devient habile homme, DIDEROT nous dit que c'est à force d'assassinats.

Les cahiers de doléances de 1789 nous révèlent l'inquiétude que cet état de choses faisait naître dans les Trois Ordres, principalement au sujet de la santé des citoyens. La même lamentation revient sans cesse, à propos de médecine et d'enseignement, pas assez de chirurgiens, pas assez de sages-femmes. « Tous les bons citoyens gémissent sur l'état de décadence où l'éducation est tombée en France » (6). Certains médecins d'ailleurs participèrent à l'élaboration de ces cahiers. Jean-Baptiste SALLE en est un exemple. Originaire de Vézelize et Docteur en Médecine de la Faculté de Paris, il devait manifester beaucoup de sympathie pour les idées nouvelles. Il prit une part active à l'élaboration des cahiers de doléances de Toul avec LALLEMAND, médecin à Nancy.

Aussi fut-il délégué par les notables pour les Etats Généraux de 89. Il fut membre de la Constituante puis Conventionnel Girondin obligé de se cacher, laissant sa famille à Vézelize dans la misère.

(3) Réflexions sur le plan d'étude de Poitiers. Projet de règlement d'études pour les collèges. Archives de l'Université, cart. XV, 100.

(4) DIDEROT. — Plan d'une Université russe.

(5) Exposé des motifs du projet de loi de l'An XII sur les Ecoles de droit.

(6) LIARD. — L'enseignement supérieur en France de 1789 à 1889. Cahier de doléances du clergé à Bar-sur-Seine.

Nous notons le fait car c'est une nouveauté révolutionnaire que cette participation des médecins à la vie politique. Peut-être n'avaient-ils pas eu à se plaindre de l'Ancien Régime, peut-être aussi ne pouvaient-ils pas satisfaire aux conditions pécuniaires de l'éligibilité. Mais c'est aussi que les classes populaires commencent à demander le concours de la bourgeoisie en contact avec elles, les hommes de loi et les médecins. Ne verrons-nous pas le Docteur LALLEMAND Maire de Nancy pendant des années? Et plus tard, le Docteur Pierre HYACINTHE BENIT se joindre au groupe des carbonari?

Pour le contenu des cahiers, rédigés par les Trois Ordres en vue de la réunion des Etats Généraux, il formule de multiples reproches aux Facultés: le peu de zèle des professeurs, le manque d'assiduité des élèves, une facilité trop grande à accorder les dispenses d'âge et même d'études. Ils les accusent de créer des incapables, de « bailler trop aisément du parchemin pour de l'argent » (7), d'avoir « conservé la routine des siècles écoulés qui les ont vu naître », de ne pas avoir « participé aux lumières acquises » (8).

Mais ils ne réclament aucunement la suppression des Universités. Ils s'insurgent contre les répercussions sociales de leur décadence mais ils ne proposent pas de grande réforme d'ensemble et ne relèvent pas, avec la force qu'on aurait pu imaginer, l'invraisemblable disproportion entre les progrès scientifiques du XVIII^e siècle et la routine de l'Enseignement qui croupit.

(7) Guy PATIN à Angers.

(8) Cahiers de la noblesse protestante de Saintes.

L'ENSEIGNEMENT MÉDICAL A NANCY DE 1789 A 1793

Comment s'intègre Nancy dans cette décadence et comment la vie de la Faculté et des deux Collèges s'achève-t-elle pendant ces quatre années?

Il est à remarquer en premier lieu que la ville conservait une certaine activité. Sur les vingt-deux Universités de France, dix-huit comportaient une Faculté de Médecine, neuf d'entre elles seulement recevaient les Docteurs et Nancy en était. De plus, elle possédait, comme nous le savons, un Collège de Médecine composé de quinze membres résidents, de membres honoraires et quatre-vingt-deux associés parmi lesquels MORAND, MARET, COSTE, VICO d'AZYR, LOUIS, MURRAY; un Collège de Chirurgie, composé de dix-huit membres et de quinze associés parmi lesquels trois membres associés de l'Institut National, SAUCEROTTE, LOMBARD, PERCY (1).

Nous signalerons différentes imprécisions dans l'histoire de l'ancienne Faculté. A cette époque, les Doyens gardaient chez eux les papiers et titres de la Faculté. Ce n'est qu'après 1793 que le Préfet du Département s'adressa au sieur TOURNAY, notaire public à Nancy, lui demandant de confier à la Faculté les documents qu'il avait pu retrouver dans les bibliothèques de son père concernant la Faculté. Les Archives de la Faculté furent ainsi constituées mais on y trouve relativement peu de documents concernant cette dernière.

(1) LAMOUREUX Justin. — Mémoire pour servir à l'histoire littéraire du département de la Meurthe.

A la Faculté, en 1789, l'Enseignement était divisé en quatre chaires pourvues chacune de son professeur : Anatomie, Physiologie, Pathologie Générale et Matière Médicale, Botanique et Chimie. C'était une position honnête si l'on considère que Paris et Montpellier comprenaient respectivement sept et huit chaires et que Bordeaux par exemple n'en possédait que deux.

Seuls les cours de Botanique et Chimie étaient faits en français ; pour les autres matières, les professeurs utilisaient le latin.

La quatrième chaire, celle de Chimie, était toute récente. Elle avait été demandée sous l'impulsion de Nicolas JADELOT parce que cette science qui n'était pas encore enseignée à Nancy, devenait en fait une partie essentielle de la Médecine et qu'on n'en avait donné jusqu'alors aucune leçon à Nancy. Une ordonnance royale accorda en réponse un professeur et un démonstrateur de chimie et cela à titre définitif puisqu'elle prévoyait un concours en cas de vacance. Les mêmes lettres patentes du 19 août 1776 rétablirent la place de « Chirurgien prossecteur et démonstrateur d'Anatomie » qui fut occupée par LAMOUREUX. Le premier professeur de la chaire de Chimie fut un Messin, Michel de TENNETAR, qui enseigna chez lui, rue du Pont-Mouja. Pierre-François NICOLAS bénéficia de la place de démonstrateur, avant d'occuper lui-même la chaire de Chimie, à laquelle il fut nommé par lettre patente sans concours, en 1780.

Nommé en octobre 1768 Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy, Jean-André TOURNAY n'en avait revêtu les fonctions et le titre qu'après la mort en 1769 de l'ancien Doyen de Pont-à-Mousson, Joseph JADELOT. En 1789, il était donc Doyen depuis vingt années ; il était aussi Professeur depuis la mort de GRANDCLAS le 11 juillet 1757 et enseignait la Matière Médicale.

La nomination de GUILLEMAIN à la chaire de Pathologie et de Botanique remontait au 18 février 1771, date du dernier concours pour le recrutement d'un professeur à

la Faculté de Nancy. Ce concours avait été affiché dans toutes les Universités de France et avait eu une importance particulière, car il s'agissait, pour la Faculté, de manifester clairement, par la forme de ce concours, son indépendance par rapport au Collège de Médecine. L'élu avait été GUILLEMAIN de Montpellier qui avait obtenu trois voix contre deux à LALLEMAND de Strasbourg. En 1789, GUILLEMAIN enseignait toujours la Pathologie et la Botanique; il était de plus médecin stipendié des Trois-Maisons et de la Vieille-Ville. Il mourut à Nancy, chargé d'infirmités, le 16 mai 1799 (2).

Ce fut Nicolas-Joseph JADELOT (3) qui enseigna l'un des premiers à Nancy la Physiologie et surtout l'Anatomie dont les cours avaient lieu tous les jours. Le fils du dernier Doyen de Pont-à-Mousson eut à cœur la prospérité et la gloire de la Faculté transférée. Il lutta pour cette cause avec énergie et conviction, comme nous le verrons à plusieurs reprises dans la suite de cet exposé. Mais son rôle important dans l'enseignement ne l'absorba pas totalement. Il fit œuvre sociale en composant sa « Pharmacopée des pauvres », et œuvre scientifique en composant différents ouvrages qui témoignent d'un esprit vigoureux et fidèle à l'observation clinique. Citons parmi ses écrits: une « Topographie médicale de Lorraine » où il étudie les différentes épidémies qui ont attaqué cette province, une étude ayant pour sujet « de l'abus de l'esprit de calcul dans l'étude de l'économie animale » un relevé « d'expériences et réflexions sur la pulsation des artères ». Par ailleurs son « éloge historique de BAGARD », étant donné les querelles passées entre Joseph JADELOT père et le Président du Collège de Stanislas, nous en dit long sur son objectivité et sa justesse d'âme.

Nicolas JADELOT participa enfin à une entreprise de conception et de réalisation technique toutes nouvelles que Monsieur BEAU raconte avec grande précision dans son

(2) BEAU. — L'Enseignement de l'Anatomie en Lorraine.

(3) DUBRET. — Les Jadelot Professeurs aux Facultés de Médecine de Pont-à-Mousson et de Nancy.

livre « l'Enseignement de l'Anatomie en Lorraine »; il fut l'auteur du texte explicatif d'une série de planches en quatre couleurs composées par Gautier d'AGOTY d'après ses propres dissections, celles de J.-B. SIMONIN père et celles de LAMOUREUX. Ces planches devaient composer un « Cours complet d'Anatomie peint et gravé en couleurs », dont, à cause du prix de revient élevé, un seul volume parut, celui de myologie (4).

L'Université de Nancy était pauvre comme toutes celles du Royaume, sauf peut-être celles de Caen et de Strasbourg qui semblent avoir eu des revenus assez élevés et des biens patrimoniaux. Elle avait pour tous revenus mille cinq cents livres du gouvernement pour la réparation et l'entretien des écoles et la rente de la dotation de trois mille écus constituée jadis à l'Université de Pont-à-Mousson sur l'Evêché de Metz et les monastères des Trois-Evêchés (5). Les dépenses du Corps de l'Université étaient payées sur les élèves à chacune de leurs inscriptions, soit au cours de chaque trimestre, soit aux différents examens de baccalauréat, licence, doctorat. Comme il s'ajoutait à cela des frais importants au moment des fêtes et des cérémonies de la Faculté, le coût des études était élevé pour les élèves. Encore le fait était-il beaucoup moins net en province que dans la capitale où il en coûtait l'énorme somme de sept mille livres pour obtenir le bonnet de Docteur. Le montant des droits que devaient acquitter les élèves n'est pas connu pour Nancy. Ce qui est certain c'est que, leur nombre n'ayant jamais été très élevé, la Faculté ne pouvait en tirer beaucoup de ressources.

Les professeurs recevaient donc un fixe de deux cents livres; le casuel, qui variait avec le nombre des élèves, n'est pas connu à Nancy, mais il est permis de supposer qu'il ne devait pas être très élevé. A Caen et Montpellier, le fixe était de six cents et mille deux cents livres, mais le casuel de deux mille livres. En Avignon seul, le fixe était infé-

(4) Cours complet d'Anatomie peint et gravé en couleurs naturelles par M. A.-E. Gautier d'AGOTY, second fils, et expliqué par M. JADELOT.

(5) GAIN. — L'Enseignement Supérieur à Nancy de 1789 à 1896.

rieur: il était de trente livres. Et à Besançon, il égalait en misère celui de Nancy qui partageait donc le sort des Universités les plus défavorisées.

Il y eut cependant au moins une richesse dont la Médecine bénéficia tout en la partageant avec les autres Facultés: ce fut le Bâtiment de la Place de Grève, exactement à la limite entre la Vieille Ville établie autour du Château des Ducs de Lorraine et la Ville Neuve qui date des occupations françaises. Promis avant 1767, il n'avait été commencé qu'en 1770 (6) avec le produit de la vente des biens autrefois donnés aux Jésuites par les Ducs de Lorraine. Cette somme n'avait pu suffire aux travaux que pendant deux ans. On avait donc arrêté les travaux en 1772 pour les reprendre le 28 avril 1778, grâce à l'impôt prélevé sur les populations: il s'ajoutait aux impôts pour les canaux de Picardie, pour le fourrage des troupes de cavalerie et de dragons; il devait durer dix années, jusqu'en 1778. A cette échéance, il fut prolongé pour quatre ans tandis que l'Intendant devait apporter huit mille livres supplémentaires. Ainsi, dans ce bâtiment inachevé, la première rentrée avait-elle été rendue possible le 11 novembre 1778. Mais c'était la population tout entière qui avait acquis, au prix de lourds sacrifices, le privilège de posséder un bâtiment universitaire. Elle fut à juste titre déçue et indignée quand elle se vit privée de ses Facultés et la Municipalité ne manqua, par la suite, aucune occasion de rappeler ce bâtiment magnifique afin de reconquérir son Université.

Jusqu'à cette rentrée Place de Grève, la Faculté s'était contentée d'un bâtiment où fut longtemps installé le cercle militaire et devenu actuellement Musée de Peinture; c'était une installation située place Royale avec le Collège Royal de Médecine et voisine du théâtre. Ce voisinage d'ailleurs n'avait pas manqué d'attirer des ennuis aux anatomistes, car les spectateurs étaient incommodés par l'odeur des dissections. Pourtant ils étaient loin d'être bien raffinés puisque les règlements du théâtre rappellent que « défenses

(6) DELOUPY, — Le Collège Royal de Chirurgie,

sont faites de commettre aucune indécence et de faire des ordures dans les loges du corridor sous peine de trois jours de prison pour ceux qui seraient pris sur le fait ou convaincus d'en être les auteurs » (7).

Une fois la Faculté installée dans son « palais », ce fut contre la curiosité malsaine des passants qu'il fallut protéger les cadavres. L'amphithéâtre réservé aux dissections était au rez-de-chaussée, en bordure de rue, et les curieux utilisaient les rebords des fenêtres comme perchoir et observatoire. JADELOT demanda donc qu'on installât des demi-persiennes fixes aux fenêtres qui donnaient sur la rue, travaux qui furent exécutés.

Toute cette histoire de la construction du fameux bâtiment et du transfert de la Faculté dans son aile orientale pourrait sembler quelque peu éloignée de notre sujet. Mais il convient de rappeler qu'en cette dernière partie du XVIII^e siècle, la plupart des installations universitaires françaises étaient uniformément médiocres (8). Le rapport de l'enquête de 1791-1792, conservé aux Archives Nationales, nous les laisse supposer plus réduites encore que celles de Nancy quand elle était sur la Place Royale, très proche du théâtre. Beaucoup d'entre elles n'étaient pas chez elles, certaines avaient une salle dans un couvent ou ne possédaient qu'un petit amphithéâtre pour les dissections, une salle où se faisaient les cours et une chambre où se réunissaient les médecins. Citons encore pour édification, l'exemple de la Faculté de Droit de Bordeaux qui comportait comme unique richesse un exemplaire du *corpus juris civilis*. Considérons qu'à Paris même, la Faculté avait dû se contenter d'échanger simplement sa maison de la rue de la Petite-Bûcherie contre les anciens bâtiments délabrés de la Faculté de Droit.

Ainsi apprécierons-nous d'autant plus justement la prévoyance de la Municipalité de Nancy qui avait tenu à faire édifier pour les Facultés un bâtiment ayant coûté trois

(7) LIARD. — L'Enseignement Supérieur en France de 1789 à 1889.

(8) DELOUPY. — Le Collège Royal de Chirurgie.

cent mille livres tandis que seul le rez-de-chaussée était achevé, et « qui pouvait alors servir de modèle aux universités provinciales » (9). C'était un effort précurseur, une réalisation en harmonie avec la voie glorieuse que suivaient les sciences à cette époque et les besoins nouveaux qui allaient en résulter pour l'enseignement.

Cet effort ne devait pas être isolé. Pour s'adapter aux exigences du progrès, la Faculté avait demandé et obtenu sa chaire de Chimie, matière devenue indispensable à la Médecine; par ailleurs, Nicolas JADELLOT s'était débattu pour rendre possibles des Travaux Pratiques d'Anatomie et avait dû rappeler les ordonnances de 1708 (Article 17) pour obtenir des hôpitaux seulement quatre cadavres par an (10).

Ce professeur voulait en effet multiplier pour les élèves les occasions d'enseignement pratique, convaincu que c'était pour eux le moyen le plus certain d'apprendre leur art. Il tenta de le faire pour les dissections anatomiques et aurait désiré que la Faculté pénétrât dans les hôpitaux, comme les Collèges de Médecine et de Chirurgie. Ceux-ci en effet avaient droit de regard sur les hôpitaux et pouvaient y instruire leurs élèves.

Bien installée, libérée du joug du Collège de Médecine, ayant développé l'enseignement de l'anatomie et porté à quatre le nombre de ses chaires, la Faculté, en 1789, pouvait donner l'impression d'avoir effectué un magnifique redressement.

Ce n'était que partiellement vrai: il lui manquait des installations scientifiques et des laboratoires. Le traitement du Professeur de Chimie était de mille cinq cents livres au lieu de deux cents parce « qu'il devait fournir les instruments et autres choses nécessaires à son cours » (11). NICOLAS avait donc tant bien que mal installé un laboratoire pour les expériences; mais, ses ressources étant trop

(9) GAIN. — L'enseignement Supérieur à Nancy de 1789 à 1896.

(10) PILLEMENT. — Revue Médicale de l'Est, 1911, p. 227.

(11) Archives Nationales, F 17, 1004.

minces, il avait fini par cesser son cours malgré les réclamations des étudiants en Médecine qui dénoncèrent son manque d'égard à la « profession si essentielle à laquelle ils se destinaient » (12). Ainsi, « malgré qu'il y eût à Nancy un professeur de Chimie, on n'y enseignait pas cette science », et « ce n'était pas défaut de capacité dans le professeur qui était très éclairé sur cet objet, mais c'était faute de laboratoires, de vaisseaux chimiques et de fonds suffisants pour en démontrer les opérations » (13).

Mais surtout, il manquait à la Faculté un enseignement clinique au lit du malade, dans les hôpitaux, comme il existait dans les pays étrangers et aux deux Collèges Royaux de Nancy. JADELOT, à maintes reprises l'avait remarqué et il avait compris que c'était là pour les Facultés, une question vitale.

Les registres de la Faculté de Médecine, conservés aux Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, nous permettent de connaître différents événements et difficultés de la Faculté de Nancy, notamment au cours de ses quatre dernières années. Signe des transformations administratives d'alors, les registres ont changé de timbre pendant cette période. Pour clore le dernier registre au timbre de l'ancienne Lorraine, JADELOT écrivit : « au premier avril 1791, il fallait porter les inscriptions sur un registre au nouveau timbre. En conséquence, celui-ci a été fermé par moi, Nicolas JADELOT, faisant fonction de Doyen ». Signé JADELOT.

Tous les actes et délibérations de la Faculté sont contenus dans ces Registres du 12 novembre 1768 au 4 août 1793, mais pour les certificats d'études et de grades, nous ne les possédons encore que du 8 août 1785 au 5 juin 1793.

Les réceptions sont peu nombreuses : dix bacheliers, sept licenciés, trois docteurs en 1789, c'était un net recul par rapport à l'année 1786 où on compte dix-sept bacheliers, sept licenciés, onze docteurs. En 1791, par contre, les di-

(12) Archives Départementales, L 76, 1^{er} et 2 mai 1792.

(13) BUCHOZ. — Valerius Lotharingiae.

plômes décernés sont plus nombreux : vingt-sept bacheliers, trente-quatre licenciés, dix-neuf docteurs, mais la chute est rapide : sept bacheliers, neuf licenciés, cinq docteurs le 4 et le 19 juillet 1793.

De 1793 date également une réception significative des idées du temps. De par ses statuts, l'Université ne recevait que des catholiques. Or il arriva qu'un candidat israélite, Jacob BEER, fut nommé admissible (14) ; il exposa sa requête aux citoyens administrateurs du Département de la Meurthe et obtint cette réponse : « ... La Direction du district est d'avis que le pétitionnaire soit renvoyé au Collège de Médecine pour s'y pourvoir et obtenir l'objet de sa demande s'il y a lieu de la lui accorder. Si les statuts de l'Université défendent d'admettre aux grades en Médecine les individus professant la religion juive, une pareille interdiction contraste trop avec les principes d'une nation régénérée à la liberté pour la tolérer... Sans égards aux statuts dont s'agit, le pétitionnaire obtiendra la lettre qu'il sollicite, si d'ailleurs il en est jugé digne par ses connaissances en Médecine. »

Les grades de Nancy, si souvent appréciés, furent parfois contestés : en 1789, l'affaire BERTRAND (15) en est un exemple. Il y avait eu un précédent en 1786 pour un certain de TOURDES établi à Lombez. Conformément à l'édit lorrain de 1708 qui demandait aux candidats une attestation de deux années de philosophie et de trois années de médecine dans n'importe quelle université, la Faculté de Nancy avait reçu des candidats qui n'étaient pas maîtres ès arts. Or la loi française, applicable en Lorraine depuis le rattachement en 1766, exigeait cette condition. De là les discussions qui s'élevaient sur la validité des diplômes lorrains. La Faculté soutint ses anciens étudiants et leur obtint finalement gain de cause, mais par prudence, dès le premier incident en 1786, elle avait demandé à ses candidats de présenter leurs lettres de maître ès arts.

(14) Archives Départementales. — Registre D 78-82 ; TOURDES. — Origines de l'Enseignement Médical en Lorraine.

Sans avoir un éclat comparable à celui du Pont à son apogée, alors que plus de deux mille étudiants s'y pressaient, la Faculté de Nancy attirait un grand nombre d'étudiants étrangers à la Lorraine: les deux derniers docteurs étaient de Colmar et Langres, mais bien d'autres encore étaient venus de villes de Belgique, Liège, et Namur, de Normandie ou des villes les plus éloignées du Royaume, Brest et Perpignan. COSTES (15), membre du Conseil de Santé établi près le ministère de la guerre, fut un des chefs de la Médecine militaire et y obtint des grades. C'est lui l'auteur de « l'Essai sur les moyens d'améliorer la salubrité de Nancy », qui fut couronné par l'Académie de Nancy, de même FLAMANT qui devait devenir Professeur et « dont l'éloquence facile et brillante fut un des ornements de la Faculté de Médecine de Strasbourg » (16). Les registres portent par endroits de célèbres signatures, celles de BERTHOLLET, SPILLMANN et CORVISART, qui devait devenir médecin de Napoléon I^{er}. Ils portent aussi la signature du trop célèbre médecin qui présida le Comité de Salubrité institué le 12 septembre 1790 par l'Assemblée Nationale. le Docteur GUILLOTIN, député de Paris.

Celui-ci n'avait pas tardé à envoyer un message identique à la Faculté et au Collège. Il leur demanda de « lui faire part de ses observations sur l'art de guérir en général, sur l'état actuel de l'enseignement et la pratique de la médecine, de la Chirurgie, de la Pharmacie, de l'Art de l'accouchement dans la ville de Nancy et ses environs, sur les avantages et les abus de ces états, sur les réformes qui pourraient l'améliorer et sur les moyens de perfectionner la Constitution Médicale » (17).

Immédiatement, le 12 octobre 1790, « la Faculté étant assemblée extraordinairement » (18), prit la décision de commencer en commun avec le Collège de Médecine un

(15) TOURDES. — Origines de l'Enseignement Médical en Lorraine. La Faculté de Médecine de Pont-à-Mousson.

(16) De HALDAT. — Eloge de Louis VALENTIN, Nancy, 1829.

(17) Archives Départementales, Registres D 78-81.

(18) Archives Départementales, Registres D 78-81.

mémoire conforme à ces instructions. JADELOT en fut le principal artisan. Il avait observé la situation d'un regard lucide et pénétrant, ce qui apparut dans le rapport remarquable qu'il proposa (19). Le Collège adopta sa réponse et « tous les professeurs furent d'avis que cette uniformité ne pouvait qu'être avantageuse en prouvant que les deux corps ne diffèrent point de sentiments (20). Les deux institutions pressentaient donc déjà le danger que le plan révolutionnaire représentait pour leur existence.

Ce mémoire est conservé à Nancy, dans les Archives de la Faculté de Médecine et à la Bibliothèque Municipale parmi les Manuscrits. Il est composé de différents chapitres décrivant successivement l'état de la Médecine, de la Chirurgie, de l'établissement pour l'opération de la taille à Lunéville, de la Pharmacie, des marchands droguistes et des vendeurs de remèdes secrets, des eaux minérales de la Lorraine, des hôpitaux et maisons de charité.

Les conditions jusque-là requises pour obtenir les grades y sont rappelées avec les abus qui s'y étaient attachés et cela pour les Médecins et les Chirurgiens aussi bien que pour les Apothicaires. Il y est fait mention de chacun des établissements d'enseignement médical avec ses ressources et ses ambitions, de chacun des établissements hospitaliers avec une ébauche d'historique, des précisions sur l'origine de leurs moyens respectifs de subsistance, le rappel des destinations particulières à chacun, infirmes, vieillards, gens qui ne peuvent gagner leur vie, orphelins, personnes vagabondes, libertines et libertins vénériens.

On l'a vu, l'auteur n'oublia pas de traiter de la Pharmacie. Pour faire échec aux prix élevés des drogues « inutiles, mal composées ou mauvaises », JADELOT, dans son impitoyable mémoire, propose que la puissance législative prononce sur le tarif du prix de ces drogues et que soit composée une pharmacopée sur les principes de la bonne

(19) Archives Départementales, Registres D 78-81.

(20) Mémoire sur l'état actuel de la Médecine, de la Pharmacie, de la Chirurgie en Lorraine. Archives de la Faculté.

chimie et de la matière médicale. Il précise que cette pharmacopée existe déjà, rédigée par les membres de la Faculté et des Collèges, prête à être publiée quand les circonstances le permettraient. Il souhaite en outre que soit supprimé l'article XVIII des statuts des Apothicaires: « Les maîtres apothicaires ne peuvent traiter aucune maladie grave que sur l'ordre de médecins. » Au regard de JADELLOT, cet article apparemment limitatif, décerne aux Apothicaires une trop grande liberté de diagnostic: il leur laisse décider si le cas présente ou non de la gravité.

Pour le Collège Royal de Médecine, JADELLOT rappelle les buts que lui assignent les lettres patentes du 15 mai 1752:

— Perfectionner la pratique de la Médecine par la communication des connaissances et observations avec les membres du Collège et par eux aux Médecins Praticiens de la province.

— Soulager les pauvres malades des villes et campagnes par des consultations que les membres du Collège s'engagent à faire.

— Maintenir l'ordre dans les différentes parties ministrantes de la Médecine.

— Surveiller la bonne administration des remèdes dans les pharmacies.

— Maintenir l'exécution des lois contre charlatans et opérateurs.

— Procurer l'enseignement de l'Anatomie, la Botanique, la Chirurgie.

Un paragraphe intitulé « projet d'amélioration » termine chacun de ces chapitres: en ce qui concerne l'enseignement, il y a là tout un projet de réforme.

Tout d'abord il fallait supprimer les abus et injustices sur les conditions d'admission dans les Facultés, l'assistance au cours, la vénalité des grades et places, ce qui « ôterait à la cupidité le moyen de rendre nulle toute législation »

(21). A cette époque en effet les étudiants se contentaient parfois, pour toute présence, de venir prendre leurs inscriptions, l'âge pouvant à l'occasion leur tenir lieu d'études, et une simple apparition leur obtenir les examens qui étaient soit simulés, soit indulgents à l'excès. Certes, cela était vrai pour toutes les Facultés, cependant, en parlant de la Médecine, au chapitre « Abus » de son Encyclopédie, Dictionnaire de Médecine, Vicq d'AZYR nous dit « qu'il n'y avait point d'étude ou de pratique où il se soit introduit tant d'abus » (22).

Et tout laisse à penser que sur ce point, Nancy malheureusement ne se distinguait pas des autres Facultés de France: GANDOGER de FOIGNY et NICOLAS furent nommés comme Professeurs directement et non sur concours, quant à Joseph JADELOT, il vendit sa charge à GANDOGER à titre viager. Voici retranscrit l'acte notarié qui nous donne la formule des actes de cette sorte: « Constitution de vente au profit de M. Joseph JADELOT, Doyen des Professeurs de la Faculté de Médecine de l'Université de cette ville, contre le sieur GANDOGER, doyen médecin à Nancy.

Rente annuelle et viagère de quatre cent cinquante livres cours de Lorraine payable moitié à la Saint Jean-Baptiste, moitié à Noël de chaque année, aussi longtemps que M. JADELOT vivra; cette rente constituée au moyen de la démission faite par M. JADELOT de sa chaire de professeur en ladite Faculté tant de Médecine que de Chirurgie et de Botanique (sic) au profit de M. GANDOGER sur l'assurance de quoi, celui-ci a assuré et hypothéqué tous ses biens présents et à venir. Cependant, si Monsieur GANDOGER venait à décéder avant M. JADELOT, la vente stipulée au profit de ce dernier sera éteinte au moment de la mort de M. GANDOGER » (23). 12 août 1768.

Enfin, JADELOT ne s'en tient pas aux critiques. Il propose, dans son rapport, différentes mesures constructives:

(21) LIARD. — L'Enseignement Supérieur en France de 1789 à 1889.

(22) LIARD. — L'Enseignement Supérieur en France de 1789 à 1889.

(23) Archives Départementales. Série Notaires. Etude Jacquinot, 1768.

un plan d'enseignement qui fasse une place à toutes les branches de la science en tenant compte de leur degré d'avancement et un équipement convenable des Facultés pour l'Enseignement de l'Anatomie, de la Chimie, de la Botanique; la réunion de la Médecine et de la Chirurgie à laquelle devait être lié l'enseignement de l'art de l'accouchement, la réduction du nombre des Facultés pour en augmenter les ressources et accroître ainsi la force de chacune.

A ces différents points, JADELOT en ajoute un autre qui lui tient à cœur. En France, l'enseignement clinique avait été rendu obligatoire au moins en principe par l'édit de 1707, mais il lui manquait toujours un statut défini, des locaux appropriés et des cadres en nombres suffisants. JADELOT désirait créer une chaire de Médecine clinique dont le professeur pourrait conduire ses élèves au lit des malades dans les hôpitaux. C'était la grande transformation souhaitée alors. Écoutons Vicq d'AZYR (24), médecin de la Reine Marie-Antoinette: « La maladie et la mort offrent de grandes leçons dans les hôpitaux. En profite-t-on? Écrit-on l'histoire des maux qui y frappent tant de victimes?... Y enseigne-t-on l'art d'observer et de traiter les maladies? Y a-t-on établi des chaires de Médecine pratique? » D'autres auteurs se sont penchés sur le problème des hôpitaux, LAURENS dans son ouvrage « Moyen de rendre les hôpitaux utiles et de perfectionner la Médecine » et Nicolas CHAMBONT de MONTEAUX, le futur Maire de Paris, au moment du procès de LOUIS XVI. Ce dernier propose lui aussi différents « moyens de rendre les hôpitaux plus utiles à la nation ». Les deux ouvrages parurent en 1787.

Ce rapport de JADELOT si complet et tellement circonstancié fut arrêté en Assemblée Générale le 8 novembre 1790 et envoyé à Paris, accompagné d'une lettre de son auteur qui se met au diapason de son époque: « Nous espérons que le Comité ne verra dans nos observations que la plus

(24) Vicq d'AZYR. — Encyclopédie méthodique, Dictionnaire de Médecine, art. « Abus ».

grande envie de coopérer avec lui à la restauration si désirée et si nécessaire de la science que nous professons. Nous attendons avec confiance des lois qui fixent notre sort; nous désirons que notre travail soit près de nos juges une preuve de notre dévouement au bien public et à la connaissance que nous leur consacrons avec tous les bons français » (25).

Un surcroît d'activité allait s'imposer à Nicolas JADELOT. Le 24 avril 1791, TOURNAY s'éteignit. Les honneurs funèbres furent rendus au défunt qui avait été Doyen pendant vingt-deux années et laissait vacante une chaire qui ne devait jamais plus être officiellement occupée.

JADELOT, GUILLEMAIN et NICOLAS, les trois professeurs qui constituaient alors la Faculté, devaient informer les autorités de la situation: le Président du Comité de Salubrité, le Garde des Sceaux, le Syndic du Directoire de la Meurthe.

Un décret du 22 mars avait décidé pour Paris que les places devenues vacantes ne seraient plus remplacées avant la nouvelle organisation. Le décret était-il ou non applicable à Nancy? Au début de mai 1791 (26), la question fut posée tout en indiquant assez imprudemment que le quatrième professeur était, de par ses propres statuts, remplaçant d'office de tout professeur empêché de faire son cours. En la circonstance présente, ce quatrième professeur était NICOLAS, professeur de Chimie. De fait, JADELOT assumait lui-même une grande partie des cours à pourvoir ainsi que les fonctions de Doyen. Une dizaine de jours plus tard, il fut répondu par le Comité de Santé, après avis du Ministère de la Justice que « toute nomination devait être suspendue jusqu'à l'établissement du nouvel ordre, que cela s'appliquait d'autant mieux à Nancy que le quatrième professeur suppléait et qu'il n'y avait pas

(25) DUBRET. — Les Jadelot, professeurs aux Facultés de Médecine de Pont-à-Mousson et de Nancy.

(26) Archives Départementales, Registres D 78-81.

d'inconvénient à continuer cela jusqu'à la fin de l'année scholastique » (27).

JADELOT, avec les encouragements et les approbations des autres professeurs, avait ajouté une demande qui le concernait personnellement et à laquelle il ne fut même pas répondu (28). Voici, en ses propres termes, l'objet de sa demande adressée à GUILLOTIN : « J'ai l'honneur d'exposer au Comité que je suis le plus ancien professeur et professeur depuis vingt-huit ans ; je demande d'obtenir le titre de Doyen ; il me deviendrait utile si la Faculté conservait l'enseignement et dans tout événement, ce serait un titre que j'ambitionnerais d'obtenir pour me servir dans le nouvel ordre. Je vous supplie, Monsieur, d'exposer ma demande au Comité de Santé ; je serais flatté de lui devoir cette grâce pour laquelle je sollicite sa recommandation. Nous espérons voir renaître l'ordre et corriger les abus multipliés qui s'étaient introduits dans l'ancienne législation. »

Les réponses de Paris ne firent pas la moindre allusion à cette dernière requête. Par contre, le Procureur Général, Syndic du Département, le Lorrain, approuva les mesures prises pour suppléer les fonctions de feu Monsieur TOURNAY « jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale aura décrété le nouveau règlement d'Instruction Publique ou jusqu'à ce que Sa Majesté aura donné des ordres de pourvoir au remplacement des Professeurs » (28). Sa lettre décernait en outre quelques compliments polis à JADELOT pour son zèle, son patriotisme et ses talents. Mais JADELOT devait mourir après avoir à deux reprises exercé les fonctions de Doyen sans jamais en avoir officiellement le titre.

La chaire vacante de TOURNAY n'était pas sans exciter quelques convoitises. Un certain POMA adressa au garde des Sceaux une demande pour l'obtenir sans concourir. Il expliquait son *curriculum* et ses titres, quatre années d'études à Paris et autant à Strasbourg, stipendié de Boulay

(27) Archives Départementales, Registres D 78-81.

(28) DUBRET. — Les Jadelot, professeurs aux Facultés de Médecine de Pont-à-Mousson et de Nancy.

et de Saint-Dié, Médecin-Chef de leurs hôpitaux civils... Membre du Collège Royal de Médecine de Nancy, de la Société de Médecine de Paris et d'Arras, titulaire de quatre prix académiques. Cette liste n'impressionna personne. La supplique fut retournée au Directoire du Département qui la communiqua à JADELOT. Le 18 juin 1791, JADELOT et ses confrères rendirent leur verdict à propos du cas de POMA: « la grâce qu'il demande est contraire à la justice et au bien public ». Les temps des abus de ce genre étaient révolus.

Cependant au mois de mai, on présumait que la nouvelle organisation du corps enseignant devait être « déterminée incessamment ».

Mais l'Assemblée Nationale Constituante, encore indécise, décida que « l'organisation des études subsisterait encore pendant le cours de cette année scolaire dans l'ancien ordre ». Or, la rentrée, fixée au 10 novembre 1791, approchait, et le professeur chargé de la « partie la plus essentielle, c'est-à-dire l'Anatomie », n'était pas remplacé. JADELOT, étant le plus ancien des professeurs, devait enseigner la Matière Médicale mais, trop atteint dans sa santé, il ne pouvait ajouter à cet enseignement celui de l'Anatomie. Les Professeurs expliquèrent cela au Directoire de la Meurthe. On était, ajoutent-ils « dans un moment où beaucoup de jeunes gens embrassaient la Médecine et la Chirurgie et où il aurait été important de prouver que Nancy possédait les ressources et les moyens nécessaires pour y établir un corps enseignant les deux sciences réunies ».

Puisque la « voye des concours » était interdite, les professeurs demandèrent au Directoire de leur nommer pour l'Anatomie un Professeur suppléant provisoire et sans fonction et ils proposaient le sieur Claude ANTOINE qui avait été, lui aussi, inscrit au concours de 1771, mais avait véritablement soutenu une thèse et ne s'était pas contenté, comme POMA, de tirer une question. Claude ANTOINE était maître en Chirurgie et enseignait l'Anatomie au Collège

de Chirurgie: cela était donc par surcroît une occasion d'économiser les cadavres et de réunir les deux enseignements de Médecine et de Chirurgie (29).

L'arrêté qui donna cette autorisation fut pris le 10 décembre 1791. Claude ANTOINE occupa la chaire à dater du 16 février 1792 seulement et quitta Nancy une année plus tard en avril 1793 « ayant été obligé de partir par le congé dudit département pour la place de médecin de l'hôpital militaire de Cherbourg ».

Peu après ce départ, JADELOT mourut le 17 juin 1793. Sa vieillesse avait été assombrie par le déclin de la Faculté et la progression des idées nouvelles, en particulier celles qui atteignaient la religion catholique. Parmi ses fils, l'aîné, Jean-François-Nicolas, né en 1771 et qui fit carrière à Paris après la Révolution, avait été un des derniers inscrits sur le registre au timbre de l'ancienne Lorraine. Il avait soutenu sa thèse en 1791 et reçu l'un des derniers diplômes décernés par la Faculté. Nicolas JADELOT, dont le père avait reçu des lettres de noblesse, fut enterré sous la Convention en toute discrétion et modestie à l'Eglise Saint-Epvre. Il fallut attendre 1811 pour que soit rendu hommage à sa mémoire par l'un de ses anciens élèves, professeur à son tour, le Chirurgien LAMOUREUX.

Le 2 juillet 1793, les Professeurs qui restaient alors au nombre de deux, demandèrent les mesures à prendre au Procureur Général du Département. La mort de JADELOT fut également annoncée au Président du Comité de Santé et au Ministre de la Justice, GOHIER. On demandait le retour d'ANTOINE.

Le 4 août 1793, GOHIER répondit: « Vous exposez, Citoyens, que le plus ancien de vos collègues est décédé le 17 juin dernier et vous demandez si la place doit être vacante, jusqu'à ce que la Convention Nationale ait fixé l'organisation des corps enseignants de la Médecine... Dans

(29) Archives de la Faculté de Médecine. — Demande des Professeurs de la Faculté de Médecine en l'Université de Nancy à MM. du Directoire du Département de la Meurthe.

un moment où la Convention Nationale s'occupe de l'organisation de l'Instruction Publique, il ne doit plus être ouvert de concours pour remplacer les places devenues vacantes et il faut attendre la nouvelle loi sur cette partie si importante de l'administration et se ménager tous les moyens de jouir promptement de tous les avantages qui en résulteront. » Cette réponse du Garde des Sceaux est le dernier acte contenu dans les Registres relatifs à la Faculté de Médecine et conservés aux Archives Départementales à Nancy.

En somme, après la mort de JADELLOT, la Faculté est bien sommairement représentée. GUILLEMAIN, toujours en vie, est paralysé. Il mourra en 1799. NICOLAS ne fait pas son cours faute d'installations correctes.

Rien d'étonnant si, dans ces conditions, la Faculté disparaît sans appel au décret du 15 septembre 1793, alors que depuis près de quatre années, elle avait résisté à la tourmente révolutionnaire, à ses décrets, à ses décisions.

LES ASSEMBLÉES RÉVOLUTIONNAIRES ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE 1789 A 1793 (1)

Voici, comme nous l'avions annoncé, quelles ont été ces mesures qui ont atteint l'enseignement.

Pendant que la Faculté de Nancy vivait ses dernières années, à Paris commence, avec l'Assemblée Constituante, une ère nouvelle pour l'Enseignement. Chargée d'établir une éducation nationale, elle avait inséré dans la Constitution « qu'il serait créé et organisé une instruction publique commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables à tous les hommes et dont les établissements seraient distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du Royaume » (2).

En premier lieu, trois mesures atteignent les Facultés dans leurs privilèges, leur indépendance, leurs biens :

— Premièrement, le nouveau droit commun abolit les privilèges pour elles comme pour la Nation toute entière. Elles ne recevront plus de dîmes ni de droits féodaux.

— Secondement, une tendance se manifeste dès la loi du 22 décembre 1789 qui charge les administrateurs des départements « de la surveillance de l'éducation publique et de l'enseignement politique et moral ». Il s'agit en effet de préciser de plus en plus fermement la dépendance sous laquelle se trouvent les établissements d'Instruction par rapport aux autorités publiques établies par la Révolution.

— Troisièmement, les lois du 2 novembre 1789 et du 22 avril 1790 mettent à la disposition de la Nation les

(1) LIARD. — L'Enseignement Supérieur en France de 1789 à 1889.

(2) Loi du 26 septembre 1791.

biens des corporations et congrégations en respectant ceux des Universités provisoirement et « jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le pouvoir législatif ».

Le 25 mai 1791, les ministères sont créés; les Universités sont liées directement aux pouvoirs publics et sont rattachées provisoirement au ministère de l'Intérieur.

La loi du 15 avril 1791 exige de « toutes personnes chargées d'une fonction publique dans le département de l'Instruction Publique, le serment de fidélité à la Constitution ». Ceux des professeurs qui refusèrent le serment furent considérés comme démissionnaires et ils furent nombreux dans ce cas. La puissance des Universités n'en fut que plus amoindrie.

L'Assemblée Constituante se soucia aussi de construire. Elle chargea donc son Comité de Constitution de lui faire un rapport sur l'Enseignement Public. Des plans de réforme surgirent qui manifestent sans tarder les deux conceptions entre lesquelles la Révolution devrait choisir : des établissements à visées essentiellement professionnelles, voués à l'Enseignement d'une science ou d'un art ou d'autres de plus ample grandeur, réunissant les sciences en un tout, dans un but de progrès.

L'Assemblée prit connaissance du projet enfin élaboré par son Comité, quinze jours avant de se séparer. Il était précédé d'un rapport de TALLEYRAND, compromis entre les deux formules : après l'Enseignement commun à tous, un Enseignement moyen pour l'orientation et ensuite un troisième Enseignement pour la spécialisation, enfin l'Institut National véritable et unique établissement d'Enseignement Supérieur.

Pour ce qui est de la Médecine, l'Assemblée avait nommé le 12 septembre 1790 le Comité de Salubrité présidé par GUILLOTIN, député de Paris. Celui-ci, dès 1791 avait conçu un plan sur l'Enseignement et l'exercice de l'art de guérir, très semblable à celui de TALLEYRAND.

Il s'agissait de créer quatre grands Collèges groupant Médecine, Chirurgie et Pharmacie et comprenant un ensei-

gnement pratique et clinique rendu possible par la présence à leurs côtés de grands hôpitaux où on pourrait, au lit du malade, apprendre la Médecine et la Chirurgie, sans oublier l'art des accouchements méprisé jusqu'alors. Les Centres choisis étaient Paris, Bordeaux, Montpellier et Strasbourg. Nancy n'était pas considérée, mais elle avait conçu quelque espoir au moment où il avait été question de lui accorder le Centre Universitaire de l'Est.

La Constituante, dont le mandat touchait à son terme, ne voulut pas imposer au pays un projet dont le prix eût été très élevé. Par-dessus tout, elle reprocha au système de TALLEYRAND un vice fondamental : mettre l'Enseignement aux mains du gouvernement, confier l'Education Nationale à un pouvoir envers lequel la méfiance allait croissant. Mais ce grief subsistera après la chute de la Royauté.

A la fin de septembre 1791, l'Assemblée Constituante se sépara. Elle avait auparavant, le 26, décidé que « tous les corps et établissements d'instruction et d'éducation publique, existant à présent dans le Royaume, continueraient provisoirement d'exister sous leur régime actuel et suivant les mêmes lois, statuts et règlements. »

L'Assemblée Législative ratifia ce décret, de même que pendant son année d'existence, elle entendit préserver ce qui restait des Universités, de manière à ne pas créer de temps mort entre l'ancienne et la nouvelle organisation.

Le 29 mai 1792, elle décida qu'il « serait mis par la trésorerie nationale une somme de deux cent mille livres à la disposition du Ministre de l'Intérieur pour être employée à donner des secours aux professeurs des Collèges ou des Universités qui ont perdu en tout ou en partie leurs revenus par la suppression des dîmes ou des droits féodaux ».

Enfin, considérant qu'un « état vraiment libre ne doit pas souffrir dans son sein, aucune corporation, pas même celles qui, vouées à l'Enseignement public ont bien mérité de la Patrie », elle vota la loi du 18 août 1792 qui frappait d'interdit toutes les Congrégations et Corporations séculières et laïques ; mais si elle jugea bon de préciser que

les Universités étaient exceptées, celles-ci furent malgré tout atteintes.

Son Comité d'Instruction Publique, avec CONDORCET, élaborait un projet dont les principes, pour l'Enseignement Universitaire, étaient son double rôle savant et professionnel, ainsi que la liaison essentielle des Sciences selon DIDEROT. L'application en était précisée d'exécution simplifiée par rapport à l'étude précédente. C'était, nous dit LIARD, « un plan nouveau sans utopie ni démesure ». Il ne fut pas voté : il avait le vice fondamental de vouloir un Enseignement indépendant, libre de toute autorité gouvernementale. Avec ce système, dira FOURCROY, on aurait toujours à craindre l'élévation d'une espèce de sacerdoce plus redoutable peut-être que celui que la raison du peuple vient de renverser (3).

Il n'y avait encore ni institution ni loi pour l'Instruction Publique quand vint le temps de la Convention, en octobre 1792. L'heure n'était plus aux projets, il fallait décider. Avant que soient prises les déterminations, il y eut encore quelques lois et décrets relatifs aux Universités.

Les 14 et 16 février 1793, la Convention décide que la vente des biens des Universités continuera d'être suspendue, donnant simultanément aux administrations locales le pouvoir de fixer des traitements pour les professeurs en indiquant leurs limites.

Le 8 mai 1793, elle aliène tous les biens formant la dotation de tous les établissements d'Instruction Publique, mais décide que l'entretien des bâtiments sera à la charge de la Nation, de même que les traitements dont elle maintient le taux.

De ce fait, l'Instruction Publique devenait un véritable service public sous la dépendance de plus en plus confirmée des autorités locales.

Le 8 août 1793, un décret promulgué sur la proposition d'un célèbre lorrain, l'Abbé GRÉGOIRE, atteignait encore

(3) Séance du 21 Frimaire An II (12 décembre 1793).

les Universités, Facultés et Collèges. Il portait la suppression de toutes les Académies et Sociétés littéraires patentées ou dotées par la Nation :

— Art. I^{er} : toutes les Académies et Sociétés littéraires patentées ou dotées par la Nation sont supprimées.

— Art. II : les jardins botaniques et autres, les cabinets muséums, bibliothèques et autres monuments des Sciences et Arts attachés aux Académies et Sociétés supprimées sont mises sous la surveillance des autorités constituées, jusqu'à ce qu'il en ait été disposé par les décrets sur l'organisation de l'Instruction Publique.

Quatre jours plus tard, le 12 août 1793, un autre décret ordonnait l'apposition des scellés sur « les portes des appartements occupés par les Académies et Sociétés supprimées par le décret du 8 du présent mois, et qu'il serait procédé sans délai à la levée des scellés et à l'inventaire des statuts, tableaux, livres, manuscrits et autres effets dont elles avaient la jouissance » ; il chargeait le Ministre de « pourvoir à la conservation desdits effets jusqu'à ce que la Convention ait statué sur leur situation ultérieure ».

Les Universités, Facultés et Collèges s'étaient donc abattus en quelques années sous cette série de coups. La sentence légale fut arrêtée le 15 septembre 1793 (4) par ce texte :

« Les Collèges de plein exercice et les Facultés de Théologie, de Médecine, des Arts et de Droit sont supprimés sur toute la surface de la République. »

Il avait fallu bien longtemps pour que les Jacobins finissent par arracher cette décision à la Convention Nationale : ce fut précisément le moment où la Patrie fut déclarée en danger, votée la levée en masse et la loi des suspects qui inaugurerait la Terreur.

(4) Archives parlementaires, 1909, 1^{re} s. LXXIV, p. 238.

Comme le décret créait aussi les Instituts et Lycées, on l'accusa de créer une aristocratie de savants et le lendemain, il fut supprimé.

Cela permit à certaines Facultés de subsister quelques temps encore. Ce furent surtout, comme nous en avons la preuve pour plusieurs d'entre elles, des Facultés de Médecine qui continuèrent à former ou plutôt à recevoir des Docteurs.

Différents documents permettent de l'affirmer, tel ce passage d'une délibération de l'Ecole de Santé de Montpellier en date du premier brumaire An III (22 octobre 1794): « il s'est introduit dans l'Ecole un abus tendant à lui faire perdre sa célébrité, cet abus consiste en ce que plusieurs élèves, pour abréger le temps de leurs études, font venir des certificats d'inscription de l'Ecole de Médecine d'Orange ou de toute autre, sans qu'ils aient jamais étudié dans ces écoles ». Les Archives Nationales (5) nous permettent de savoir que l'Ecole de Médecine de Besançon comptait encore environ soixante-dix élèves en l'An VI. Sous le Directoire, la Faculté de Caen recevait sept ou huit Docteurs par an; elle subsistait en l'An IX, six années après le décret de septembre 1793 si l'on s'en rapporte au rapport de FOURCROY sur sa mission en Normandie à cette époque (6). A Toulouse, PAGANEL, un conventionnel en mission, avait même créé, provisoirement certes, mais sans référence au gouvernement, une Ecole Supérieure dont l'Organisation se référait assez étroitement aux vues de CONDORCET. Non seulement la Médecine et la Chirurgie y avaient leur place, mais toutes les Sciences réunies.

A la lettre, ces mesures n'étaient pas illégales puisque, le 10 décembre 1793, la Convention avait proclamé la liberté d'enseignement à tous les degrés et que la Constitution de l'An III accordait, elle aussi, cette liberté.

(5) Archives Nationales, AP III 107.

(6) ROCQUAIN. — L'Etat de la France au 18 Brumaire.

Mais pour si nécessaires qu'elles aient été, ces mesures n'en restaient pas moins exclusivement palliatives. Elles eurent cependant une certaine durée de même que les malheurs dont elles étaient nées : une ignorance flagrante, une liberté privée des freins du simple bon sens.

CHAPITRE II

15 septembre 1793 - 27 juillet 1822

**de la suppression des Universités
à la Renaissance Officielle
de l'Ecole Secondaire de Médecine de Nancy**

- Le contexte national.
 - La phase de liberté totale d'Enseignement, anarchie et charlatanisme.
 - L'existence éphémère de la Société de Santé.
 - La période de l'Enseignement libre de la Médecine.
-

LE CONTEXTE NATIONAL

Au moment où fut voté le décret de suppression des Universités, la France était depuis trois mois sous le régime de la Terreur. Le 2 juin 1793 en effet la Commune Révolutionnaire de Paris avait obligé la Convention à procéder à l'arrestation des vingt-neuf députés Girondins et c'était, depuis, le règne des Jacobins qui annonçait la dictature de Robespierre pour mars-avril 1794.

Un certain discrédit pesait alors sur l'enseignement. Deux questions se posaient : déterminer s'il incomberait à l'Etat ou si l'initiative privée suffirait à le répartir, savoir s'il ne créerait pas une nouvelle aristocratie, celle des savants, farouchement redoutée en un moment où, selon les expressions du temps, celles de la naissance et de la fortune venaient d'être renversées par la raison du peuple.

Sciences et philosophie avaient été aux sources de la Révolution et celle-ci les respectait depuis 1789. Elles commencèrent à devenir suspectes. On jugea que la République ne tomberait pas dans la barbarie sous prétexte « qu'elle n'aurait pas de professeurs salariés » et qu'« on aurait fait assez pour les sciences quand on les aurait environnées de liberté et d'honneurs » (THIBEAUDEAU) (1). Les Jacobins en vinrent à réclamer la liberté d'enseignement à tous les degrés, eux qui avaient voulu une instruction commune et obligatoire pour les enfants de tous les citoyens, donnée au nom de l'Etat sous sa surveillance et son administration. Animés par les principes de ROUSSEAU et sous la conduite de leur pasteur ROBESPIERRE, ils regardaient les sciences

(1) LIARD. — L'Enseignement Supérieur en France de 1789 à 1889.

et la philosophie comme l'origine de l'athéisme, lui-même considéré comme un véritable péril social. L'anathème est jeté sur elles et BOUQUIER (2) triomphe. Il expose que « les plus belles écoles, les plus simples et les plus utiles sont celles des séances publiques des départements, et surtout des sociétés populaires. A quoi bon chercher autre chose? Est-ce que les « nations libres » ont besoin d'une caste de savants spéculatifs dont l'esprit voyage constamment par des sentiers perdus, dans la région des songes et des chimères? »

On vota dans ces circonstances la loi de liberté totale d'enseignement le 14 Germinal An II (mars 1794).

A cette époque où l'ambiance n'était certes pas à favoriser l'enseignement et encore moins l'enseignement supérieur, l'instruction médicale qui en faisait partie était de surcroît desservie par les utopies révolutionnaires. Les maladies n'étaient-elles pas le résultat de l'ignorance et des préjugés? A l'exemple d'un ex-abbé, le célèbre GRÉGOIRE, bon nombre de conventionnels crurent que le nombre des maladies allait diminuer sous l'effet d'une Révolution qui, au physique comme au moral, reconstitue pour ainsi dire l'espèce humaine » (3). De son côté, DAVID crut que « sous un gouvernement aussi beau, la mère enfanterait sans douleur » (4). En toute logique, le rôle de la Médecine allait donc décroître et son enseignement deviendrait moins indispensable, voire secondaire.

Mais le 9 Thermidor (27 juillet 1794), la Plaine l'emporta. La tête de ROBESPIERRE tomba après tant d'autres. On l'accusa d'avoir voulu organiser l'ignorance universelle pour fonder plus facilement sa domination, d'avoir voulu bannir les sciences et le progrès pour livrer le pays à l'ennemi... (FOURCROY).

(2) LIARD. — L'Enseignement Supérieur de 1789 à 1889.

(3) D'après l'Abbé SICARD « l'éducation morale et civique avant et pendant la Révolution », p. 327 et n° 2 du discours du 12 Prairial An II.

(4) D'après le même op. cit., p. 327 et n° 1 du discours du 23 Messidor An II.

Quoi qu'il en soit, la question de l'Instruction Publique n'avait pas cessé de préoccuper les esprits, elle put être posée dans une atmosphère plus sereine, mais avec plus d'acuité que jamais. On avait rêvé un grand plan d'ensemble, il fallut se contenter de décrets instituant successivement différentes Ecoles; parmi elles, l'Ecole Centrale des Travaux Publics, l'Ecole Polytechnique, le Conservatoire des Arts et Métiers et trois Ecoles de Santé, dont la création était imposée par une impérieuse nécessité.

Les troupes de la Révolution étaient en pleine lutte. On avait un besoin impérieux de médecins partout aux armées. Or il n'y avait plus de Facultés pour dispenser l'instruction médicale. FOURCROY, ci-devant comte Antoine-François de FOURCROY, fut chargé de préparer un « plan d'école révolutionnaire de l'art de guérir ». Le 7 Frimaire An III (27 novembre 1794) il soumit à la Convention un projet qui prévoyait trois écoles de Santé à Paris, Montpellier et Strasbourg. Il expliqua qu'il s'agissait « de la santé et de la vie de nos frères d'armes » et il continua :

« La Convention apprendra avec sensibilité que plus de six cents officiers de Santé ont péri depuis dix-huit mois au milieu et à la suite même des fonctions qu'ils exerçaient. Si c'est une gloire pour eux puisqu'ils y sont morts en servant la Patrie, c'est un besoin pour la République de réparer cette perte. La nécessité d'organiser promptement des cours sur l'instruction de l'art de guérir, pour former des hommes qui manquent à nos armées, offre à la Convention l'heureuse occasion de créer cette partie de l'enseignement qui n'a jamais été que tronquée et incomplète en France.

Fournir des Officiers de Santé aux armées; employer les grands talents que la République possède en son sein et qui languissent faute d'occasions et de moyens de les utiliser; conserver le dépôt des connaissances utiles qui menaçaient de périr par l'inaction à laquelle on les avait réduites; perfectionner des sciences de première nécessité qui ont tant contribué à la grandeur de la France; faire

un nouvel appel au génie en lui offrant une nouvelle carrière; offrir encore, au milieu des difficultés qui nous pressent et des décombres dont nous sommes entourés, le spectacle des immenses ressources d'un peuple ingénieux, en réalisant, par une institution digne de la République Française, un Enseignement supérieur à tout ce qu'on connaît en ce genre en Europe: faire voir que le mouvement révolutionnaire, dérégulé par les législateurs habiles, sait tirer du sein même des ruines dues à sa rapidité, les matériaux les plus grands et les plus solides édifices pour la prospérité publique; tels sont les motifs de l'établissement que les Comités de Salut Public et de l'Instruction Publique vous proposent de former. »

Ce discours de FOURCROY impressionna vivement la Convention. Ayant considéré qu'une unique école installée à Paris était insuffisante, elle vota la création de trois Ecoles de Santé à Paris, Montpellier et Strasbourg. C'était huit jours plus tard, le 14 Frimaire An III (4 décembre 1794).

Ces trois écoles étaient destinées à « former des Officiers de Santé pour les services des hôpitaux militaires et de la marine » (5). Selon la loi, elles étaient jumelées avec tous les établissements nécessaires pour leur enseignement: hôpitaux, laboratoires, collections; elles réunissaient les différentes « parties de l'art » et créaient un enseignement pratique et clinique. Les études y avaient une durée de trois années au cours desquelles les élèves bénéficiaient d'un traitement égal à celui des élèves de l'Ecole Centrale de Travaux Publics, la future Ecole Polytechnique. C'était le début d'un enseignement de la Médecine pour les Temps Modernes.

Nancy malheureusement n'avait pas été choisie pour abriter une telle Ecole; elle faillit cependant, nous le verrons, recueillir celle de Strasbourg quelque deux ou trois ans plus tard, au moment du projet CALES (1797-1798).

(5) Procès-verbaux du Comité d'Instruction Publique de la Convention Nationale publiés et annotés par J. GUILLAUME, 1904, V, p. 281-283.

Par contre, Nancy posséda une Ecole Centrale installée dans le Bâtiment de l'Université, dès le premier Messidor An IV (19 juin 1796). La loi qui créait ces Ecoles Centrales datait du 7 Ventose An III (28 février 1795); elle établissait un enseignement à deux degrés seulement. Le 3 Brumaire An IV (25 octobre 1795) une loi divisait l'enseignement en 3 degrés. Au-dessus des Ecoles Centrales, elle plaçait les Ecoles Spéciales ou plutôt consacrait leur existence car toutes avaient été déjà fondées suivant les lois de la nécessité instantanée. Tel avait été en particulier le cas des trois Ecoles de Santé.

Parmi les Professeurs de l'Ecole Centrale de Nancy, citons ceux qui appartiendront à la Société de Santé ou qui donneront un enseignement libre: Pierre-François NICOLAS chimiste, Rémi WILLEMET botaniste, Alexandre de HALDAT du LYS docteur et savant.

Avant de se séparer, la Convention termina la Constitution de l'An III. Elle avait inséré l'Instruction Publique au titre X de la loi fondamentale du pays:

Titre X - Instruction Publique.

Article 296. — Il y a dans la République des Ecoles primaires, les élèves apprennent à lire, à écrire, les éléments du calcul et de la morale. La République pourvoit aux frais de logement des instituteurs proposés à ces écoles.

Article 297. — Il y a dans les diverses parties de la République des écoles supérieures aux écoles primaires, et dont le but sera tel qu'il y en ait au moins une par département.

Article 298. — Il y a pour toute la République un institut national chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les arts et les sciences.

Article 299. — Les divers établissements d'instruction publique n'ont entre eux aucun rapport de subordination, ni de correspondance administrative.

Article 300. — Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres pour concourir au progrès des sciences, des lettres et des arts.

Ce paragraphe de la Constitution consacre le principe suivant lequel l'Enseignement n'a pas à prétendre à l'Indépendance, mais doit être au service de l'Etat. Il ne dessine pas nettement l'enseignement supérieur, mais stipule que les citoyens ont le droit de former des établissements d'instruction et des sociétés pour que cela concoure au progrès des sciences. Les médecins de Nancy étayèrent sur l'article 300 leur demande de se grouper pour former la Société de Santé.

La période du Directoire débuta en octobre 1795. Ce régime républicain, issu de la Constitution de l'An III, eut le même personnel politique que la Convention après Thermidor.

Pour ce qui est de l'Enseignement Médical, il n'y eut aucun changement sous ce régime. Seulement les trois Ecoles de Frimaire ne suffisaient pas. Le pays continuait à demander énergiquement une organisation pour l'Enseignement Médical, une loi pour la pratique de la profession. Le 12 Prairial An V (31 mai 1797) le projet de CALES proposait aux Cinq-Cents une réglementation très stricte pour l'exercice de la Médecine ainsi que la création de cinq Ecoles de Santé. Celles-ci seraient établies à Paris, Montpellier, Bruxelles, Dijon et Nancy, tandis que Strasbourg et Metz seraient des hôpitaux militaires (6). Le projet ne fut pas appliqué; Nancy n'avait toujours pas son Ecole de Médecine.

En l'An VII, un dernier projet révolutionnaire reprend les vastes perspectives de CONDORCET, mais il n'aboutit pas.

Brumaire (18-19 Brumaire VIII - 9-10 novembre 1799) devait être suivi de cinq années consulaires, marquées

(6) J.-M. CALES. — Rapport... sur les Ecoles Spéciales de Santé. Paris, Imprimerie nationale, An V, in-8°, 26 p.

par une réaction très nettement opposée à l'œuvre de la Révolution. Dans le domaine de l'Enseignement, les Ecoles Centrales qui provenaient de la Convention furent par la loi du 11 floréal An X (2 mai 1802) remplacées par les Lycées au-dessus desquels demeuraient les Ecoles Spéciales. Celles de Médecine restèrent ce qu'elles étaient depuis leur création : des établissements d'enseignement médical où avaient prévalu les idées modernes, c'est-à-dire où on apprenait simultanément la théorie de la médecine et sa pratique auprès du malade. Il s'ajoutera à leur programme l'enseignement de la Médecine Légale.

Mais c'est surtout une réglementation minutieuse qui caractérise l'enseignement pendant la période consulaire. Il y avait à cela un but évident qui était d'éviter à tout prix le moindre retour aux corporations anciennes : absence de principe aux cours, examens trop faciles, grades achetés. Les Ecoles de Médecine restèrent assez libres de leur administration en égard à leur ancienneté relative, mais elles ne furent pas épargnées pour la réglementation des examens précisés dans tout leur détail : durée, composition et roulement des jurys, nature et caractère des questions. Après quatre années d'études et une présence effective aux cours, les étudiants devaient subir cinq examens en anatomie et physiologie, pathologie et nosologie, matière médicale, chimie et pharmacie, hygiène et médecine légale, clinique interne et clinique externe. Les épreuves seraient publiques, identiques dans tout le pays et il s'y ajouterait la soutenance d'une thèse en français ou en latin devant l'école en tenue d'apparat. Cette réglementation est exposée dans la loi même sur l'exercice de la Médecine aux termes de laquelle les grades devenaient non plus seulement des attestations d'études mais des autorisations d'exercice, garanties par l'Etat.

Cette loi tant attendue fut votée le 19 Ventose An XI (10 mars 1803) sur l'initiative de CHAPTAL, ministre de l'Intérieur sous le Consulat et ancien médecin. En voici

le texte faisant dès lors règlement sur le droit d'exercer les différentes parties de l'Art de guérir :

« A partir du premier Vendémiaire An XII (24 septembre 1803), nul ne peut embrasser la profession de Médecin, Chirurgien ou Officier de Santé sans se faire examiner et recevoir.

Ceux reçus dans l'une des six Ecoles Spéciales de Médecine prennent le titre de Docteurs en Médecine ou Chirurgie ; la réception devant un jury départemental donne seulement le droit au titre d'Officier de Santé.

Les premiers peuvent exercer leur profession dans tout l'Empire Français. Les Officiers de Santé ne peuvent s'établir que dans le département où ils auront été reçus ; il leur est interdit de pratiquer les grandes opérations chirurgicales que sous l'inspection d'un Docteur dans les lieux où celui-ci sera établi.

Dans le cas d'accidents graves arrivés à la suite d'une opération exécutée hors de la surveillance prescrite ci-dessus, il y aura recours en indemnité contre l'Officier qui s'en sera rendu coupable.

Les Docteurs en Médecine et les Chirurgiens reçus par les anciennes Facultés de Médecine, les Collèges de Chirurgie et les Communautés de Chirurgiens continueront d'avoir le droit d'exercer leur art comme par le passé. Ceux établis depuis l'abolition des anciennes formes, ne pourront plus exercer sans s'être fait recevoir Docteur ou Officier de Santé par les autorités désignées ci-dessus, ou au moins sans avoir obtenu avant l'époque fixée pour l'application de la loi, du sous-préfet de leur arrondissement, un certificat de pratique depuis trois ans, qui leur tiendra lieu de diplôme.

La délivrance de ce certificat est d'ailleurs subordonnée à des preuves de capacité, et les sous-préfets ont reçu à cet égard les instructions convenables. Les Tribunaux et Autorités administratives ne peuvent employer que les Médecins ou Chirurgiens reçus suivant les anciennes formes ou les Docteurs reconnus suivant le nouveau mode.

La profession de Sage-Femme ne pourra être non plus exercée que par des personnes reçues par les Jurys du Département après avoir suivi les cours théoriques et pratiques dans les lieux déterminés par la loi. L'infraction au présent règlement est punie par une amende, et, en cas de récidive, par la prison » (7).

Cette loi sanctionnait en somme la décision prise par quelques préfets d'établir un jury médical dans leur département pour recevoir des Officiers de Santé destinés aux armées. A Amiens, Besançon, Bourges, Bruxelles, Gand, Clermont, Angers, Grenoble, Poitiers, mais pas à Nancy : elle établissait en outre des écoles secondaires de médecine pour les Officiers de Santé. Ceux-ci cependant n'étaient pas tenus de fréquenter les cours d'une école : ils devaient par contre avoir accompagné un médecin dans l'exercice de sa profession pendant six ans ou avoir effectué un stage hospitalier civil ou militaire pendant cinq ans ou bien encore avoir suivi durant trois années les cours d'une Ecole de Médecine. Le doctorat nécessitait quatre années d'études dans une Ecole Spéciale. Il s'achevait par cinq examens et par une thèse.

C'est ainsi que les hôpitaux furent les premiers établissements d'instruction médicale dans les villes plus ou moins importantes, privées d'Ecoles officielles. Et c'est ainsi également que Nancy sut créer un tel enseignement afin de pouvoir le faire reconnaître par la suite.

Auparavant l'ancienne capitale de la ci-devant province de Lorraine devait encore passer de longues années munie d'un enseignement médical relevant de la seule initiative privée. Ces années furent celles de l'Empire suivi de la Première Restauration et des Cent-Jours suivis de la Seconde Restauration.

Sous l'Empire, l'événement primordial en fait d'enseignement fut la création de l'Université Impériale et avec elle, l'établissement du monopole universitaire. BONAPARTE, Premier Consul, avait vu dans l'établissement de l'Instruc-

(7) Annuaire Statistique de la Meurthe, An XV, 1806.

tion Publique une source de pouvoir (ROEDERER). Il était convaincu qu' « il n'y aurait pas d'état politique fixe s'il n'y avait pas de corps enseignant avec des principes fixes » (8).

NAPOLÉON, Empereur des Français ne se hâta pas d'exécuter son projet d'Université. Dans un esprit de réalisme, il demanda à FOURCROY une enquête sur l'état de l'enseignement et sur l'opinion publique à ce sujet. Il attendit ensuite que la victoire d'Austerlitz et la paix de Presbourg lui donnent suffisamment d'autorité. FOURCROY fut encore chargé du projet qui fut plusieurs fois remanié : ni lui ni le Conseil d'Etat ne proposèrent à l'Empereur ce qu'il ne voulait demander ouvertement (9). Ce fut FONTANES (9), alors Président du Corps Législatif qui exprima habilement sa pensée : « Il faut dans l'enseignement comme en autres choses, l'unité de vue et de gouvernement. La France a besoin, pour un temps du moins, d'une seule Université et l'Université d'un seul chef. »

NAPOLÉON déclara « Vous m'avez compris » et promulga la loi du 10 mai 1806 en trois articles :

- « Article premier : Il sera formé, sous le nom d'Université, un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publique dans tout l'Empire.
- « Article deuxième : Les membres du corps enseignant contractent des obligations civiles spéciales temporaires.
- « Article troisième : L'organisation du corps enseignant sera présentée en forme de loi au corps législatif à la session de 1810 » (10).

Telles étaient les dispositions organiques qui créaient la corporation universitaire. NAPOLÉON était bien décidé à

(8) AULARD. — Napoléon I^{er} et le monopole universitaire.

(9) AULARD. — Napoléon I^{er} et le monopole universitaire.

(10) Rapport et projet sur les corps enseignants, in Recueil des projets de lois et arrêtés du Conseil d'Etat et III, 1292 Bibl. de la Chambre des Députés.

la façonner de manière à en faire un instrument de règne. Le décret du 17 mars 1808 l'organisa : elle devait comporter : un Grand Maître, un Chancelier, un Trésorier, vingt à trente inspecteurs généraux et un conseil d'Université de trente membres. Elle serait divisée en autant d'Académies que de Cours d'Appel : ce qui explique que Nancy, à cette époque se trouvait gratifiée d'une Académie avec une unique Faculté ; la Faculté des Lettres. Cette Académie et la Faculté furent installées dans le bâtiment de l'Université. La Faculté des Lettres de Nancy fut inaugurée le 6 décembre 1810. Elle devait avoir une existence à la fois terne et courte. Il n'y eut point de Faculté de Médecine.

De fait, lorsque fut proclamé l'Empire Français, l'enseignement et l'exercice de la médecine étaient déjà entrés dans une ère nouvelle. Les Ecoles Spéciales de Médecine qui existaient depuis la Convention prirent le nom de Facultés. Mais dans d'autres villes l'Empire fonda les Ecoles Nationales Secondaires comme celles de Clermont-Ferrand, Toulouse, Angers, Caen. NAPOLÉON élèvera le niveau du recrutement en refusant l'accès des facultés aux étudiants qui ne seraient pas bacheliers ès lettres. Cependant l'Empereur concevait l'enseignement supérieur par rapport à l'utilité professionnelle : on enseignait donc aux futurs médecins ce qui est nécessaire pour servir l'humanité souffrante, mais sans visées savantes.

A cette époque, les circonstances avaient appelé un grand nombre de jeunes gens sous les drapeaux. Il y eut peu d'étudiants, mais les Facultés de Médecine furent avec celles de Droit, les plus peuplées. Il est d'ailleurs à remarquer qu'elles bénéficièrent d'un régime relativement privilégié. D'une part, leur constitution leur permettait de suivre les progrès des sciences et elle fut respectée, d'autre part, la fiscalité était singulièrement allégée en leur faveur, puisqu'elles versaient au Trésor un dixième seulement des droits d'examen, alors que les autres Facultés les versaient en totalité. Ce dernier point est certainement à noter quand on sait que la fiscalité de l'Université Impériale fut rapi-

dement odieuse et le fut bien plus encore que le fameux monopole.

L'originalité (11) de l'Université résidait en cela qu'elle unissait tous les fonctionnaires enseignants en un seul corps animé d'une doctrine et d'une morale uniques « ayant pour objet l'uniformité de l'Instruction, et qui tendront à former pour l'Etat des citoyens attachés à leur religion, à leur science, à leur patrie et à leur famille ».

Mais par le même décret du 17 mars 1808, ce corps enseignant était « exclusivement » chargé de l'enseignement. Aucun établissement ne pouvait être formé hors de l'Université et nul ne pouvait enseigner publiquement sans être membre de l'Université et gradué par l'une de ses Facultés. C'est la définition même du monopole, nécessaire à l'Université pour qu'elle rendît tout ce que son fondateur attendait d'elle. Il supprimait en fait la liberté d'enseignement. Cela explique probablement que NAPOLEON ait attendu si longtemps avant de le décider, et de le renforcer par le décret (12) du 15 novembre 1811 destiné à protéger l'Université contre toute concurrence ecclésiastique en lui confiant tous les séminaires (13). En fait, le monopole voulu par NAPOLEON ne fut jamais pleinement réalisé. L'Université qui devait être le grand instrument du règne napoléonien ne le servit pas et contribua par la demi-trahison de son chef à la chute finale. FOURCROY ne fut pas Grand Maître de l'Université et, en 1809, il en mourut de chagrin. Monsieur de FONTANES le fut avec un rôle équivoque: son but était d'ouvrir à l'Eglise le corps universitaire sans en faire une corporation religieuse. Il se ménageait l'indulgence, voire même la gratitude des royalistes pour le cas où LOUIS XVIII arriverait au pouvoir.

Après Fontainebleau et dès le 8 avril 1814, on se hâta de proclamer que les formes et la direction de l'éducation

(11) Décret du 17 mars 1808, Article 38.

(12) Décret du 15 novembre 1811. Minute originale dans le dossier AF IV - Archives.

(13) SCHMIDT. — La Réforme de l'Université Impériale en 1811.

des enfants étaient rendus à l'autorité des pères et mères, tuteurs et familles. Mais l'Université était provisoirement maintenue pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'éducation. En février 1815, sous l'influence de GUIZOT et ROYER-COLLARD, on décida cependant de la décentraliser et de créer dix-sept Facultés, ce qui diminuerait la puissance de chacune.

Quelques jours après le retour de l'Île d'Elbe, NAPOLÉON rétablit son Université. Après Waterloo, une ordonnance du 15 août maintenait l'Université en la modifiant et en lui annonçant une loi de démembrement. C'est l'époque où on sent l'Université Impériale assez menacée pour souhaiter ouvertement le retour aux anciennes Universités : Caen, Orléans, Pau, Besançon saisirent l'occasion de réclamer leur ancienne Université. Nancy profita également de ces circonstances ; nous aurons l'occasion de citer certains textes qui marquent cette insistance. Cela n'empêcha pas que sa Faculté de Lettres fut supprimée en 1817. Et quand la ville demanda son maintien et même le rétablissement de l'ancienne Université, il lui fut sèchement répondu par le Ministre de l'Intérieur : « J'aurais été d'avis de maintenir la Faculté de Lettres, si les cours de cette Faculté n'avaient offert un double emploi de l'instruction donnée dans les hautes classes du Collège Royal » (14). En Médecine, on souhaite également un retour à une situation ancienne : la scission entre Médecine et Chirurgie. La réalisation de ce projet est confiée à un ecclésiastique médecin, le Père ELYSÉE. On peut le dire avec ROYER-COLLARD : « Le gouvernement s'organise en sens inverse de la société française. »

La jeunesse était dans un état d'effervescence latente, elle se mit à manifester. 1819 fut l'année des désordres universitaires provoqués le plus souvent par des incidents de peu d'importance. L'Université fut l'objet de pamphlets. De toutes parts les reproches affluèrent. CHATEAUBRIAND fut au nombre des détracteurs. Président de la Commission

(14) COURBE. — Les rues de Nancy.

d'Instruction Publique, ROYER-COLLARD avait voulu démontrer que l'Université pouvait servir la Monarchie, les faits semblaient le mettre en échec; il démissionna. L'avenir devait, d'une certaine manière lui donner raison. Pendant quatre ans, une série de décrets fit progresser l'Université. La Monarchie (15) prit le parti d'en faire à son tour un instrument de règne: « la jeunesse réclame une direction religieuse et monarchique. Le corps enseignant prendra donc pour bases de son enseignement la religion, la monarchie, la légitimité et la charte ». Jadis NAPOLÉON (16) avait énoncé: « fidélité à l'Empereur et à la Monarchie impériale, dépositaire du bonheur des peuples, et à la dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par les constitutions ».

Ainsi la législation s'élargit-elle de plus en plus en faveur de l'Eglise; le 1^{er} juin 1822, Monseigneur de FRAYS-SINOUSSE devint Grand Maître de l'Université. En juillet 1822 se termine notre étude: la situation était alors telle que le monopole était passé de l'Etat à l'Eglise. Après avoir multiplié les attaques contre le monopole, on ne le supprima pas car il eût fallu accorder la liberté aux laïques aussi.

Ce n'est qu'après vingt-sept années de monopole d'Etat, en 1833, que le principe de la liberté d'enseignement (17) devait enfin réapparaître pour ne plus sortir de la loi française.

(15) Ordonnance du 27 juin 1821.

(16) Décret du 17 mars 1808 - Article 38.

(17) LEBLANC. — La liberté d'enseignement en Alsace-Lorraine.

LA PHASE DE LIBERTÉ TOTALE : ANARCHIE ET CHARLATANISME

Revenons maintenant à la région lorraine. Les lois et l'état d'esprit que nous venons de voir concernant l'enseignement y eurent, comme partout en France, une répercussion immédiate et décisive.

Vingt-quatre heures après avoir été voté, le décret du 15 septembre 1793 fut supprimé. Malgré tout, dans la plus grande partie du pays et bien entendu en Lorraine, l'enseignement était considéré comme légalement et officiellement supprimé. Et en tout état de cause il était effectivement inexistant.

On imagine aisément quelle put être l'ampleur de la catastrophe dans le domaine médical : il n'y avait plus de réceptions régulières et réglementaires de médecins et de chirurgiens.

Ce fut immédiatement une magnifique efflorescence d'empiriques, médocastres et charlatans qui prétendaient remplacer sans difficulté ceux qui avaient acquis par leurs études le bonnet de Docteur.

Par surcroît, la loi du 2 mars 1791 (1) avait déterminé qu'il était libre désormais « à toute personne d'exercer tel négoce ou telle profession, art ou métier qu'elle trouverait bon, à condition de payer patente et de se conformer aux règlements de police ». Le premier venu pouvait donc prendre enseigne d'apothicaire, exercer la Médecine ou la Chirurgie sous la simple et unique condition de payer patente.

(1) Archives Parlementaires, 1886, 1^{er} s. XXIII, p. 626.

Le 14 avril 1791, à peine six semaines plus tard, on était revenu sur cette liberté pour l'exercice de la pharmacie : « Les lois, statuts et règlements existant au 2 mars dernier, relatifs à l'exercice et à l'enseignement de la pharmacie pour la préparation, vente et distribution de médicaments, continueront d'être exécutés suivant leur forme et contenu sous les peines portées par lesdites lois et règlements jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement à cet égard. »

Les charlatans-apothicaires étaient en quelque sorte organisés en corporation de droguistes qui vendaient des remèdes secrets ou des « drogues falsifiées et de la plus détestable qualité à des prix bien inférieurs à ceux des apothicaires ». Ceux-ci d'ailleurs n'étaient pas non plus irréprochables comme nous avons pu le voir dans un précédent chapitre. Mais étaient-ils plus dangereux que les charlatans médecins ? Ce qu'il y a de sûr c'est qu'aucune réserve ne fut faite pour l'exercice de la Médecine.

A Nancy, l'art des accouchements souffrit également en cette période par le fait de la suppression des Universités et Collèges et cela fut d'autant plus regrettable que cet enseignement était très récent à Nancy. A Pont-à-Mousson, au XVIII^e siècle, il n'y avait pas eu d'enseignement de l'obstétrique et les sages-femmes étaient nommées par les dames de la paroisse. En 1708, il est vrai, LÉOPOLD avait arrêté que les sages-femmes subiraient un examen devant un chirurgien mais sans prévoir pour elles le moindre enseignement. La première tentative d'un enseignement obstétrical officiel ne remontait donc qu'à 1771, date de la création du Collège de Chirurgie. Maître Richard PIÉROT enseignait alors à la Renfermerie où étaient reçues les filles et les femmes libertines pour y faire leurs couches ; mais c'était devant un très petit nombre d'élèves. En 1773, l'Intendant de Lorraine avait obtenu qu'il serait établi un cours d'accouchement dans sa Généralité, cours destiné aux sages-femmes et aux élèves chirurgiens. Trois années plus tard seulement, Angélique-Marie BOURSIER du COUDRAY instaurait ce fameux cours. Les élèves s'exerçaient sur son

fantôme avant d'accoucher, chacune à leur tour, les femmes du peuple. Son passage avait été très utile, mais éphémère l'enseignement qui s'en était suivi : les fonds avaient rapidement manqué pour continuer à instruire les élèves de la campagne.

Enfin le Chirurgien LAMOUREUX qui avait lui-même bénéficié des cours de Madame du COUDRAY n'avait recommencé qu'en 1786 un cours public et gratuit, destiné à nouveau aux élèves qui devaient exercer dans les campagnes. Malgré l'efficacité de ces cours qui avaient déjà fait diminuer la mortalité des nouveau-nés, le gouvernement cessa de verser les fonds nécessaires et ils n'eurent la durée que de trois ou quatre années. L'enseignement obstétrical ne subsistait donc qu'au Collège de Chirurgie ; mais en 1792 eut lieu à Nancy, la dernière réception de sage-femme avant l'échéance fatale du 15 septembre 1793.

Aucune branche de l'enseignement médical n'était épargnée. Si la profession des apothicaires bénéficiait de quelque discipline, celle des médecins en était réduite à une désolante anarchie, dans la région de l'ancienne Lorraine comme dans tout le pays.

A Nancy et Sarrebourg, dans plusieurs départements et au sein même du gouvernement, c'est un chœur unanime d'avertissements et de lamentations. A Nancy des sanctions furent prises. Le Registre des actes et délibérations de l'Autorité Municipale de Nancy, nous apprennent qu'à la date du 14 Fructidor An II (31 août 1794), le Conseil décida de prendre des mesures contre le citoyen LANEL qui se disait médecin sans en avoir le titre, et nous lisons : « Le Conseil Général ayant été touché d'un procès-verbal du Comité de Surveillance des Hôpitaux par lequel il est constaté que le nommé LANEL se disant médecin n'est nullement en état de suivre cet état, prendra des mesures à ce sujet. »

Nous possédons en provenance du Conseil d'arrondissement de Sarrebourg un document rempli d'indignation : « Les charlatans ou assassins patentés se multiplient d'une

manière effrayante, les villes sont infestées de ce fléau, mais c'est surtout dans les campagnes qu'il cause le plus de ravages. Les crédules habitants de nos villages meurent en foule, victimes de l'ignorance et de l'incapacité de quelques fraters. Les maladies les plus compliquées, les opérations les plus difficiles n'effraient pas leur inexpérience; ils entreprennent tout et s'ils échouent, ils se sauvent par la raison même qui absout les plus habiles praticiens. »

Le phénomène avait une ampleur nationale. Ce ne fut certes pas sans raison que subsistèrent quelques foyers d'enseignement médical dans des villes comme: Caen et Besançon, et que se créèrent des jurys médicaux dans certains départements comme les Alpes Maritimes, la Marne, la Loire, la Charente. Les administrations départementales essayèrent ainsi de préserver les citoyens de l'incapacité et de la malhonnêteté de ceux que la loi ne punissait pas. Si leur but était louable, elles n'en prenaient pas moins des mesures anarchiques.

Le Directoire lui-même adressa un avertissement au Corps Législatif en Messidor IV (juin 1796) pour « appeler son attention sur les obscurs assassinats et les abus dépopulateurs de l'empirisme et de l'ignorance qui « s'arrogent le droit d'exercer l'art de guérir » (2).

De longues années devaient encore passer avant que s'atténue ce déplorable état de choses. Le manque de loi sur l'exercice de la Médecine neutralisait en partie les bienfaits de l'enseignement médical donné dans les Ecoles de Santé. C'est ainsi que dix ans après la loi de mars 1791 sur la totale liberté des professions, FOURCROY pouvait encore dire dans l'exposé des motifs de la loi de l'An X (1802): « La vie des citoyens est entre les mains d'hommes avides autant qu'ignorants. L'empirisme le plus dangereux, le charlatanisme le plus éhonté abusent partout de la crédulité et de la bonne foi. Aucune preuve d'habileté et de savoir n'est exigée. Ceux qui étudient depuis sept ans et demi dans les trois Ecoles de Médecine instituées par

(2) Archives Nationales A F III, 107.

la loi du 14 Frimaire An III peuvent à peine faire constater les connaissances qu'ils ont acquises et se distinguer des prétendus guérisseurs qu'on voit de toutes parts. Les campagnes et les villes sont également infestées de charlatans qui distribuent les poisons et la mort avec une audace que les anciennes lois ne peuvent réprimer. »

On avait voulu supprimer les Facultés en les présentant comme « les éternels soutiens de préjugés aussi anciens qu'elles, tendant à replonger la science dans le dédale dont elle s'efforçait de sortir et repoussant avec partialité toutes les nouvelles découvertes ». Il en résultait que la santé des citoyens et leur vie se trouvaient livrées aux méthodes improvisées des innovateurs, aux remèdes archaïques des maîtres charlatans.

Devant cette triste situation, il y eut à Nancy des hommes capables de réagir et qui, dès le 28 Nivôse An IV (19 janvier 1796), se groupèrent en une Société de Santé, association à visée enseignante, savante et sociale.

LA PÉRIODE DE LA SOCIÉTÉ DE SANTÉ

Les gens de l'art ne purent supporter longtemps le spectacle de ce lamentable drame et songèrent rapidement à y porter remède. De la Faculté, il ne subsistait aucun membre susceptible d'action à Nancy : GUILLEMAIN et NICOLAS, les deux anciens professeurs encore vivants étaient pour l'un, malade et paralysé, pour l'autre, appelé à partir. L'action incombait donc essentiellement aux membres des deux anciens Collèges.

Le 26 Brumaire An IV de la République une et indivisible (novembre 1795), les Officiers de Santé de la Commune de Nancy, ayant avisé aux moyens de continuer tous les cours d'enseignement médical, adressèrent une pétition aux Administrateurs du Département de la Meurthe (1). Affirmant leur zèle et leur patriotisme, ils y expriment « leur désir d'étendre le progrès de l'art de guérir et de contribuer autant qu'ils le pourraient au soulagement des malades, en formant des élèves qui se rendraient utiles à l'état et en donnant un jour par décade leurs conseils sans aucune rétribution ». Ils continuaient ensuite, disant que « la Révolution avait dissout toute espèce d'association, mais que l'article CCC de la Constitution venait d'ouvrir un champ aussi vaste que libre à toute espèce de réunion qui aurait pour but le progrès des arts et le bien de la République ». Aussi, s'empressèrent-ils, sous l'égide de la loi, d'« offrir leurs talents pour continuer les cours de l'art de guérir, le plus important comme le plus nécessaire à la conservation de l'humanité ».

(1) Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle. L. 449.

Après avoir exposé leur programme, ils expliquaient que « les cours exigeraient des frais indispensables qui, jusqu'ici, avaient été acquittés en partie par le gouvernement, en partie par les Officiers de Santé eux-mêmes. Comme tous les objets de consommations étaient parvenus à un prix si excessif que les modiques ressources des Officiers de Santé ne pouvaient plus y atteindre, ils espéraient que leur dévouement patriotique ne resterait pas infructueux et que l'Administration concourrait au rétablissement de l'Instruction Publique en pourvoyant à ses dépenses. »

Il leur fut répondu, le 13 Frimaire An IV, au début de décembre 95, que le Directoire exécutif de l'Administration municipale accordait aux pétitionnaires la faculté de s'assembler sous la surveillance des magistrats. Quant aux fonds demandés, l'Administration était d'avis qu'à cet égard, « les pétitionnaires devraient attendre l'organisation des Ecoles Centrales ».

Malgré cette réserve sur les ressources dont ils disposeraient, les Médecins de Nancy décidèrent d'exécuter sans tarder leur projet, étant convenu que les dépenses nécessaires seraient arrêtées et acquittées par eux. La Société de Santé fut fondée le 28 Nivôse An IV (19 janvier 1796). Cette Société de Santé avait un règlement bien précis, en dix-sept articles. Il avait été « convenu et arrêté en séance le 25 Thermidor de la quatrième année de la République », avec engagement de s'y conformer. Les citoyens (2) qui se livrent aux différentes parties de l'art de guérir y exposent en préambule que le besoin d'être cultivée en commun est impérieux pour la science médicale et que, profitant de l'autorisation contenue dans l'article CCC de la Constitution, ils « ont résolu de former un établissement d'Instruction et de Bienfaisance sous le nom de SOCIÉTÉ DE SANTÉ, pour se communiquer réciproquement leurs connaissances, instruire par des leçons publiques et gratuites sur tous les principes de l'art de guérir les jeunes

(2) Règlement de la Société de Santé.

citoyens qui se destineraient à cet art, et donner des conseils à tous les malades indigents qui réclameraient leur secours ».

Selon le règlement qu'elle s'était imposée, la Société était formée des membres des anciens Collèges et des citoyens à qui on accordait l'association. Elle se choisissait un Conseil formé d'un Président et de deux Conseillers, renouvelables tous les six mois, d'un Secrétaire à la fois Bibliothécaire et Trésorier renouvelable tous les deux ans. Ces person-nages de la Société étaient élus au scrutin secret et individuel, à la majorité absolue des suffrages, par une assemblée élective formée des deux tiers au moins des membres de la Société.

Les cours étaient répartis entre les membres de la Société, de manière à ce que toutes les parties de l'Art puissent être enseignées successivement et dans les temps convenables. Le Conseil se chargeait de pourvoir à ce qu'aucun cours ne manque quand un professeur était empêché. Une place de professeur devenue vacante pouvait être remplie par un sujet nommé par la Société de Santé pourvu que l'unanimité soit faite sur son nom, sinon un concours était établi et annoncé un mois d'avance. Les questions portant sur la partie qui devait être professée étaient tirées au sort. Le nouveau professeur était celui qui avait obtenu le plus de voix ou le plus âgé s'il y avait égalité.

Les élèves de la Société étaient obligés de se faire inscrire par le Secrétaire, ils recevaient des professeurs les certificats de fréquentation, et ceux de capacité, ils les obtenaient de la Société après examen.

Pour être admis membre de la Société, celui qui y prétendait devait fournir la preuve de trois années d'études et d'autant de pratique. Il lui était demandé un Mémoire dont trois Commissaires faisaient le rapport à la Société. Alors seulement son admission passait au scrutin.

Les membres de la Société entendaient travailler en commun, non seulement entre eux, mais également avec les autres médecins. Aussi, la Société s'assemblait-elle, le 15

de chaque mois essentiellement pour rendre compte des Mémoires qui lui avaient été adressés ou de certaines observations faites par ses membres. De même, tout médecin pouvait y adresser ses questions; celui qui était chargé du traitement d'un malade au cas rare et extraordinaire pouvait inviter deux membres de la Société à vérifier le fait avec lui, afin de donner à son observation toute l'authenticité dont elle pouvait être susceptible.

L'intention de la Société était aussi de correspondre avec tous les savants qui voudraient bien seconder ses travaux. Chaque mois, nous l'avons vu, elle rendait compte des Mémoires reçus; leurs auteurs pouvaient, sur leur demande et selon l'utilité reconnue de leur ouvrage, recevoir le titre de Membre Associé.

La Société s'était fixée une autre mission très importante: donner la plus grande attention à tout ce qui peut intéresser la Salubrité Publique, d'une part pour s'en occuper elle-même, d'autre part pour en faire passer le rapport aux Corps constitués. Elle était organisée comme une sorte de dispensaire puisque trois de ses membres, nommés par elle, donnaient gratuitement des conseils à tous les malades indigents qui se présentaient lors des séances tenues à cet effet dans la salle dite des Consultations. Ces dernières avaient lieu à Nancy le mardi, le jeudi et le samedi, jour du principal marché de la Commune. Elles commençaient à dix heures, Place du Peuple (Place Stanislas) au lieu où s'étaient tenues les réunions du Collège de Médecine qui, par la suite avait pour un temps, partagé les lieux avec la Faculté.

Toutes ces dispositions relatives à la Société sont contenues dans un règlement en dix-sept articles qui se trouve actuellement à la Bibliothèque Municipale de Nancy. Ceux qui l'avaient signé, le 25 Thermidor An IV (13 août 1796) étaient principalement des membres des anciens Collèges de Médecine, de Chirurgie et de Pharmacie. Ils étaient au nombre de treize: c'étaient les citoyens: LALLEMAND, SALMON, MANDEL, LAFFITTE, WILLEMET, CONSEIL, NICOLAS,

SIMONIN, LAMOUREUX, MIQUEL, GUILLEMIN, BRUANT et GORMAND.

ANTOINE qui n'avait pas signé le règlement de la Société lui appartint néanmoins assez rapidement puisque dès l'An VII (1798-99), il était chargé d'un cours.

Cette même année (3) les membres associés étaient encore peu nombreux, trois seulement : les citoyens MAYEUR, artiste vétérinaire à Nancy, JARD PANVILLIERS, alors membre du corps législatif et CAPELLE, Secrétaire de la Société de Santé de Bordeaux. Les Archives de la Faculté contiennent l'invitation de ce dernier « à transmettre les faits pratiques intéressants ». Elle est en date du 18 Nivôse An V (8 janvier 1796) et rédigée ainsi : « Nous ferons avec vous un échange amical de nos connaissances en vous faisant passer de temps en temps le résumé de nos travaux, nos observations, sur les maladies régnantes et nos avis sur les maladies particulières pour lesquelles vous jugerez à propos de nous consulter. »

En l'An XII (1803-1804), dernière année de l'existence de la Société, GUILLEMAIN n'en était plus membre puisqu'il était mort depuis 1799. Par contre, MARTIN et HALDAT y avaient été admis sans être chargés d'y faire cours. Quant aux associés correspondants, leur nombre s'était considérablement accru : à ceux de l'An VII, s'étaient ajoutés CAILLEAU, médecin de Bordeaux comme CAPELLE, plusieurs médecins de Paris : BUCHOZ, BOUVIERS, BREVER, RENAULDIN, GROSJEAN, un médecin à Plombières, LEROUX, un naturaliste à Strasbourg, CADOT et trois médecins à Nancy : POMA, SERRIÈRE et BONFILS.

RENAULDIN fit paraître en Vendémiaire An XI (septembre 1802) un ouvrage sur « l'érésypèle » dont il distinguait six sortes (une de plus que PINEL). Il y décrivait les symptômes qu'il avait constatés et indiquait les facteurs qu'il estimait en cause. Il y proposait aussi un traitement.

(3) Archives Départementales - Annuaire statistique de la Meurthe - An VII de la République française (1798).

On comptait également EHLERS parmi les associés, un médecin étranger, docteur en Médecine et Chirurgie de la ville d'Altona en Holstein. Les Archives de la Faculté de Médecine de Nancy ont conservé le mémoire qu'il rédigea pour son admission comme membre associé correspondant. Ce mémoire est daté du 17 Messidor An VIII (6 juillet 1799); il représente la traduction d'une petite brochure de M. HIMLY et intitulée « De la paralysie de l'iris occasionnée par une application locale de la bella dona et de son utilité dans le traitement des maladies des yeux. » En voici quelques extraits: « Il résulte de l'application de la dissolution d'extrait de la bella dona, une paralysie de l'iris avec dilatation de la pupille qui double de l'état normal... ce désordre inattendu n'ayant été que momentané et réparable par l'application externe de remèdes volatiles, on a imaginé qu'on en pourrait tirer des avantages dans différentes maladies des yeux. Notamment dans la cataracte, elle donne la faculté aux malades de voir de côté assez loin pour se conduire... en attendant le temps convenable pour être opérés. Un certain nombre d'oculistes du premier mérite l'ont employée avant l'opération de la cataracte et cela a permis de diriger plus adroitement dans le globe oculaire les instruments qui sont indiqués pour ouvrir la capsule dans laquelle le cristallin est contenu... » La Société déclara que cet exposé méritait le diplôme que l'auteur désirait et admit ainsi EHLERS au nombre de ses associés correspondants.

Ce sont toujours les Archives de la Faculté qui nous révèlent un autre aspect de l'action de la Société, un rôle de surveillance. Un certain apothicaire, le citoyen Joseph GANDEL résidant à Epinal fut invité à assister à une séance de la Société de Santé réunie d'après le renvoi de la Mairie de Nancy pour examiner ses compositions. Il lui fut demandé de communiquer la liste des drogues qui y entraient et la manière qu'il employait pour les préparer. Il donna donc par écrit cette liste de drogues et celle des cas dans lesquels il les appliquait. Tout l'extrait d'une de ces liqueurs distillée fut examiné et voici les conclusions fermes et sans

indulgence de la Société: « D'après le rapport il est évident que si les drogues indiquées entrent dans ces compositions, elles ont été complètement dénaturées, soit par fermentation, soit par combustion. La Société a été unanimement d'avis que l'usage de ces remèdes ne pouvait pas être utile dans les maladies légères et que dans les cas graves pour lesquels il les indique, la confiance que les malades pouvaient avoir en ces compositions mal faites pouvait les empêcher d'avoir recours à des moyens plus efficaces. En conséquence, la Société estime qu'il n'y a pas lieu à autoriser la distribution des compositions du citoyen GANDEL. » Pareil but n'était pas inscrit dans le règlement de la Société, mais les circonstances de l'époque l'obligèrent sans doute à promulguer quelques sentences de ce genre. Celle-ci est datée du 24 Brumaire An XI (15 novembre 1802).

Les cours (4), de même d'ailleurs que les consultations pour les malades indigents avaient lieu dans l'ancien local du Collège de Médecine sur l'actuelle Place Stanislas, alors Place du Peuple.

De l'An V (1796-97) à l'An XII (1803-04) ils s'ouvrirent successivement, chaque année du 1^{er} Frimaire (21 novembre) au 1^{er} Thermidor (19 juillet).

Pendant la première année d'existence de la Société, les cours se firent dans un ordre qui resta à peu près identique par la suite. Le premier Frimaire (21 novembre), les citoyens SIMONIN et ANTOINE commencèrent les cours d'Anatomie et Maladie des Os, MANDEL ceux de Thérapeutique et Pharmacie, MIQUEL ceux de Pathologie et Médecine Clinique. Le premier Ventôse (19 février), CONSEIL et LAFFITTE commencèrent respectivement leurs cours de Physiologie et de Maladies Chirurgicales et opératoires. LAMOUREUX commença son cours d'Accouchement le premier Floréal (20 avril) et SALMON celui de Matière Médicale, le premier Prairial (20 mai). LALLEMAND et GORMAND furent chargés des cours de Médecine Légale

(4) Archives Départementales - Annuaire du Citoyen.

et d'Hygiène qui commencèrent le premier Thermidor (19 juillet).

Cet ordonnancement des cours varia très peu au cours de la brève existence de la Société.

En l'An VI (1797-1798), le cours d'Anatomie et Maladie des os fut scindé en cours d'Anatomie par ANTOINE, débutant le premier Frimaire (21 novembre) et cours de Maladies des os par SIMONIN, débutant le premier Messidor (19 juin).

Par la suite et notamment en l'An XII (1803-1804), SIMONIN se chargea des deux cours, celui d'Anatomie débutant le premier Frimaire (21 novembre) et celui de Maladies des os, le premier Messidor (19 juin). En l'An XII (1803-1804), il y eut également changement pour le cours de MIQUEL en Pathologie et Médecine clinique qui commença le premier Floréal (21 avril) et non le premier Frimaire. (Il semble que ledit cours fut fait en cette année par un certain MARTIN.)

Les cours de Chimie, Histoire Naturelle et Botanique furent toujours assurés par des Professeurs de l'Ecole Centrale installée dans le Bâtiment de l'Université et ouverte le premier Messidor An IV (19 juin 1796) à la suite des lois de Ventôse An III et Brumaire An IV. Tout d'abord, ceux qui se destinaient à l'art de guérir furent instruits en Chimie et Histoire Naturelle par le Professeur NICOLAS, tandis que WILLEMET leur enseignait la Botanique. Mais un an plus tard, dès l'An IV (1797-1798), NICOLAS ayant démissionné, WILLEMET fut nommé officiellement Professeur et seul titulaire de la chaire d'Histoire Naturelle avec ses trois parties: Histoire naturelle, Chimie, Botanique.

Remarquons spécialement parmi ces cours, ceux de Médecine Légale. Cette branche de la Médecine, tributaire des autres sciences médicales, ne s'est développée que très tardivement et ne prit même son plein essor qu'au milieu du XIX^e siècle. La Médecine Légale au Moyen Age se réduisait à l'internement des lépreux, aux annulations de mariage

et aux procès de sorcellerie. Il incombait à l'expert en sorcellerie de régler la question aux forces de l'accusé et de déterminer les « stigma diaboli » qui caractérisaient de manière irréfutable la possession diabolique. La première organisation des expertises datait de Saint Louis, mais les experts étaient des chirurgiens alors illettrés et, à ce titre, fort méprisés des tribunaux. Pour l'internement des fous, le médecin n'intervenait pas directement : il y avait dans « les hospices des Insoumis » des détenus séquestrés par lettres de cachet ou arbitraire des familles. C'est ainsi qu'à la suite d'un décret de l'Assemblée Nationale on avait vu le Doyen TOURNAY et Dominique La FLIZE se présenter à la Renfermerie pour visiter les détenus et procéder à certaines libérations.

La fonction d'expert devant les Tribunaux ne fut définitivement confiée aux médecins que par la loi du 19 Ventôse An XI (10 mars 1803) et la Médecine Légale ne fut inscrite au programme de l'enseignement des Facultés que depuis le décret du 11 Floréal An X. C'est une conquête révolutionnaire dont il semble que les Médecins de la Société de Santé se soient empressés de tirer parti.

Nous avons déjà nommé les noms des professeurs de la Société. La plupart étaient membres des anciens Collèges de Médecine et Chirurgie et plusieurs d'entre eux eurent une action au sein de la Municipalité.

Parmi eux, nous citerons en premier lieu son Président, le Docteur François-Antoine LALLEMAND (5). Il était né à Lixheim en mai 1745 et avait fait ses études à Strasbourg. En arrivant à Nancy, il demeura rue Franklin (l'actuelle rue des Carmes). Tout d'abord médecin surnuméraire à l'hôpital militaire, il fut chargé en outre du Jardin Botanique. Il ne tarda pas à se consacrer à sa clientèle sans cependant abandonner la carrière politique (6). De

(5) RICHARD. — Un maire de Nancy injustement oublié, le Docteur Baron LALLEMAND.

(6) PFISTER. — Les Assemblées électorales dans le département de la Meurthe.

1792 à 1814, il fut Maire de Nancy à plusieurs reprises : la loi du 14 décembre 1789 ayant aboli l'ancien régime municipal, il avait fallu, en 1790, élire un Maire (le Comte de Custines) et un Conseil Municipal. Quand LALLEMAND fut élu pour la première fois, ce fut à la suite de la mise en arrestation de son prédécesseur Adrien DUQUESNOY. Deux personnages, dont NICOLAS, avaient été élus avant lui ; ils avaient cru devoir refuser et seul LALLEMAND avait accepté cette place de Maire (7) qui devait lui être attribuée plusieurs fois. Un arrêté du Premier Consul le désigna comme Maire. Il assuma cette charge pendant tout l'Empire pour finalement être nommé Baron d'Empire et Chevalier de la Légion d'Honneur. C'est lui qui encouragea la population et lui conseilla le calme au moment de l'invasion des armées alliées, sous les occupations prussienne puis russe. Il restait alors seul devant cette triste situation, car tous les hauts fonctionnaires (Préfet, Evêque, directeur des Finances et de la Trésorerie, Président de la cour souveraine) avaient abandonné la ville. Impérialiste ardent, il mit un terme à sa carrière politique et démissionna après les Cent-Jours le 26 juin 1815. Il y avait eu sept municipalités LALLEMAND depuis 1792.

Le Docteur LALLEMAND fut président de la Société de Santé aussi longtemps qu'elle exista et se chargea, avec GORMAND des cours d'Hygiène et de Médecine Légale. Il était profondément convaincu de l'utilité de la correspondance médicale et composa quelques travaux sur la police et la surveillance dans l'art de guérir, sur la distribution des eaux minérales et l'épizootie des bêtes à cornes. De plus, il a exposé très nettement les buts et les moyens de la Société de Santé dans un « Mémoire sur les établissements de bienfaisance qui existaient à Nancy avant la Révolution et sur ceux qui y ont été établis depuis cette époque ». Ce Mémoire est mentionné par Justin LAMOUREUX dans son « Mémoire pour servir à l'histoire littéraire du Département de la Meurthe » ou « Tableau statistique

(7) Journal de Nancy et des frontières (16 et 20 décembre 1792).

du progrès des Sciences, des Lettres et des Arts dans le Département depuis 1789 jusqu'en l'An XI (1803) ». Malheureusement, il ne nous a pas été possible de retrouver ce précieux document.

Charles-Joseph GORMAND qui demeurait Place du Peuple (l'actuelle place Stanislas), fut secrétaire de la Société aussi longtemps qu'elle dura et eut une carrière publique parallèle à celle de LALLEMAND.

Dès 1790, GORMAND fut parmi les notables de la ville: l'Assemblée des notables formait avec le Corps Municipal, le Conseil Général de la Commune présidé par le Maire. Peu après, il avait été élu juge de paix du canton du Levant. Sous le Directoire, l'Administration Municipale remplaça le Conseil Général. GORMAND en fut vice-président et LALLEMAND président quand il n'était pas maire. Avant d'être établis dans ces hautes fonctions, tous deux prêtèrent le serment exigé par la loi, de haine à la Royauté et à l'Anarchie, de fidélité à la République et à la Constitution de l'An III. GORMAND fit également partie de la Commission des Officiers de Santé chargée de constater l'invalidité des citoyens qui, à raison de cette circonstance prétendaient ne devoir point faire partie de la garde nationale sédentaire. Pour un temps ce fut avec LALLEMAND, LAFFITTE et MANDEL, mais rapidement ses associés dans cette commission furent des Officiers de Santé de l'hospice militaire: SALMONT et MAUGRAS (8). Toujours côte à côte, nous verrons GORMAND et LALLEMAND nommés membres de la Société libre d'Agriculture par l'Administration centrale du Département.

Jean-Baptiste LAFFITTE, était fils du premier Doyen du Collège de Chirurgie et Médecin stipendié depuis 1774 en remplacement de son père qui démissionnait deux ans avant de mourir. Maître ès Art de la Faculté de Pont-à-Mousson à l'âge de quatorze ans, il avait suivi les cours du Collège de Chirurgie de Nancy et ensuite à Paris ceux des pre-

(8) Table chronologique des actes et délibérations de l'autorité municipale. 29 Germinal An V (18 avril 1797) et 1^{er} Floréal An VI (20 avril 1798).

niers chirurgiens de l'Hôtel Dieu et de la Charité (9). Une fois chirurgien, il devint membre du Collège de Chirurgie avec le titre de professeur d'Anatomie et d'Opérations Chirurgicales. Alors seulement, il suivit des cours de la Faculté de Médecine, devint Docteur en Médecine et exerça aussi l'art des accouchements. En tant que membre de la Société de Santé, il fut chargé du cours des Maladies Chirurgicales et Opératoires et avec WILLEMET, Conseiller de la Société. Ses succès professionnels lui attirèrent des jalousies qui ne l'empêchèrent pas de demeurer calme, simple et bon, ni d'être nommé Médecin en Chef des Hôpitaux civils et membre du Jury Médical. Notable de la ville dès 1791, il fut le seul parmi les membres de la Société de Santé auquel revint l'honneur d'appartenir à ce Jury destiné à la réception des Officiers de Santé conformément au décret de Ventôse. Il mourut à Nancy en mai 1808, dans sa maison de la rue Voltaire (rue de Pont-à-Mousson), quelques années après l'évanouissement de la Société.

Le citoyen SALMON demeurait rue Callot. Aussi longtemps que vécut la Société de Santé, il y enseigna la Matière Médicale. Ses ouvrages médicaux semblent assez nombreux; il en est un en particulier sur « les effets salutaires de l'eau de goudron employée à l'extérieur comme antiseptique », un autre sur « la topographie médicale de la ville de Rennes, département d'Ille-et-Vilaine ». Après l'An XII, il continua sans doute ses cours et s'associa à l'Ecole Libre de Médecine qui devait devenir l'Ecole Secondaire. Il mourut en 1818, Directeur de cette Ecole (10).

MIQUEL enseigna la Pathologie et la Médecine Clinique. L'annuaire du Citoyen pour l'An XII (1803-1804) énumère la liste des cours et il s'agit toujours du cours du Professeur MIQUEL. Il semble cependant que ce cours ait été alors assumé par le Professeur MARTIN, car le nom de MIQUEL ne figure pas sur la liste des membres de la Société donnée juste avant celle des cours. Sur cette liste,

(9) SERRIÈRE. — Eloge de J.-B. LAFFITTE.

(10) RENAULD J. — L'Enseignement libre de la Médecine à Nancy après la suppression de l'Université.

le nom de MARTIN prend la place de celui de MIQUEL qui serait donc le seul professeur à ne pas avoir enseigné à la Société jusqu'à sa disparition. Il fut en outre Chirurgien en Chef de la Maison de Secours à partir de sa réouverture (11) le 12 Floréal An VII (2 mai 1799). Cette maison, fondée en 1629 par Elisabeth de RANFAING pour servir de retraite et refuge aux Filles libertines avait été fermée pendant la Révolution. Les Archives Municipales ont de plus conservé l'Acte qui fait la preuve de sa nomination comme Médecin des Maisons de détention dès le 23 Germinal An II (12 avril 1794). La réception de son serment date du 6 Floréal An II (25 mai 1794).

Sigisbert-François MANDEL, dès avant la Révolution, était Maître en Pharmacie et gradué en Médecine. Les Sociétés de Médecine de Bordeaux et Paris l'avaient accueilli comme membre associé ainsi que la Société minéralogique d'Iéna. Son activité à Nancy s'exerça dans le domaine politique et sur le plan médical. Sa vie publique fut chargée. Il était bien connu de ses concitoyens puisqu'il était né à Nancy en 1749 et demeurait rue de la Constitution (rue Saint-Dizier), aussi fut-il nommé notable de la ville dès 1790. Le 2 Brumaire An VI (23 octobre 1797) il fut nommé Administrateur Municipal par le Directoire exécutif qui venait de prononcer la destitution des membres de l'Assemblée Municipale et de l'Administration centrale du département (12). Afin de nous éclairer sur les sentiments honnêtement républicains du citoyen MANDEL, voici les motifs de cette destitution : les deux assemblées « n'avaient pas développé dans les circonstances actuelles, la fermeté et l'énergie qui seules auraient pu en imposer à la foule des prêtres réfractaires et des émigrés réfugiés dans ce département... il importait d'y assurer l'exécution des lois républicaines ». Homme d'honneur et de droiture, il fut en l'An VII désigné par le Directoire exécutif pour être juré au tribunal civil de la Meurthe.

(11) BOPPE. — Les Etablissements publics hospitaliers à Nancy.

(12) PFISTER. — Les Assemblées électorales dans le Département de la Meurthe.

Apothicaire, MANDEL fut chargé d'inspecter la pharmacie d'un hôpital actuellement démoli, l'hôpital Le Peletier, ci-devant Hôpital Saint-Charles. C'était le temps où la mort du citoyen LE PELETIER faisait prononcer son nom avec un religieux respect, il venait d'être assassiné au Palais Royal par le garde du Corps PARIS qui voulait venger la mort du Roi sur un de ses juges. Ce temps fut bref : la Convention Nationale changea le nom de l'Hôpital LE PELETIER en celui d'Hospice de la Commune. A son double titre de Médecin et d'Apothicaire, MANDEL dut tout naturellement d'être chargé du cours de pharmacie et de thérapeutique au sein de la Société de Santé. Mais il convient de remarquer qu'il ouvrit ce cours (13) avant l'existence de la Société, celle-ci date du 28 Nivôse An IV (19 janvier 1796). Or, c'est le 22 Brumaire An III que la Convention Nationale décréta « mention honorable des services rendus à la chose publique par le citoyen MANDEL en ouvrant et professant gratuitement un cours de pharmacie ».

MANDEL a publié différents travaux sur les corps gras, le mercure et le fer, mais surtout en l'An VI, une « Pharmacopée de Nancy » écrite en latin et en français et comprenant tout ce qui touche à l'art pharmaceutique. L'ouvrage avait été envoyé au Comité d'Instruction Publique de la Convention Nationale et celle-ci lui vota donc à cette date du 22 Brumaire An III (12 novembre 1794) une double mention honorable d'une part pour ses cours, d'autre part pour son formulaire pharmaceutique. « Cet ouvrage, un des plus méthodiques que nous ayons, a le rare mérite de la précision et de la netteté que donnent seulement le savoir et l'expérience. Répandu dans les hôpitaux, il pourrait être d'une grande utilité, non seulement aux pharmaciens, mais même aux Officiers de Santé » (14). L'auteur fit hommage de sa pharmacopée à la Municipalité de Nancy qui en fit mention honorable et décida de déposer le livre aux Archives de la Commune comme « monument

(13) Table chronologique des Actes et Délibérations de l'autorité municipale.

de Science ». Enfin, après avoir été assesseur pour l'examen des Officiers de Santé des hôpitaux de la Commune en 1794 et membre de la Commission qui constatait l'invalidité des citoyens dispensés de la Garde Nationale sédentaire, MANDEL fut nommé le 9 Brumaire An V (30 octobre 1796) membre de la Commission administrative des Hospices civils de Nancy. Cette Commission devait être composée d'hommes « recommandables par leur philanthropie, réunissant à la capacité et aux lumières, un grand amour pour les pauvres » (14).

Après cette carrière de pharmacien, médecin, professeur, homme politique, MANDEL mourut en 1820 à Nancy où il avait passé le cours de ses jours.

Du citoyen CONSEIL, nous savons peu de choses, sinon que sa demeure se trouvait rue Dumansans, l'actuelle rue de la Visitation et que, à la Société de Santé, il enseigna la Physiologie. Il exerça à l'Hôpital militaire où il fut nommé en remplacement de POMA le 12 Ventôse An II (1^{er} mars 1794).

Deux autres personnages enseignèrent à la Société: les citoyens NICOLAS et WILLEMET.

Pierre-François NICOLAS (15), médecin, était également chimiste. C'est lui qui avait été nommé démonstrateur de Chimie au moment de la création de la chaire à Nancy. Très rapidement, il accepta lui-même cette chaire que Michel du TENNETAR avait abandonnée. Le laboratoire nécessaire à son enseignement fut établi par ses soins grâce au traitement qu'il recevait spécialement à cet effet, mais qui bien entendu, ne suffisait pas à l'ampleur de la tâche. En conséquence, au moment où il demeurait seul professeur valide de l'ancienne Faculté, il en vint à ne plus faire son cours et fut obligé de s'en expliquer devant le Département (16). Mais le professeur nancéien de Chimie était

(14) Table chronologique des Actes et Délibérations de l'autorité municipale.

(15) GAIN. — L'Ecole Centrale de la Meurthe. Pfister in *Annales de l'Est*, 1904.

(16) Archives départementales L 76 Ir et 2 mai 1702.

homme de renom : il se vit donc conférer le 2 Nivôse An III (22 décembre 1794), la chaire de Chimie et de Pharmacie de Strasbourg, lors de l'établissement dans cette ville d'une des trois Ecoles Spéciales de Médecine. NICOLAS ne se hâta pas de déménager : il avait peiné pour établir à Nancy son laboratoire et Strasbourg n'en possédait aucun. Il proposa d'y transférer le sien mais les difficultés de l'Ecole de Strasbourg achevèrent de le décider : sa démission de la chaire de Strasbourg date du 12 Floréal An III — 2 mai 1795 — (17), son cours avait été annoncé au Plan général de l'enseignement dans l'Ecole de Médecine de Strasbourg. Il n'a jamais eu lieu. Plus tard, au milieu de l'An VI (1798), NICOLAS donna sa démission à l'Ecole Centrale où il enseignait l'Histoire Naturelle pour les élèves de cette Ecole et ceux de la Société de Santé. Des « circonstances impérieuses », dit-il, l'obligeaient à poursuivre ses travaux dans la capitale.

Après avoir pour jamais quitté sa demeure de la rue de la Ravinelle et son cher laboratoire, il partit effectivement pour Paris. Il n'y travailla que quelques années, avec des savants comme CHAPTAL, membre de l'Institut depuis la même date que lui, c'est-à-dire 1795 et probablement FOURCROY, comme lui chimiste et médecin. En 1803, il partit pour l'Ecole Centrale du Calvados, cinq années plus tard la protection de Lucien BONAPARTE lui valut pour trois ans la chaire de physique et chimie à la Faculté des Sciences. Après sa retraite en 1811 il continua dans les hôpitaux normands, l'enseignement de la thérapeutique et de la matière médicale jusqu'à sa mort, le 18 avril 1816, dans une situation proche de la misère.

Son œuvre avait été abondante portant sur les questions les plus diverses ; tout au début de sa carrière, il commença par soutenir des thèses de pharmacie et publier des études sur les gisements vosgiens ; au moment de la Révolution, il fit connaître son « Précis de leçons de chimie qui se font

(17) Procès-verbaux du Comité d'instruction publique... V, p. 356, VI, p. 16, 156.

toutes les années aux écoles de Médecine de l'Université de Nancy ». En 1790, il s'était penché sur les « moulins banaux » de la ville de Nancy et sur la « meilleure manière de faire moudre le grain ».

Il publia entre autres ouvrages un « mémoire sur la peste », un autre sur les salines de la République, un autre sur la « méthode de préparer et conserver les animaux de toutes les classes pour les cabinets d'histoire naturelle », un « Manuel du distillateur d'eau de vie ». A lui revint l'honneur, en 1783, de faire partir la première Montgolfière de Nancy, un globe de papier de sept pieds de diamètre qui se porta de la cour de l'Université pour tomber une heure après à la poste de Velaine.

L'activité de NICOLAS qui se portait sur bien des branches du domaine scientifique ne s'y limita point : il lui fallut aussi une carrière politique (18). Là se trouve peut-être une des raisons de ses démissions successives de Strasbourg et de l'Ecole Centrale de Nancy. Partisan sincère du mouvement révolutionnaire, il ne pouvait rester inactif. On le vit successivement représentant de la Commune, notable et Officier Municipal en 1789-1790, électeur puis administrateur du district en 1791, juge de paix du Canton nord en 1792, notable en 1793, membre du Directoire du Département et même Président en l'An II (1793-1794), électeur en l'An III (1794-1795), assesseur du juge de paix en l'An IV (1795-1796). Un moment même, il commanda un bataillon de la garde nationale et fut médecin de la maison de réclusion.

Dans cette vie agitée et remplie, l'enseignement au sein de la Société ne fut qu'un épisode bref et qui passa un peu inaperçu. Mais le personnage ne manquait pas de caractère et nous avons cru intéressant de mentionner l'ensemble de sa carrière.

(18) PFISTER. — Les Assemblées électorales dans le département de la Meurthe.

Quand NICOLAS eut quitté Nancy, il eut pour successeur Rémi WILLEMET (19) qui déjà enseignait la Botanique et dès lors enseigna aussi la Chimie. Il fut chargé de ce cours pour les élèves de l'Ecole Centrale et ceux de la Société de Santé dont il était également conseiller. Le citoyen WILLEMET descendait d'un suédois blessé et demeuré à Norroy-sur-Moselle lors de la retraite de Bernard de SAXE WEIMAR en 1635. Après avoir songé dans sa jeunesse à devenir membre de la Compagnie de Jésus, il se tourna vers la pharmacie et s'installa à Nancy au numéro 29 de l'actuelle rue des Dominicains, sous la Révolution rue Jean-Jacques-Rousseau. En 1762, il eut un fils, Pierre-Rémi, qui devint médecin du Roi LOUIS XVI, mais qui devait hélas mourir à vingt-huit ans en 1790 au cours d'un voyage en ambassade à Tippo-Saïb.

La Municipalité doit à WILLEMET la complète métamorphose du Jardin Botanique qui « n'offrait qu'un champ inculte ». Dès son premier passage à Nancy, Joséphine, épouse du Premier Consul, s'était pris d'une singulière affection pour ce jardin. Chaque année, elle envoyait des plantes étrangères à la province. Son don le plus magnifique date de 1804. La Meurthe du 9 Frimaire An XIII rapporte le fait : « Notre auguste souveraine Impératrice de tous les Français vient de faire envoyer par le Directeur des Jardins de la Malmaison, une caisse considérable remplie d'arbrisseaux et d'arbustes exotiques, rares et précieux, pour le Jardin Botanique de la ville de Nancy à l'adresse de M. WILLEMET, professeur d'Histoire Naturelle et directeur du Jardin. » Le Jardin Botanique devint ainsi le second de toute la France (20).

Le savant botaniste publia en outre un grand nombre de mémoires. Parmi ses ouvrages, il convient de citer son « Dictionnaire pharmaceutique » ainsi que sa « Matière médicale indigène » composée avec COSTE et dont l'idée

(19) De HALDAT. — Eloge de M. WILLEMET (Mém. de l'Acad. de Stanislas, 1808-1809, p. 47, 50).

GAIN. — L'Ecole Centrale de la Meurthe.

(20) Les rues de Nancy, t. 3, p. 193, Chap. Promenades.

directrice était de remplacer les plantes exotiques par des plantes nationales dans le but de rendre les médicaments plus accessibles aux classes pauvres du peuple. Néanmoins, contrairement à NICOLAS dont il avait été collaborateur, WILLEMET se tint toujours éloigné de la politique.

Enfin nous parlerons de LAMOUREUX. Au temps de son appartenance au Collège de Chirurgie, il était honoré de titres impressionnants : « professeur royal de l'art des accouchements, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants Trouvés et chirurgien prossecteur et démonstrateur d'anatomie de la Faculté de Médecine, membre des Sociétés Royale et Patriotique de Suède et Hesse-Hombourg » (21). Il demeurait au cours de la Constitution, l'actuelle place Mangin ou place du Marché. Après la suppression par manque de fonds de son premier cours d'accouchement pour les sages-femmes de la campagne, il s'était retiré dans la vie privée avec son frère Pierre, ex-prêtre assermenté et leur sœur aînée, Barbe LAMOUREUX, ex-religieuse.

Quand se constitua la Société de Santé, LAMOUREUX fut le professeur des « maladies des femmes, des enfants, des accouchements », c'est-à-dire qu'il enseigna la gynécologie et l'obstétrique. De l'An IV à l'An VII, il enseigna seulement à la Société et pour les médecins, mais il n'avait pas abandonné le projet de former des matrones pour les campagnes et fut aidé dans cette réalisation par le Préfet MARQUIS. Il fallut attendre le 6 Pluviôse An VII (26 janvier 1799) que le Ministère de l'Intérieur allouât une somme de deux mille quatre cents francs, prise sur les centimes additionnels pour l'établissement du nouveau cours (22). Deux mois plus tard, l'Administration Municipale prenait un arrêté que Monsieur GAIN a retrouvé tout à fait par hasard égaré aux Archives Départementales dans une liasse du Canton de Pulligny, district de Toul. Elle s'y montrait très satisfaite de cette initiative, mais les popu-

(21) DELOUPY. — Le Collège Royal de Chirurgie.

(22) GAIN. — L'Enseignement de l'obstétrique à Nancy pendant la Révolution.

lations furent peu enpressées de répondre aux vues bien-faisantes du gouvernement et les inscriptions se faisaient goutte à goutte. La durée des cours était fixée à cinquante jours, les élèves recevaient pendant ces cinq décades une indemnité de un franc par jour pour la nourriture et le logement. On fournissait aux élèves les livres élémentaires et en particulier « à chaque élève reçue un exemplaire du livre de Monsieur BAUDELOCQUE pour les fortifier dans la théorie de leur art ». Le journal « La Meurthe » annonçait chaque année l'ouverture des cours. Pour la quatrième rentrée, celle de l'An X, on songea même à la fixer « avant l'instant où les travaux champêtres se trouveraient en activité ». Malgré tout, le nombre des élèves fut identique pour la première rentrée vingt-six élèves et, la dernière rentrée, vingt-cinq élèves. En l'An VIII, deuxième année du cours, le nombre des élèves était même tombé à dix-sept. Le succès de ce cours fut d'autant plus compromis que, sous le Consulat, le gouvernement eut un autre projet : instruire les élèves sages-femmes à l'hospice de la Maternité de Paris, moyennant une pension de vingt-cinq francs. Dans ces conditions, le budget du département réservé à la formation des élèves n'aurait suffi à former que six sages-femmes. Or, il en eût fallu vingt-cinq. Le Préfet MARQUIS s'éleva donc contre ces tendances centralisatrices du gouvernement. La somme de deux mille quatre cents francs suffisait au cours local ; il y avait six cents francs pour le professeur LAMOUREUX, mille six cents francs pour les fantômes et mannequins, deux cents francs pour les traités de BAUDELOCQUE. Il proposa de s'en tenir à la solution actuelle « sauf à envoyer à Paris deux ou trois élèves chaque année si le Conseil Général peut faire un fonds suffisant ».

Malgré les sages avis de ce préfet éclairé, il n'y eut pas de cours à Nancy pendant les années XI et XII de la République : et il ne semble pas non plus que, sauf en l'An XI, des élèves aient été envoyées à Paris. Pour la plus grande désolation de la Municipalité et du Chirurgien LAMOUREUX qui dès lors prit sa retraite.

Cette éclipse du cours d'accouchement coïncida avec la fin de la Société de Santé. Nous savons peu de choses sur cet évanouissement de la Société. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le Jury Médical du Département ne se réunit pas en l'An XII (1803-1804) « à défaut d'un nombre suffisant de présentations » (23). Beaucoup de jeunes gens étaient appelés aux armées, quant à ceux qui pouvaient se livrer aux études médicales, malgré ces temps troublés, beaucoup préféraient, depuis le décret de Ventôse (mars 1803) se rendre aux Ecoles Spéciales de Paris, Montpellier et Strasbourg, car là seulement ils pouvaient obtenir le titre de Docteur et un titre qui ne serait pas décrié. En effet, on accusait la réception des Officiers de Santé de n'exiger pratiquement aucune étude ou d'être beaucoup trop facile (d'après le texte de loi, ces futurs Officiers de Santé n'étaient pas astreints à fréquenter de cours). En cela, le décret tant attendu de Ventôse ne se montra pas aussi efficace qu'on l'aurait espéré contre l'incapacité.

La plupart des membres de la Société vivaient encore en 1803: peut-être se lassèrent-ils de voir ainsi s'effriter la masse des étudiants malgré leur dévouement d'autant plus méritoire qu'il était entièrement désintéressé. Tous étaient gens éminents et praticiens distingués: certains alliaient à ces qualités celles de savants ou politiciens passionnés: pensons à LALLEMAND et NICOLAS tout particulièrement. Ils jugèrent probablement stérile de sacrifier plus longtemps leurs malades, leurs recherches, leurs concitoyens à la cause d'une Société vouée à enseigner mais aussi à disparaître faute d'élèves.

L'enseignement libre demeura seul à Nancy pour y maintenir la continuité de l'instruction médicale.

(23) Archives Départementales - Annuaire statistique du Citoyen An XII.

L'ENSEIGNEMENT LIBRE DE LA MÉDECINE

Après la disparition de la Société de Santé, les initiatives privées continuèrent seules l'Enseignement de la Médecine à Nancy, mais elles ne datent pas de ce moment. Leur début remonte beaucoup plus loin et l'initiative première en revient à Jean-Baptiste SIMONIN, Maître en Chirurgie à l'ancien Collège de Chirurgie, qui mena son entreprise dès 1790. Il la poursuivit pendant près de vingt ans et, en 1813, la confia à son fils qui l'aidait depuis une dizaine d'années.

Dès 1797, de HALDAT, lui aussi, s'émut de la situation précaire où se trouvait l'enseignement médical. Il entreprit un cours particulier et SERRIÈRE se joignit à lui. Leur cours fut transformé (1) en « Cours d'instruction médicale » pour le département de la Meurthe, grâce au préfet MARQUIS, le 11 Frimaire An XI (3 décembre 1802). C'était à peu près le temps de la faillite de la Société de Santé.

Le 20 décembre 1809, SIMONIN Père et Fils, HALDAT et SERRIÈRE réunirent leurs cours respectifs. BONFILS, en 1819, se joignit à eux. L'établissement pouvait désormais être rattaché à l'Université et recevoir sa consécration officielle en l'Ecole Secondaire de Médecine. Il la reçut en effet en date du 22 juillet 1822.

Il y eut à ce succès deux causes essentielles : l'esprit de décision et d'entreprise d'hommes fermement convaincus, la persévérance exemplaire de la Municipalité.

(1) Annuaire statistique de la Meurthe, An XIII - Section IX. Médecine et chirurgie.

A SIMONIN et de HALDAT revient une part importante de cette réussite attendue à Nancy pendant près de trente ans. Dominique LA FLIZE y concourut lui aussi aux côtés de SIMONIN, du moins jusqu'à sa mort survenue le 23 janvier 1793.

LA FLIZE et SIMONIN étaient tous deux maîtres en Chirurgie et, en ce temps-là, cherchaient un local pour enseigner l'Anatomie. Bien qu'il ait été prévu que Chirurgiens et Médecins partageraient le bâtiment de la place de Grève (actuellement place Dombasle), les Médecins avaient jugé leurs confrères indésirables. SIMONIN et LA FLIZE avaient donc fait la demande d'un emplacement pour y enseigner l'Anatomie. Et voici ce que nous lisons dans le registre de délibérations du Corps Municipal, séance du 27 décembre 1790: « L'on a pris en considération les demandes de Messieurs LA FLIZE et SIMONIN, maîtres en Chirurgie... Il a été décidé que la chambre située sur la porte Saint-Jean serait abandonnée à M. LA FLIZE. » Cette chambre n'était ni plus ni moins qu'un « galetas », nous disent les historiens (2), mais le Corps Municipal promettait qu'« il serait pris des mesures pour lui procurer un autre emplacement ». LA FLIZE, médecin dévoué et savant, fut l'auteur de nombreux écrits qui lui valurent souvent des prix de l'Académie de Paris. Il mourut le 23 janvier 1793, laissant à la population le souvenir d'un homme vertueux et bon.

Cependant, cette recherche de SIMONIN et LA FLIZE réunis semble s'être effectuée dans le cadre du Collège de Chirurgie encore existant. Par conséquent, c'est SIMONIN seul qui entrepris un enseignement particulier, et cela avant le début de l'année 1791. La séance du Corps Municipal du 10 février 1791 est claire à ce sujet et parle de « Monsieur SIMONIN, Chirurgien, à qui le Corps Municipal avait accordé gratuitement pour trois ans un emplacement dans la salle des Cerfs pour y construire un amphithéâtre de dissections anatomiques... ». En séance du 7 décembre 1791, le Corps Municipal précisa que « le sieur SIMONIN

(2) DELOUPY. — Le Collège Royal de Chirurgie.

était maintenu dans le droit qu'il avait exercé jusqu'à aujourd'hui de tenir un amphithéâtre particulier d'Anatomie ».

Les dépenses nécessaires à l'aménagement des lieux étaient à la charge du professeur SIMONIN qui dépensa cinq louis au lieu des soixante-dix-huit livres de Lorraine prévues. Il demanda en conséquence la prolongation de son bail en produisant les pièces justificatives des dépenses faites à la chambre qui lui avait été cédée. En séance du 29 mars 1791, le Corps Municipal arrêta « que la chambre accordée au sieur SIMONIN lui serait laissée pour six années consécutives qui ont commencé le premier février de la présente année, que les cent trente livres qu'il a payées pour frais de réparation tiendront lieu de loyer, à charge pour le sieur SIMONIN de ne jeter dans aucun des corps pendants ni des gouttières des toits dudit édifice aucune eaux ni autres matières; il ferait en sorte que la putridité des cadavres sur lesquels ses élèves s'exerceront ne se fasse sentir à l'extérieur ».

Les Chirurgiens avaient toujours eu quelques difficultés pour se procurer un toit; un autre problème leur était familier: se procurer des cadavres. En décembre 1791, il est stipulé que SIMONIN ne pourra approvisionner son amphithéâtre que des cadavres qui lui sont fournis par les hôpitaux (3). Sans doute SIMONIN dût-il insister pour obtenir la permission de « faire déterrer des cadavres pour l'instruction de ses élèves ». En décembre 1792, il n'obtint que celle de demander des autorisations spéciales au bureau de police toutes les fois qu'il aurait besoin de sujets pour leur démonstration ».

Jusqu'à l'anéantissement du Collège de Chirurgie, les cours d'Anatomie des professeurs LA FLIZE et SIMONIN eurent également lieu dans cette Salle des Cerfs du Palais Ducal. Les documents ne précisent pas si le sieur SIMONIN enseignait d'une part à ses élèves, d'autre part à ceux du Collège, ou s'il faisait un cours unique pour tous les élèves.

(3) DELOUPY. — Le Collège Royal de Chirurgie.

Il apparaît que la seconde solution ait été en vigueur car le premier contrat privé que nous possédons est postérieur au décret du 15 septembre 1793: il est daté du 8 Vendémiaire An II (1^{er} octobre 1793).

SIMONIN concluait en effet un contrat (4) avec les parents, voire avec l'élève lui-même. L'élève ou ses parents lui versaient, pour deux années d'enseignement, une somme qui variait entre trois cents et six cents livres, et qu'ils devaient en totalité dans le cas d'interruption d'études. SIMONIN, pour sa part, s'engageait à instruire ces jeunes dans les principes de la science de guérir, à les emmener dans les hôpitaux et auprès de leur clientèle, à les faire participer aux pansements et aux opérations. Ils ne devaient pas suivre d'autres cours.

Les archives de la Faculté de Médecine (5) conservent actuellement soixante-dix de ces contrats, dont vingt-huit sont signés de SIMONIN Père seul. Certains précisent que le Professeur entendait recevoir son dû « en espèces d'or ou d'argent, non autrement ». L'âge des élèves y est toujours précisé; ils avaient entre quatorze et vingt ans.

Au fur et à mesure des années, la liste des titres du Professeur s'allonge. Pour le premier contrat, c'est « Jean-Baptiste SIMONIN, professeur en Chirurgie, Chirurgien juré et stipendié de la commune de Nancy » qui conclut le contrat. C'est ensuite le « Chirurgien-Chef de l'hospice Le Peletier (Hospice Saint-Charles actuellement démoli): en effet, dès le 21 Germinal An II (10 avril 1794), le citoyen SIMONIN fut nommé à l'unanimité Officier de Santé en Chef ou Premier Officier de Santé de l'hospice Le Peletier pour occuper la place laissée vacante par la mort de LA FLIZE. Il prêta serment deux jours plus tard (6). En 1797, il devint Officier de Santé en Chef des Hospices civils et Professeur d'Anatomie à la Société de Santé de Nancy, tout d'abord avec Claude ANTOINE, puis seul

(4) BEAU. — L'Enseignement de l'Anatomie en Lorraine.

(5) Archives de la Faculté de Médecine: contrats signés par SIMONIN... et leurs élèves.

(6) Table chronologique des Actes et Délibérations de l'Autorité Municipale.

en 1798 pour les Cours d'Anatomie et Maladies des os. En 1807, SIMONIN obtint le titre de Chirurgien en Chef des Hospices civils et militaires, l'année suivante le titre de Médecin de l'Hospice des vieillards et de celui des orphelins.

Nous citerons deux noms parmi les disciples de SIMONIN : Nicolas TOURNAY, qui était âgé de dix-sept ans à la date du contrat, le vingt Fructidor An II (20 août 1794). La citoyenne Philbert, épouse du citoyen Michel Tournay l'aîné, homme de loi, inscrivit son fils, petit-fils de l'ancien doyen, pour la somme de trois cents francs.

Pierre-Hyacinthe BÉNIT fut inscrit par son père, Marcellin BÉNIT, tuteur de ses enfants, dès l'âge de dix-huit ans, le 1^{er} octobre 1806 et pour la somme de six cents francs. Il se dévoua au cours des campagnes de Prusse et de France, puis auprès des typhiques de l'épidémie de 1814. Ensuite seulement, il poursuivit ses études à Paris ; passionné de politique, il fut initié à la Charbonnerie par le groupe des Médecins révolutionnaires.

En 1820, il passa sa thèse en traitant de l'ophtalmie et, quand il revint à Nancy, ce fut avec l'intention d'exercer cette spécialité alors abandonnée aux pratiques charlatannesques. Mais il engagea assez imprudemment quelques capitaux dans une affaire qui fit faillite. En conséquence, il décida, pour se dégager de ses dettes envers ses amis, d'aller refaire sa fortune dans le Nouveau-Monde, aux Etats-Unis et au Brésil. Parti en 1829, il ne devait regagner la Lorraine que beaucoup plus tard, en 1860, âgé de soixante-sept ans. Mais si son nom résonne à Nancy avec quelque célébrité, ce n'est pas pour cette vie mouvementée. L'ancien élève de SIMONIN avait reçu du Maître des leçons de générosité qu'il n'avait pas oubliées au cours de sa vie ; il participa à diverses fondations scientifiques, à des œuvres de bienfaisance et à des œuvres philanthropiques ; et quand il mourut, assisté par SIMONIN, descendant de son ancien professeur et Directeur de l'Ecole de Médecine, on découvrit que son testament faisait mention d'une somme des-

tinée à cette Ecole. Plus exactement, elle devait servir à donner chaque année un prix à un étudiant de valeur. Le prix de l'Internat est encore aujourd'hui à Nancy le prix BÉNIT. Une des rues de la ville porte son nom : c'est celle où se situait sa maison (7).

L'enseignement que donnait SIMONIN était fort apprécié. PERCY, un des chefs illustres de la Chirurgie militaire et plus tard baron d'Empire, écrivait au Chirurgien en Chef des Hôpitaux civils et militaires de Nancy le billet suivant : « Je salue bien cordialement mon estimable et cher confrère SIMONIN, et j'ai recours à lui pour avoir quatre ou six bons élèves de sa façon. L'espèce est bonne à Nancy et j'eus toujours à me louer du choix du cher confrère à qui je n'ai que le temps de faire d'avance mes remerciements. »

Si la primauté de l'initiative d'un enseignement libre revient à SIMONIN, il ne demeura seul que pendant quelques années. Six ans après les premiers cours au Palais Ducal, la Société de Santé fut fondée le 18 Nivôse An IV (19 janvier 1796). Un an plus tard, en 1797, Alexandre de HALDAT du LYS revenait de la campagne d'Italie après la paix de Campo Formio (8). Né à Bourmont en 1769 et fils d'un avocat au Parlement, il avait été licencié en Droit dès 1790. Descendant en droite ligne de Pierre d'ARC, frère aîné de Jehanne, il fut attiré ensuite par la carrière des armes et s'engagea dans la chirurgie militaire pendant cinq années. C'est après cette expérience, dès son retour, qu'il décida de se consacrer à l'enseignement médical, spécialement de l'Anatomie et de la Physiologie. Cette décision, il la prit sans être médecin (9) puisque cette époque était celle d'une totale liberté de profession. Nous étions au temps où FOURCROY se plaignait amèrement qu'il n'y eut pas de réception régulière de Médecins et de Chirurgiens, et où il constatait que « ceux qui ont appris leur

(7) RICHARD. — Le Docteur Pierre-Hyacinthe BÉNIT de Nancy.

(8) CHAUTARD. — Eloge de M. de HALDAT ;

TURCK. — Eloge de M. de HALDAT, n° 762.

(9) BEAU. — L'Enseignement de l'Anatomie en Lorraine.

art se trouvent confondus avec ceux qui n'en ont pas la moindre notion ».

Aussitôt promulgué le décret de Ventôse, de HALDAT soutint à Strasbourg, en 1803, une thèse sur l' « Effort considéré dans son influence générale sur la vie » (10), un chapitre extrait de son cours de Physiologie.

Alors, seulement, il devint docteur en médecine et, cependant, il n'avait pas attendu ce grade pour créer un cours d'instruction médicale. Voici ce que les citoyens de HALDAT et SERRIÈRE écrivirent au Préfet MARQUIS (11) avant d'ouvrir un cours d'Anatomie et de Physiologie sous sa bienveillante protection : « Citoyen Préfet, le zèle éclairé qui vous anime pour tout ce qui concerne l'Instruction Publique et les progrès des lumières nous fait espérer que vous voudrez bien accueillir le projet que nous avons formé d'ouvrir dans cette commune des cours d'Anatomie et de Physiologie. Depuis longtemps, les élèves de l'Ecole Centrale qui suivent le dessin, les jeunes gens qui se destinent à l'art de guérir, les amateurs de l'histoire naturelle, désirent ces sortes de cours réunis en un même enseignement et appropriés aux sciences différentes auxquelles ils s'adressent : ils vont leur être ouverts. Le chef du Génie militaire a bien voulu consentir à ce qu'ils se fassent dans l'ancien amphithéâtre de l'hôpital militaire ; si le premier magistrat du Département daigne applaudir au zèle qui nous anime et approuver nos vues, ce sera pour nous un motif d'encouragement qui assurera nos succès. »

Et le Préfet (11) donna les encouragements demandés : « Je ne puis qu'applaudir au projet que vous avez formé... Je sais, Citoyens, toute l'importance de cette nouvelle branche de l'instruction et j'ai d'avance la certitude qu'elle ne pourra que prospérer... Soyez, Citoyens, donc bien assurés de l'empressement avec lequel je saisirai toutes les occasions qui pourraient s'offrir de favoriser l'honorable entreprise que vous avez conçue. » Signé MARQUIS.

(10) SIMONIN. — Notice sur la vie et les ouvrages de feu M. le docteur de HALDAT du LYS.

(11) Journal de la Meurthe, 29 Brumaire An XI, n° 762, p. 3 et 4.

Les cours étaient donc destinés aux élèves de cours de dessin, aux amateurs de sciences naturelles et aux étudiants en médecine. On pourrait s'étonner de ce groupement si l'on ne savait que M. de HALDAT, après un brillant concours en 1798, était devenu professeur de physique à l'Ecole Centrale ouverte depuis le 2 Messidor An IV (20 juin 1796).

Un mois après la correspondance que nous venons de citer, le 11 Frimaire An XI (3 décembre 1802), le cours d'Instruction Médicale s'ouvrit. L'année suivante, de HALDAT et SERRIÈRE s'étaient adjoint CHAMPION. Nous lisons au Journal de la Meurthe du 27 Germinal An XI (avril 1803): « D'après l'autorisation du Préfet de la Meurthe, les citoyens HALDAT, SERRIÈRE et CHAMPION, docteurs en Médecine, continuent les cours relatifs à l'art de guérir qu'ils ont commencés l'hiver dernier. »

De HALDAT devait ouvrir son cours le 29 Germinal An XI (20 avril 1803) à onze heures du matin, dans la salle de Physique de l'Ecole Centrale qui était installée Place de Grève, dans le local dit « de l'Université ». (La Visitation n'abrita que le Muséum et une partie de l'école de dessin.) Ce bâtiment, dont nous avons évoqué l'histoire, comportait une aile centrale et deux ailes en saillie encadrant une cour sablée. « On y trouvait une salle de bibliothèque pouvant contenir au moins trente mille volumes, des salles d'enseignement, des logements pour les professeurs, un laboratoire de physique, un laboratoire de chimie, un cabinet d'histoire naturelle » (12). Actuellement, il est occupé entièrement par la Bibliothèque Municipale, et les boiseries de la grande salle sont celles de Pont-à-Mousson. A l'époque des cours de de HALDAT, le passage des bataillons de Marseillais et l'atelier de gargousses qu'on y installa venaient d'y causer diverses dégradations (13). Inachevé quand éclata la Révolution, et bien entendu abandonné pendant cette période, il présentait l'air de vétusté

(12) GAIN. — L'Ecole Centrale de la Meurthe. 1^{er} Messidor An IV (19 juin 1793), 30 Germinal An XII (21 avril 1804),

(13) Archives Nationales F1 7, 1004.

précoce des édifices inachevés : les escaliers ne dépassaient pas le premier étage, les planchers supérieurs de l'aile gauche n'étaient pas terminés ; fenêtres et portes restaient béantes, la toiture était déjà délabrée et les garnements du quartier de la Poissonnerie transformaient, paraît-il, trop souvent les pièces abandonnées en salles de jeu.

L'installation de l'Ecole Centrale en ces lieux eut l'avantage de faire terminer les travaux dans les plus brefs délais, ce qui devait faciliter par la suite les demandes de la Municipalité en vue d'obtenir une Université.

Le professeur de HALDAT qui dispensait ses enseignements aux futurs médecins y donnait régulièrement chaque jour deux heures de cours (de 14 à 16 heures) pour les élèves de l'Ecole Centrale. C'étaient des cours de Physique organisés avec le souci d'être le plus complets possible. De HALDAT, qui était aussi un savant faisant différentes recherches, enrichit ainsi son cours particulièrement sur deux questions qui le passionnaient : le magnétisme et l'optique, surtout médicale (diffraction, vision binoculaire, netteté des images sur la rétine, points de correspondances rétinien-nes...).

Physicien et physiologiste, de HALDAT était au surplus chimiste. Dans la liste si longue de ses travaux, on peut nommer en cette matière ses recherches sur l'encre et son altérabilité. Il les entreprit à la suite d'un procès pour faux en écriture « pour rendre impuissant l'art perfide des faussaires et mettre les citoyens à l'abri de ces écrits qui compromettent tous les jours leur fortune et leur honneur ». Dans cette branche non plus, il ne se contenta pas de recherches scientifiques. Nous avons retrouvé, dans une liasse des archives départementales, l'annonce d'un cours qui ne porte pas d'indication d'année mais qui, à l'évidence, était fait dans le cadre du cours d'Instruction Médicale. En voici le texte : « Cours de chimie théorique et expérimentale appliquée aux arts et à la médecine par M. de Haldat. Ce cours, établi par la commune de Nancy, sous la protection de M. le Préfet, de M. le Maire, afin de répandre

parmi nos concitoyens des connaissances qui influent si directement sur les progrès des Arts, s'ouvrira le 11 mai à deux heures et demie du soir dans le laboratoire de Chimie de la ville, Bâtiment du musée, ci-devant Université. On s'inscrira chez M. le Professeur. »

De HALDAT était membre associé de la Société de Santé mais il n'y enseigna jamais.

SERRIÈRE devait, pour sa part, ouvrir ses cours d'hygiène et de vaccination le 28 Germinal An XI (19 avril 1803), à l'amphithéâtre de l'ancien hôpital militaire (14). Le gouvernement de la République avait supprimé à cet hôpital son attribution militaire, à l'exception de cinquante lits pour les militaires malades. Il était projeté d'y transférer les vieillards de Saint-Julien. Sébastien SERRIÈRE, né à Nancy en 1776, était associé de la Société de Santé et membre de la Société Médicale d'Instruction, et Chirurgien de Son Altesse Sérénissime le Prince Louis. Il avait publié un ouvrage sur la femme enceinte et les accidents de la grossesse, suivi de vues générales sur l'hygiène. Il faisait partie du Jury Médical de la Meurthe avec LAFITTE, professeur à la Société de Santé, et ROCHARD, Président du Jury et professeur à l'Ecole de Médecine de Strasbourg (15). En l'An XIII (1804-1805), de HALDAT était devenu membre suppléant de ce Jury. Celui-ci se réunit le 25 Thermidor An XIII (15 août 1805) pour recevoir deux Officiers de Santé et quatre-vingt-dix-huit sages-femmes (on sait qu'il n'y eut aucune réception en l'An XII).

SERRIÈRE fut un chaud partisan de l'inoculation et fit, dans ses cours, une large part à la vaccination jennérienne. Cette pratique avait été introduite à Nancy par le Docteur VALENTIN. Lui-même avait effectué des travaux sur l'inoculation et œuvré pour répandre cette méthode, notamment en publiant un « traité historique et pratique de l'inoculation » (16). Quand le procédé fut à peu près généralisé,

(14) Journal de la Meurthe, 27 Germinal An XI, n° 836.

(15) Annuaire statistique de la Meurthe, An XV (1806).

(16) LAMOUREUX. — Mémoire pour servir à l'histoire littéraire du Département de la Meurthe.

survint la découverte de la vaccination par le virus de génisse qui supprimait l'intérêt de l'inoculation comme la pratiquait VALENTIN. Celui-ci cependant se dévoua à faire répandre la vaccination jennérienne avec beaucoup de conviction et de dévouement, surtout dans les classes pauvres du peuple. Il ne devait pas en être récompensé, officiellement du moins. SERRIÈRE et un certain LEMOINE (17) reçurent du Ministre de l'Intérieur en 1810 une médaille à l'effigie de l'Empereur ; VALENTIN ne fit même pas partie du Comité de vaccination, lui qui en avait été l'instigateur. SERRIÈRE en fit partie avec le titre de Médecin vaccinateur. A ce Comité appartenaient également LEMOINE, docteur en médecine, de HALDAT, médecin des épidémies, et BONFILS, professeur d'accouchements. Depuis le 7 novembre 1809 en effet, Nancy avait été désignée pour un dépôt de vaccine. SERRIÈRE était également médecin en chef des hospices civils de Nancy. Il fut longtemps professeur au cours d'Instruction médicale ; il l'était encore en 1822 en même temps que membre de l'Académie Royale de Médecine, et Chevalier de la Légion d'Honneur.

C'est toujours le Journal de la Meurthe d'avril 1803 qui nous parle du Docteur CHAMPION. Celui-ci avait ouvert son cours qui portait sur l'Enseignement clinique, le 15 Floréal 1803, à sept heures et demie du matin, dans les salles de l'hospice de la Commune. Dès 1804 (An XIII), on ne parle plus de lui parmi les membres du Cours.

L'annuaire du Citoyen pour 1804, de même que celui de 1806, nous apportent quelques données sur le « Cours d'Instruction Médicale ». Son but est de concourir au projet de la loi sur l'exercice de l'art de guérir, en formant dans les communes rurales des Officiers de Santé instruits, dont elles ressentent de plus en plus la pénurie.

Les futurs médecins pourront s'y instruire en Médecine et en Chirurgie, en finissant aux premiers principes pour devenir Officiers de Santé, ou en acquérant des connaissances suffisantes pour obtenir le titre de Docteur.

(17) Journal de la Meurthe, 17 avril 1810.

« L'enseignement (18) de cet établissement est régularisé à l'instar des écoles publiques, chaque jour deux leçons dans lesquelles les élèves sont exercés, soit à la pratique, soit à la théorie. Les cours s'ouvrent chaque année, le premier Frimaire, par le cours d'Anatomie qui occupe une partie de l'hyver, et, pendant les trois années qui forment les cours d'instruction médicale, les élèves parcourent toutes les parties de l'art: les principes de Médecine et de Chirurgie, les opérations chirurgicales, les accouchements, et même la Chimie. L'enseignement, dans l'An XIV (1806), se composera particulièrement des opérations chirurgicales et des principes de Médecine et de Chirurgie. On s'adresse au professeur HALDAT, place de Grève. »

Pour cette année 1806, la liste des professeurs se réduit à deux noms: HALDAT et SERRIÈRE. Il était dit, en 1804, que ces deux professeurs donnaient régulièrement deux cours par jour au moyen du secours de M. HENRY. Ce dernier n'était plus là en 1806.

En 1806 donc, HALDAT et SERRIÈRE assurent deux heures de cours par jour au cours d'Instruction Médicale, pour tous les membres de la Médecine; HENRY et CHAMPION ont abandonné.

SIMONIN, de son côté, se fait aider par son fils, diplômé de la Faculté de Paris (19), à partir de cette même année 1806. Ce fils était né à Nancy le 16 août 1785 et, après avoir été gratifié par son oncle poète, d'une éducation littéraire, il se livra aux dissections et fréquenta les hôpitaux. Dès l'âge de seize ans, en 1801, il était devenu aide-chirurgien à l'hôpital civil et chirurgien sous-aide dans les salles militaires. Après trois années de stage, il se rendit à Paris, y accomplit son temps d'études, et passa, du 22 janvier au 19 juin 1806, les examens requis pour le doctorat en Médecine. Sa thèse avait pour titre: « Propositions et observations sur la rage. »

(18) Almanach de la Cour d'Appel du Département de la Meurthe, 1806. (Nouvelle dénomination de l'Annuaire Statistique depuis 1806).

(19) L'Ecole de Médecine ou biographie des professeurs des Facultés. Le Docteur J.-B. SIMONIN (né le 16 août 1785).

De retour à Nancy, en 1806, il fut successivement nommé à toutes les fonctions hospitalières dont son père se retirait.

Deux années plus tard, en 1808, il acceptait la place de chirurgien du Lycée.

Le 20 décembre 1809, SIMONIN et son fils décidèrent de se joindre au cours d'Instruction Médicale. A partir de ce moment, les contrats à la manière de SIMONIN portent différentes signatures: deux contrats seulement, tous deux en date du premier mars 1812, portent les seules signatures de SIMONIN père et de SIMONIN fils. Les autres portent trois signatures: SIMONIN, SIMONIN fils, de HALDAT.

En 1812, certains ne portent plus que deux signatures: SIMONIN fils, de HALDAT.

A cette date en effet, SIMONIN se démit de ses fonctions et commença sa retraite qui devait se poursuivre jusqu'à sa mort, à l'âge de quatre-vingt-six ans, le 7 avril 1836.

Aucun des contrats ne porte la signature de SERRIÈRE.

A partir de 1813, le cours d'Instruction Médicale n'eut donc plus que trois professeurs, SIMONIN fils, de HALDAT, SERRIÈRE. Déjà, l'Empire est ébranlé. Il existe une certaine consternation dans les âmes.

Arrive l'année 1814. C'est alors qu'on vit Nancy transformée en un vaste hôpital pour blessés et malades typhiques, français et envahisseurs. Blücher veut ranimer le nationalisme lorrain; il évoque le gouvernement doux et paternel des ducs; la ville abrite dix huit mille hommes, parmi lesquels des blessés, des typhiques. Il faut les loger, nourrir, habiller, soigner: un emprunt de trois cent mille francs est levé; les infirmiers lorrains se font battre par les soldats ennemis qu'ils soignent. Les soldats prussiens et russes occupent tout l'hôpital militaire; les français sont relégués à l'hospice de Bosserville et à Saint-Charles.

Les autorités municipales ont quitté la ville. Le docteur-baron LALLEMAND demeure. Maire de Nancy, passionné-

ment impérialiste, il est là pour affermir la population et l'encourager en ces heures de calamité.

SIMONIN fils est licencié de l'hôpital militaire; il est chargé du traitement de douze cents blessés « pour la plupart atteints du typhus, de la dysenterie et de la pourriture d'hôpital ». Les calamités de 1814 l'inspirent: il nous a laissé un ouvrage « sur les épidémies qui ont régné en Lorraine » (20).

Les élèves du cours d'Instruction Médicale se dévouèrent, eux aussi, au service des malades. Plusieurs devaient donner leur vie dans cet élan désespéré (21). La Restauration suivit et, avec elle, un calme pesant. L'Ecole de Nancy accueillit beaucoup d'Officiers de Santé formés à la hâte, soucieux de parfaire leur instruction et surtout d'obtenir leur diplôme car tous ceux qui étaient partis aux armées avant 1803 n'avaient pu faire contrôler leurs connaissances par aucun jury. Celui de Nancy était dirigé par deux professeurs de Strasbourg: FÉDERE et FLAMANT, et comprenait en outre SIMONIN (Fils), SERRIÈRE, de HALDAT. Il décidait de recevoir non seulement les Officiers de Santé mais encore les Pharmaciens et les Sages-femmes.

Nous avons cependant noté un indice isolé de la présence d'un autre professeur au sein du Cours d'Instruction Médicale. Jules Renard, dans son ouvrage sur l'enseignement libre de la Médecine à Nancy après la Révolution, mentionne que SALMON mourut à Nancy en 1818, directeur du Cours appelé à devenir l'Ecole Secondaire. Professeur de Matière Médicale à la Société de Santé, SALMON a-t-il contribué à enseigner cette matière au cours de la place de Grève? D'autres professeurs de la Société ont-ils fait de même? Les documents sont avares de renseignements.

En 1819, il n'y avait toujours que trois professeurs au cours d'Instruction Médicale, mais nous pouvons en toute

(20) Coup d'œil sur les épidémies qui ont régné en Lorraine. Mémoires de la Société des Sciences, lettres et arts de Nancy, année 1838.

(21) TURCK. — Eloge de M. de Haldat.

certitude affirmer qu'à cette date BONFILS (22) décida de se joindre à eux. Il allait compléter ce petit groupe qui aurait ainsi un peu plus de poids auprès des autorités locales et gouvernementales. François BONFILS se destina ensuite à la chirurgie et aux accouchements. La tourmente révolutionnaire l'obligea à interrompre ses études bien que, pendant cette période, il ait exercé les fonctions de Chirurgien militaire à Nancy. Il soutint enfin sa thèse le 24 Thermidor An X (12 août 1802).

Il devint en 1804 Médecin-chef de l'asile de Maréville. L'ancien hospice des insensés de Maréville ayant été ravagé par un incendie (23) dans la nuit du 3 au 4 Ventôse An II (21-22 février 1794), il n'en subsistait qu'une pauvre baraque relevée à la hâte.

Le Préfet Marquis désirait reconstituer cet asile et fit appel à BONFILS qui soignait déjà les aliénés de la Maison de Secours selon les méthodes utilisées par PINEL à Bicêtre, puis à la Salpêtrière. Maréville fut donc équipé d'une salle de bains, d'une pharmacie, d'un atelier pour femmes et pour hommes. « La camisole de force remplaça les fauteuils de répression et les liens dont on se servait envers les aliénés furieux. »

En 1804 également, « La Meurthe » du 29 Ventôse annonça que le « Docteur BONFILS, ancien prévôt administrateur des accouchements de Paris, Médecin de la Maison de Secours à Nancy et de l'hospice des insensés de Maréville... ouvrirait un cours théorique et pratique d'accouchement à l'usage des sages-femmes, en sa demeure rue Voltaire n° 440, près le Pont Mouja, le 4 Germinal An XIII (25 mars 1805). Les leçons théoriques auraient lieu tous les jours à quatre heures de l'après-midi, les dimanches et fêtes exceptés. L'instruction pratique se donnerait à la Maison de Secours », pépinière des matrones du Département. C'est encore le Préfet Jean-Joseph MARQUIS qui favoriserait cette entreprise. Premier Préfet du Départe-

(22) HEQUET. — Notice nécrologique sur le docteur F. Bonfils.

(23) BOPPE. — Les Etablissements hospitaliers de Nancy.

ment, nommé par le Premier Consul en 1800, il demeura à ses hautes fonctions jusqu'en 1811.

Après quinze ans de cette forme d'exercice à laquelle il joignait une clientèle fort étendue, le Docteur BONFILS se mit à enseigner avec de HALDAT, SIMONIN et SERRIÈRE.

L'Ecole comprenait désormais ses quatre professeurs. Elle n'avait toujours aucune reconnaissance officielle. Les Professeurs étaient rétribués arbitrairement par les élèves; les programmes n'étaient nullement fixés, encore moins contrôlés; l'Etat la favorisait mais ne lui apportait aucun secours. Néanmoins, la qualité de l'enseignement donné en trois années y était telle que, par faveur spéciale (24), les Facultés reconnaissaient aux certificats d'études délivrés par elle la même valeur que s'ils fussent émanés d'une école publique de second ordre.

Malgré cela, le cours qui avait eu jusqu'à quarante élèves n'en comptait plus que dix en 1821. Il faut dire en effet que les années d'études passées à Nancy ne comptaient pas pour autant que celles passées dans une ville de Faculté (25). Pour que ce cours soit maintenu à Nancy, il importait donc qu'il soit reconnu officiellement et intégré au sein de l'Université.

Le zèle des quatre professeurs ne devait pas, à lui seul, assurer cette victoire. Les autorités durent mener campagne à grand renfort de suppliques. La Municipalité de Nancy poursuivit son combat avec acharnement; elle avait toujours protégé et défendu l'initiative d'organisation d'enseignement privé pour ses médecins, après l'abolition des Universités. Il lui fallut voir cet enseignement reconnu officiellement, sinon en tant qu'Ecole Spéciale (elle avait appris à limiter ses ambitions, surtout depuis le procès Calès) du moins en tant qu'Ecole Secondaire. Elle attendit longuement la victoire: l'enseignement libre de la Médecine à Nancy fut le dernier à prendre rang dans l'Université.

(24) BLONDLOT. — Considérations sur l'état ancien et actuel de l'enseignement médical en Lorraine.

(25) Arrêté du 26 Prairial An XI (16 mai 1803).

C'est celui d'Amiens qui avait été rétabli le premier en 1806; trois années seulement après le décret de Ventôse, Amiens possédait donc son Ecole Secondaire de Médecine.

L'une des phases du combat avait été relativement passive. Sous le Directoire, la ville avait pu concevoir l'espérance de voir transférer en ses murs l'Ecole Spéciale de Strasbourg qu'on disait moribonde après trois ans d'existence. C'est qu'en effet elle posait quelques problèmes dus essentiellement aux querelles entre les professeurs de « l'Université gothique » et les « professeurs français ».

Jean HERMANN (26), professeur strasbourgeois, était probablement fondé à affirmer que, dès l'origine, un parti s'était formé à l'Ecole qui avait « travaillé, sourdement dans le commencement, et puis ouvertement, à faire transférer l'Ecole à Nancy ».

NICOLAS était au nombre des « professeurs français ». Il habitait Nancy et on peut penser qu'il aurait sans doute apprécié ce transfert puisqu'il finit par démissionner le 12 Floréal An III.

NOËL, Directeur de l'école, l'aurait également vu d'un fort bon œil: il était originaire de Bayon et avait reçu à Nancy sa première instruction médicale.

Le 11 Thermidor An VI (22 juillet 1797), dans une pétition adressée au Comité d'Instruction Publique du Conseil des Cinq Cents, il demanda même le transfert à Nancy de l'Ecole dont il était directeur. Il y était encouragé par le rapport de CALÈS (27). Nous avons vu que le député de la Haute-Garonne proposait de porter à cinq le nombre des Ecoles de Santé et d'en établir une à Nancy. C'est ainsi que le 31 mai 1797 (12 Prairial), pour la première fois depuis 93, la ville de Nancy avait été publiquement mentionnée. On y pensa à nouveau en mars 1798 quand Vitet,

(26) WICKERSHEIMER. — Un projet de transfert à Nancy de l'Ecole de Strasbourg.

(27) WICKERSHEIMER. — Un projet de transfert à Nancy de l'Ecole de Santé de Strasbourg.

député du Rhône, se rallia à l'idée de Calès. Mais Strasbourg se défendit et garda son Ecole Spéciale.

La Municipalité de Nancy n'avait pas eu un grand rôle dans cette affaire; les « professeurs français » ainsi que les députés Calès et Vitet avaient œuvré pour elle, sans résultat il est vrai.

Par la suite au contraire, il n'en fut pas ainsi. La Municipalité elle-même agit avec une inlassable persévérance: elle devait littéralement harceler les différentes personnalités susceptibles, par leur rang ou la faveur dont elles jouissaient, d'appuyer sa requête et de la faire enfin aboutir. Notons que chacune de ces adresses au gouvernement était doublement orientée: il s'agissait d'obtenir une Ecole de Médecine mais aussi une Ecole de Droit.

Pour arriver à ses fins, la Municipalité invoqua des arguments de poids qu'elle redit maintes fois (28). Tout d'abord un argument matériel:

« Il n'y aura aucun frais de premier établissement à faire puisque nous possédons un édifice superbe récemment construit où les Facultés de Théologie, de Droit et de Médecine étaient placées, que nous avons une des plus riches bibliothèques de France, des Cabinets d'Histoire Naturelle, de Physique, de Minéralogie, un laboratoire de Chimie et un jardin des plantes que sa Majesté l'Impératrice a eu la bonté d'enrichir et qui se trouve maintenant dans un état tel que nous pouvons dire qu'il en est le second de l'Empire. » (10 May 1808 - Session ordinaire du Conseil Municipal de Nancy).

La situation géographique plaidait également en faveur de Nancy. Cette thèse est exposée dans la « demande d'une Académie de l'Université Impériale » adressée par l'Administration Municipale de Nancy à Messieurs les Inspecteurs généraux le 30 avril 1809. Il y est dit en effet: « Chef-lieu tout à la fois de la Cour Impériale et de division militaire, elle est la seule, soit dans le ressort de la Cour, soit dans

(28) Archives Municipales. - R 1 - Instruction publique - Enseignement Supérieur.

l'arrondissement de la division militaire, susceptible par ses ressources et sa population, de recevoir et de féconder en son sein une institution de cette nature. »

Dans cette même lettre, le Maire espère bien que le passé glorieux de l'Université de Nancy doit peser dans la balance et il explique qu'en outre des locaux déjà existants, la Municipalité peut prétendre à certains fonds: « Plusieurs des dotations du roi Stanislas, notamment celles de la bibliothèque et des prix annuels consistaient en assignations annuelles sur les revenus domaniaux de la Lorraine, assignation constituée à perpétuité par le roi de France au moyen de capitaux eux-mêmes versés par le roi Stanislas au Trésor Public de la France. Cette assignation a été suspendue depuis la suppression des établissements auxquels elle était affectée mais elle ne peut être regardée comme éteinte. »

Le 20 May 1809 (29), le Grand Maître de l'Université et Comte de l'Empire, Monsieur de FONTANES répond d'une manière favorable à cette demande: « Soyez assurés que les titres de cette ville seront d'autant mieux appréciés que Messieurs les Inspecteurs Généraux, d'après les renseignements qu'ils ont pris sur les lieux, ont exprimé un vœu conforme à celui du Conseil Municipal. La demande de l'établissement d'une Académie à Nancy sera prise en grande considération. »

Le 19 mars 1810 (29), la Municipalité, « heureuse de jouir de la présence de Sa Majesté », expose à nouveau l'essentiel de ses motifs à l'Impératrice de passage à Nancy: « Votre Auguste Epoux a rendu à la Ville de Nancy une partie des avantages que la Révolution qu'il a si glorieusement terminée, lui avait fait perdre. Elle possède un Evêché, une Cour d'Appel, une Académie, elle est le chef-lieu d'une division militaire. Il ne lui manque que le rétablissement d'une Ecole qu'un de vos aïeux, Charles III, avait créée... Déjà ce rétablissement a été demandé à Sa

(29) Archives Municipales. R 1 - Instruction publique - Enseignement Supérieur.

Majesté Impériale et Royale... Tous les motifs en faveur du rétablissement d'une Ecole de Droit et de Médecine, ont été exposés à Messieurs les Inspecteurs des Etudes qui en ont reconnu l'utilité et la possibilité... La Ville de Nancy a l'honneur de présenter avec confiance ce vœu à Votre Majesté. Elle est la plus puissante protectrice des établissements dus à la munificence de ses illustres aïeux. »

Dès le 27 may 1814 (30), Messieurs les députés de la Ville de Nancy entreprirent une nouvelle démarche auprès du Roi, rappelant les nombreux arguments qui pèsent en faveur de leur ville, exposant la situation actuelle: seul un lycée enseigne encore les Belles-Lettres, ce qui est insuffisant, et oblige les étudiants à se rendre aux académies de Strasbourg, Dijon et même Paris. « A une aussi grande distance, le pouvoir paternel si nécessaire à la conservation des bonnes mœurs et des principes religieux perd une partie de son ressort... L'instruction est devenue le privilège d'un petit nombre. La noblesse pauvre en est privée... Ceux qui, par leur naissance sont voués aux fonctions de la Majesté Royale et de la Monarchie... seraient-ils condamnés à une perpétuelle ignorance? »

Décidément, on ne manque pas d'habileté: on vante la munificence de ses aïeux à l'Impératrice, on veut attendrir la majesté royale sur le sort de l'aristocratie.

Le 12 juin 1816, le Conseil Général adresse au Ministère de l'Intérieur une nouvelle supplique: un plus grand nombre de jeunes gens se destineront à ces études s'ils peuvent les suivre sans aller les chercher à grands frais au loin.

En 1818, le Conseil Général supplie avec de nouvelles instances S.E. le Ministre de l'Intérieur et résume les motifs puissants qu'il a toujours invoqués pour le rétablissement à Nancy d'une Ecole de Droit et d'une Ecole de Médecine, dans l'intérêt général du département. L'existence des bâtiments et d'hôpitaux propres à l'instruction

(30) Archives Municipales. - R 1 - Instruction publique - Enseignement Supérieur.

publique, ne devait pas être négligée, pas davantage l'habileté des praticiens établis dans cette ville. Par ailleurs, il fallait compter avec « le besoin de présenter aussi par là quelques ressources à la Ville de Nancy, épuisée par les dépenses excessives des deux invasions, surchargée d'une dette énorme, presque sans revenus depuis deux ans par le manque de récoltes et dont l'état déplorable de ses rues éloigne les étrangers qui, autrefois, concouraient à l'enrichir lorsque, déjà, elle possédait une garnison nombreuse et brillante qui, aujourd'hui, n'existe plus ».

Le Conseil espère le succès avec « toute la confiance qu'inspire une cause aussi juste et sollicitée avec tant de persévérance ».

Le 31 juillet 1818, le Ministère de l'Intérieur répond dans une lettre adressée à Séguier, Préfet de la Meurthe, que cette demande lui paraît mériter d'être prise en considération, mais il pense qu'il n'est pas encore temps de statuer sur une « proposition de cette nature. Il serait prématuré d'autoriser l'établissement d'une nouvelle école de Médecine au moment où l'on s'occupe d'un travail qui doit déterminer le nombre et l'organisation de toutes les institutions destinées à l'enseignement de l'art de guérir. Je sais d'ailleurs que cette école existe de fait à Nancy et qu'il ne lui manque qu'une sanction légale; une autorisation provisoire ne changerait rien à l'état des choses et ne serait pas une garantie pour l'avenir. Il vaut donc mieux suspendre toute décision à cet égard jusqu'à ce que les bases de l'enseignement médical aient été définitivement arrêtées ».

Le besoin d'un enseignement organisé est ressenti dans toute la France et Nancy ne peut se satisfaire de cette réponse. Elle éprouve le besoin de plus en plus pressant de faire reconnaître son enseignement et de ne pas être oubliée dans ce mouvement général. Aussi, le Conseil Général fait-il une fois encore la preuve de sa ténacité; il réitère ses instances auprès du Ministère de l'Intérieur par deux lettres en date du 12 mars et du 9 août 1820.

L'ordonnance du 18 mai 1820 vient de placer les « cours d'instruction médicale institués dans les hôpitaux sous l'autorité de l'Université ». Elle est complétée le 1^{er} novembre par un arrêté du Conseil Royal de l'Instruction Publique organisant l'enseignement et la discipline de ces écoles.

C'est véritablement le moment pour le cours d'instruction médicale de Nancy de se faire intégrer dans la loi générale de l'Instruction Publique.

La séance du 23 août 1821 va être décisive pour l'obtention de l'Ecole Secondaire. Il y est tout d'abord fait une étude sur l'enseignement médical à Nancy depuis la fatale époque révolutionnaire et sur l'existence d'une école libre non autorisée et sans existence légale, mais protégée et encouragée par les Corps Constitués. Si Messieurs SIMONIN, de HALDAT, SERRIÈRE et BONFILS prodiguent leur enseignement avec zèle, ils ne sont pas investis du droit de conférer les grades. Mais l'obstacle majeur au progrès du cours d'instruction médicale, c'est que « le temps d'étude passé à l'école dont il s'agit, n'est pas compté en déduction de celui fixé par les lois pour obtenir dans les écoles de Médecine les grades qui y sont conférés... Aussi quoi qu'on y ait autrefois compté jusqu'à quarante écoliers, on n'y compte plus en ce moment que dix... ».

Le seul moyen de sauver ce cours est de l'ériger en Ecole Secondaire de Médecine, ce qui permettrait enfin aux élèves de Nancy d'obtenir sur place leur diplôme d'Officier de Santé. La dépense entraînée par des études dans les Ecoles Spéciales s'élève à quatre mille francs, alors que le cours d'Instruction Médicale de Nancy ne dure que trois ans et la dépense pour les élèves n'excède pas six cents francs.

Par ailleurs, il y a le danger pour Nancy de voir s'établir des Ecoles Secondaires dans certains départements voisins, ce qui nuirait considérablement à l'Ecole de Nancy, puisque dans le nouveau système adopté les Ecoles Secondaires devraient être substituées aux jurys de Ventôse.

Par conséquent, l'intérêt de la ville et celui du département étant reconnus, il ne reste plus qu'à examiner de

quelle manière il serait pourvu aux frais qu'entraînerait l'établissement. Le gouvernement n'ayant pas l'intention d'y pourvoir, il appartient à la Municipalité et au Département de les assumer. Il faut savoir cependant qu'ils ne peuvent être considérables.

Les locaux sont déjà fournis à l'école libre. Quant au traitement des professeurs de l'Ecole, il consisterait d'abord dans la répartition entre eux des rétributions payables par les élèves, soit pour inscriptions, soit pour droits d'examen, et ensuite d'un supplément payable par le Département et calculé de manière à assurer à chaque professeur un traitement de mille francs.

La ville de Nancy demeurerait chargée des frais de premier établissement et de ceux d'entretien de l'Ecole, et le Département se chargerait du traitement des quatre professeurs, qu'il arbitre à quatre mille francs par année, avec cette réserve que la rétribution que paieront les élèves, servira en premier ordre à acquitter le traitement dont il s'agit de manière que la caisse départementale n'ait à payer que la différence ».

Après quelques calculs, on arrive à la conclusion que cette différence risque d'être minime et peut même être nulle si l'Ecole obtient le nombre de vingt élèves.

Répété le 28 août et le 20 septembre 1821, cet engagement du Conseil Général de la Municipalité à subvenir aux besoins matériels de la future Ecole conduisit enfin le gouvernement à reconnaître l'année suivante, l'école libre de Nancy comme « Ecole Secondaire de Médecine ». La partie n'était pas encore gagnée pour l'Ecole de Droit.

Le 9 août 1822, le Conseiller d'Etat, le baron CAPELLE, écrivait au Préfet: « Monsieur de VILLENEUVE, j'ai l'honneur de vous annoncer que, par décision du 27 juillet dernier, le Ministre a autorisé Monsieur le Grand Maître de l'Université à appliquer à l'Ecole particulière de Médecine établie à Nancy, le règlement adopté pour l'enseignement et la discipline de l'ordonnance du 18 Mai rendue à l'appui de ces règlements. Il résulte de cette autorisation

donnée par le Ministre que les études à Nancy devront à l'avenir être comptées aux élèves pour leur admission au doctorat.

Je vous invite à vous entendre avec Monseigneur le Grand Maître de l'Université relativement à l'exécution de cette disposition et à le tenir au courant de tout ce que vous ferez à ce sujet... ».

Tel est le texte de l'ordonnance royale qui récompensait enfin les efforts inlassables de la Municipalité et ceux des hommes qui s'étaient consacrés à maintenir l'enseignement de la Médecine à Nancy sans aucune interruption pendant près de trente années.

Les cours de la nouvelle Ecole Secondaire s'ouvrirent le 11 novembre 1823.

De HALDAT devait y enseigner la Chimie, la Matière Médicale, l'Hygiène et la Physiologie.

SIMONIN se chargeait de l'Anatomie, de la Chirurgie, de la Pathologie et de la Clinique chirurgicale.

SERRIÈRE y faisait les cours de Pathologie générale, Pathologie interne et Clinique Médicale.

BONFILS instruisait en Obstétrique.

BRACONNOT et FROISSET devaient enseigner la Botanique (ou la médication par les simples).

Les Travaux Pratiques d'Anatomie étaient assurés par le docteur NOIRET, ceux de Chimie par BONFILS, le fils du professeur d'Obstétrique.

L'enseignement clinique se donnerait toute l'année à l'hôpital Saint-Charles, quelquefois à Saint-Julien, à la Maison de Secours pour l'Obstétrique (31).

Il s'agissait pour l'Ecole de se montrer digne de la faveur enfin reçue. Son Directeur, le professeur de HALDAT, devait assumer cette lourde responsabilité jusqu'à l'année 1843.

(31) De HALDAT. — Discours adressé aux élèves de l'Ecole Secondaire de Nancy par M. de Haldat, Directeur de cette Ecole, à l'ouverture solennelle des cours, en 1825.

La tâche fut difficile. En 1825, on en était encore à épiloguer sur l'utilité de ces Ecoles Secondaires qui formaient des Officiers de Santé, en somme des sous-médecins (32).

Par ailleurs, nous savons que deux tiers seulement des inscriptions prises dans une Ecole Secondaire étaient convertibles en inscriptions de Faculté comptant pour le doctorat. Mais, qui plus est, l'élève était obligé de verser à la caisse de la Faculté le montant des inscriptions ainsi converties sans aucune déduction, de telle sorte qu'il lui payait doublement une instruction qu'il n'avait pas reçue d'elle. C'est le 13 août 1835 seulement qu'une ordonnance royale fit cesser cette iniquité.

En 1840, les Ecoles Secondaires n'avaient pas encore d'organisation définitive. Les professeurs de Nancy adressèrent un mémoire à Son Excellence le Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Instruction Publique pour la réclamer. Les Ecoles Secondaires sont dans une situation précaire parce qu'on doute de leur utilité. Or, le gouvernement ne les a nullement aidées. A Nancy, le matériel manque pour les cours. Depuis cinq ans, des professeurs sont chargés d'un cours quotidien et ne reçoivent aucune espèce d'émoluments, pas même pour les indemniser de leurs dépenses pour ces cours.

La subsistance de ces Ecoles atteste une viabilité telle qu'elle est la preuve de leur importance. Et seule une loi peut mettre fin à ce dépérissement et aux abus dont l'enseignement et l'exercice de la Médecine ont à souffrir depuis si longtemps.

De HALDAT et les professeurs étaient sur le point d'être entendus en haut lieu : en 1843, l'Ecole Secondaire de Médecine de Nancy reçut, avec le titre d'Ecole Préparatoire de Médecine et de Pharmacie, une organisation semblable à celle des Facultés. Il ne restait plus à cette institution qu'à recevoir le nom même de Faculté.

(32) De HALDAT. — Discours adressé aux élèves de l'Ecole Secondaire de Nancy par M. de Haldat, Directeur de cette Ecole, à l'ouverture solennelle des cours, en 1825.

Le traité de Francfort arrachait à la France l'Alsace et la Lorraine; Strasbourg en territoire allemand, il ne restait plus en France que deux Facultés, à Paris et Montpellier. Le 19 mars 1872, l'Assemblée Nationale vota le transfert à Nancy de la Faculté de Médecine de Strasbourg. Ce petit triomphe de Nancy n'était pas sans ombre et sans doute eut-il été plus tardif encore sans les malheurs de 1870. Tout de même, l'enseignement médical de Nancy avait déjà attendu soixante-dix-neuf années pour reprendre son rang avec le titre de Faculté.

Conclusion

Nous voici parvenu au terme de notre étude.

La période dont l'histoire nous a intéressé a vu se dérouler en France bien des transformations; elle a été marquée par une réorganisation profonde qui n'a pas excepté l'enseignement de la Médecine.

Alors que plus rien ne subsistait des anciennes institutions balayées par la tourmente révolutionnaire, trois Ecoles de Santé furent créées avec des principes entièrement renouvelés: unification des programmes, développement des études pratiques et de la clinique auprès du malade, telles étaient les grandes innovations du nouveau système. VICQ d'AZYR les avait réclamées; JADELOT avait fait de même; il était réservé à FOURCROY d'être assez persuasif. Sa maxime était d'enseigner aux futurs médecins à « peu lire, beaucoup voir et beaucoup faire ». Dès lors, on s'attacha de plus en plus à perfectionner les laboratoires, à procurer aux étudiants et aux professeurs d'anatomie des cadavres, à organiser l'enseignement de la clinique interne et de la clinique externe. De tels principes ne devaient pas tarder à prouver leur valeur: en 1794, sous la Terreur, un étudiant breton commence ses études: c'est LAËNNEC. Son premier stéthoscope était, en 1810, un rouleau de papier serré par une ficelle, mais le « Traité de l'auscultation médiate » paraît dès 1819. Il y expose la synthèse de ses découvertes sur l'anatomie pathologique des poumons.

De fait, la Médecine elle-même a subi une véritable révolution. Pour elle aussi ce XVIII^e siècle est celui de la Raison: la fusion s'est enfin réalisée entre les disciples de Saint Côme et ceux de Saint Luc. Désormais, Chirurgiens et Médecins seront également respectés. L'expérimentation est la règle généralisée: la raison se soumet à l'observation et à l'expérience. L'Anatomie Pathologique a surgi pour éclairer toute recherche. Il s'agit de fonder la pathologie sur la lésion.

Au cours même de ces années, avant sa mort si précoce en 1802, BICHAT avait prophétisé: « La Médecine fut longtemps repoussée du sein des sciences exactes; elle aura droit de leur être associée. » Et c'est lui qui montre le chemin: « Ouvrez quelques cadavres; vous verrez combien aussitôt disparaîtra l'obscurité que jamais la seule observation n'aurait pû dissiper. »

C'était le temps où la Terreur et la guerre faisaient tomber les têtes. Mais aussi BICHAT, DUPUYTREN, LAËNNEC, BAUDELOCQUE, PINEL, CORVISART... vécurent en ce temps-là. La vie avait sa revanche.

En attendant, il n'y a pas à Nancy de ces étoiles de toute première grandeur. Il n'y a qu'une petite graine semée par SIMONIN alors que l'ancienne Faculté est à peine évanouie et que les Collèges n'ont pas encore fermé leur porte.

Le germe grandira bien lentement, et c'est lui qui aura transmis le flambeau à la Faculté installée en 1872: le génie fleurira. MALGAIGNE, à l'âge de quinze ans, commence ses études en 1821, avant ses travaux sur l'anesthésie et, plus tard, BERNHEIM travaillera à Nancy.

Pièces justificatives

L E T T R E

des Officiers de Santé de la Commune de Nancy
aux Administrateurs du Département de la Meurthe

Citoyens,

Les Officiers de Santé de la Commune de Nancy, soussignés individuellement, dont le zèle et le patriotisme vous sont connus, viennent d'aviser aux moyens de continuer tous les cours d'enseignement qui se sont fait avec succès depuis 1752 pour renouveler à leurs concitoyens leur attachement et leurs vœux pour le bien général.

Leur désir est d'étendre les progrès de l'art de guérir et de contribuer autant qu'ils le pourront au soulagement des malades en formant des élèves qui se rendront utiles à l'Etat et en continuant de donner un jour par décade leurs conseils sans aucune rétribution.

La Révolution avait dissout toute espèce d'association, mais la Constitution vient d'ouvrir un champ aussi vaste que libre à toute espèce de réunion qui aura pour but le progrès des arts et le bien de la République : aussi les Officiers de Santé soussignés, sous l'égide de la loi, se sont empressés d'offrir tous leurs talens pour continuer leurs cours dans l'art de guérir, le plus important comme le plus nécessaire à la conservation de l'humanité.

Le tableau suivant vous présente des hommes que leurs talens ont fait estimer de leurs concitoyens et qui méritent d'être accueillis pour leur moralité et leur dévouement à la chose publique.

Ils espèrent que l'Administration du Département verra avec autant de plaisir que de confiance les Officiers de Santé saisir la première occasion de donner à la nouvelle constitution l'assentiment le plus authentique, et que les magistrats choisis par le peuple contribueront à maintenir un établissement aussi utile qu'honorable.

Ces cours exigent des frais indispensables qui jusqu'ici ont été acquittés, en partie par le Gouvernement, en partie par les Officiers de Santé eux-mêmes, mais, comme tous les objets de consommation

sont parvenus à un prix si excessif que les modiques ressources des Officiers de Santé ne peuvent plus y atteindre, ils espèrent que leur dévouement patriotique ne sera pas infructueux, et que l'administration concourra au rétablissement de l'instruction publique en pourvoyant à ces dépenses.

NANCY, le 26 Brumaire, quatrième année de la République.

Signé :

LAFFITTE, LALLEMAND, GORMAND, LAMOUREUX,
SIMONIN, WILLEMET, MANDEL, CHAMPION,
SALMON, LA COURNÈRE, DUSSERT.

TABLEAU DES PROFESSEURS
DU COLLÈGE DE SANTÉ DE NANCY

<i>Professeurs</i>	<i>Cours</i>	<i>Adjoints</i>
—	—	—
LA COURNÈRE	Principes de l'Art de Guérir	DUSSERT
ANTOINE	Anatomie	BONFILS, Prosecteur
CONSEIL	Physiologie	JACQUEMIN
LALLEMAND	Hygiène	GORMAND
MIQUEL	Thérapeutique	
LAFFITTE	Maladies chirurgicales et opératoires	PAULET
SIMONIN	Maladies des os et bandages	GUYEMOT
LAMOUREUX Père	Maladies des femmes, des enfants et accouchements	HOLQUIN
GOUNAUD	Histoire Naturelle	
SALMON	Matière Médicale	POMA
WILLEMET	Botanique	LAMOUREUX Fils
NICOLAS	Chimie	
MANDEL	Pharmacie	
CHAMPION	Médecine Chirurgie	
COSTER	Bibliothécaire	

R E N V O I
des Administrateurs du Département

Soit communiqué à l'administration municipale de Nancy pour avoir ses observations, par l'administration du Département de la Meurthe.

Signé: J.-B. SALLE.

R É P O N S E

Vu la pétition ci-jointe et le renvoi de l'administration du Département,

L'administration municipale, où le Commissaire du Directoire exécutif, est d'avis que, la Constitution accordant aux pétitionnaires la faculté de se réunir sous la surveillance du magistrat, rien ne peut les empêcher de le faire en s'y conformant, et quant aux fonds demandés elle est d'avis qu'à cet égard les pétitionnaires doivent attendre l'organisation des Ecoles Centrales.

Nancy, le 2 Germinal An 4^e
de la République une et indivisible.

DEMANDE DES PROFESSEURS DE LA FACULTÉ
DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

A MESSIEURS DU DIRECTOIRE
DU DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE.

Messieurs,

L'Assemblée Nationale Constituante n'ayant rien décrété sur l'enseignement de chaque science en particulier, ayant même décidé que l'organisation des études subsistera encore pendant le cours de cette année scolaire dans l'ancien ordre, il est nécessaire de donner aux Corps enseignants les moyens de remplir leurs fonctions interrompues tant par les nouvelles formes relatives à la Constitution que par l'éloignement des écoliers qui, attendant une nouvelle organisation des études, ont présumé plus de perfection dans le nouvel ordre et ont craint que les études qu'ils feraient dans l'ancien ne leur deviennent inutiles.

Ces circonstances ont fait languir et pour ainsi dire suspendre les études dans toutes les Facultés pendant le cours de l'année dernière. Les Professeurs de la Faculté de Médecine ont soutenu l'enseignement autant qu'ils ont pu. Mais une circonstance particulière les met aujourd'hui dans l'impuissance de remplir l'enseignement à la rentrée prochaine.

La mort du sieur Tournay arrivée le 24 avril dernier a fait manquer une partie de l'enseignement. Les professeurs n'ont pas négligé à cette époque de prévenir les Corps Administratifs et de demander leurs ordres pour remplir la place vacante. Le Ministre de la Justice, l'Assemblée Nationale et vous, Messieurs, avez décidé que la Faculté devait attendre la nouvelle organisation du Corps Enseignant que l'on présumait pour lors devant être déterminé incessamment.

Cette décision est fondée sur le décret du 22 mars dernier qui veut que les chaires vacantes jusqu'à l'époque de l'organisation de

l'instruction publique soient remplies provisoirement par l'un des agrégés de l'Université au choix du Directeur du Département.

La Faculté de Médecine de Nancy n'ayant point d'agrégé, il lui manque un professeur et c'est celui qui est chargé de la partie la plus essentielle de l'enseignement, c'est-à-dire de l'anatomie; le professeur JADELOT qui a enseigné cette partie depuis vingt-sept ans, ne peut plus s'en charger à raison de ce qu'étant le plus ancien des professeurs il doit enseigner la Médecine pratique; d'ailleurs, sa santé ne lui permet plus le travail qu'exige le cours d'Anatomie. Cependant, sans Anatomie on ne peut avoir ni médecin ni chirurgien. Ainsi, on ne doit pas suspendre la leçon surtout dans le moment où beaucoup de jeunes gens embrassent la Médecine et la Chirurgie et où il serait important de prouver que la ville de Nancy possède les ressources et les moyens nécessaires pour y établir un Corps Enseignant les deux sciences réunies.

En conséquence, la Faculté de Médecine supplie le Directoire du Département chargé de la surveillance de l'Education publique de lui nommer un professeur suppléant pour l'anatomie.

La voye du concours ne serait pas convenable dans la circonstance actuelle à raison de l'état d'incertitude sur l'existence et l'organisation du Corps enseignant. D'ailleurs, le décret du 22 mars 1791, cité ci-dessus, n'indique pas cette voye; il l'interdit.

La Faculté propose au Directoire du Département de nommer le sieur ANTOINE, Docteur en Médecine et Professeur d'Anatomie au Collège de Chirurgie pour remplir provisoirement cette fonction. L'enseignement de l'Anatomie exige du courage et de l'habitude dans la dissection. Le sieur ANTOINE a fait avec succès plusieurs cours d'anatomie pour les étudiants. En Chirurgie, il a l'usage de l'enseignement de cette partie.

Cette nomination aurait un avantage: elle réunirait les Corps enseignant la Médecine et la Chirurgie, réunion désirée par le Collège de Chirurgie et proposée dans tous les ouvrages qui ont paru sur la réforme et sur l'amélioration des études en Médecine et en Chirurgie, réunion qui est le seul moyen de rendre à l'art de guérir son utilité et sa splendeur et qui réussit à être adopté dans le rapport fait par le Comité de Salubrité sur l'enseignement de la Médecine et dans celui de Monsieur TAYLLERAND PÉRIGORD sur l'instruction publique, au nom du Comité de Constitution, ouvrage qui présente le plan le plus vaste et le plus profond qui ait jamais été conçu, sur l'Education publique et qui ne peut pas manquer de servir de base aux lois qui émaneront sur cet objet.

L'Anatomie est la même pour la Médecine et pour la Chirurgie; il est inutile de multiplier l'emploi des cadavres indispensable pour l'enseignement de ces deux sciences; il est de la plus grande impor-

tance de porter sur cet objet beaucoup de circonspection et de ménagement pour ne pas exciter l'animadversion du peuple qui ne voit qu'avec horreur cet emploi des restes de l'humanité. Nous en avons plusieurs fois des preuves pendant les cours d'Anatomie. L'année dernière encore, on avait permis à un maître en Chirurgie de prendre des cadavres au cimetière pour des leçons particulières qu'il faisait dans une salle du pavillon des officiers, ville vieille. Cela a fait beaucoup de rumeur parmi le peuple qui habite le voisinage; les parents d'un mort transporté à cette école ont menacé d'aller le chercher; on a été obligé de faire transporter le cadavre au cimetière pendant la nuit; cela n'a pas empêché les gens d'aller faire des plaintes à la Municipalité: il n'a plus été possible de faire des leçons; le respect pour les morts porté à ce point est un préjugé; mais c'est un préjugé qu'il faut respecter. Un pareil inconvénient n'aura pas lieu s'il est défendu de porter les cadavres ailleurs que dans le bâtiment destiné pour cela à l'Université, tout y est disposé pour se mettre à l'abri des recherches du peuple, le transport se fait sans que personne s'en aperçoive (sic) et la position du bâtiment empêche que l'infection puisse se répandre, inconvénient à craindre si on fait les leçons d'anatomie dans une maison habitée.

A ces raisons, les Professeurs de la Faculté de Médecine demandent: 1° que le Directoire du Département nomme provisoirement le sieur ANTOINE, Docteur en Médecine et Professeur d'Anatomie au Collège de Chirurgie pour faire le cours d'anatomie aux Ecoles de Médecine pendant cet hyver, avec attribution des émoluments qui appartiennent à la place de démonstrateur d'anatomie de la Faculté. 2° qu'il soit défendu de porter des cadavres pour les Leçons d'Anatomie ou opérations chirurgicales ailleurs que dans l'amphithéâtre destiné pour cet objet dans le bâtiment de l'Université. 3° que les leçons d'anatomie et autres, que les Professeurs de Médecine et de Chirurgie feront aux Ecoles de Médecine, soient communes aux étudiants en Médecine et en Chirurgie.

Signé: JADELOT, GUILLEMIN, NICOLAS.

RÈGLEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE SANTÉ DE NANCY

Les Citoyens de la Commune de Nancy, qui se livrent aux différentes parties de l'Art de guérir, persuadés que, de toutes les Sciences qui se perfectionnent par l'expérience et l'observation et qui ont besoin d'être cultivées en commun, il n'en est point pour lesquelles ce besoin se fasse sentir plus impérieusement que pour la Médecine, ont résolu de profiter de l'autorisation accordée par l'article CCC de la Constitution, et de former un Etablissement d'Instruction et de Bienfaisance, sous le nom de SOCIÉTÉ DE SANTÉ, pour se communiquer réciproquement leurs connaissances, instruire par des leçons publiques et gratuites, sur tous les principes de l'art de guérir, les jeunes citoyens qui se destinent à cet état, et donner des conseils à tous les malades indigens qui réclament leurs secours.

Les Membres de la Société de Santé se sont fait les Règlements suivans auxquels ils s'engagent de se conformer :

ARTICLE PREMIER. — La Société est composée des Membres des Anciens Collèges qui se sont réunis et des Citoyens à qui on accordera l'association.

ARTICLE II. — La Société se choisira un Conseil composé d'un Président, de deux Conseillers et d'un Secrétaire. Ce dernier remplira les fonctions de Bibliothécaire et de Trésorier.

ARTICLE III. — Les élections se feront au scrutin secret et individuel et à la majorité absolue des suffrages. Les Assemblées électives seront composées des deux tiers au moins des Membres de la Société. Le Président et les Conseillers seront renouvelés tous les six mois, et le Secrétaire tous les deux ans.

Les mêmes officiers pourront être continués ; et dans le cas du renouvellement total du Conseil, le Président sortant sera Conseiller.

ARTICLE IV. — Le Conseil de la Société s'assemblera lorsque le Président le convoquera pour régler par provision les affaires pressantes. Il en rendra compte à la Société lorsqu'elle sera assemblée. Il veillera à l'exécution du règlement et dans le cas qu'un des Membres s'en écarterait, le Conseil lui rappellera et en rendra même compte à la Société s'il persiste à ne s'y pas conformer.

ARTICLE V. — Les Membres de la Société conviendront entre eux de parties de l'Art de guérir sur lesquelles ils feront des cours, de manière à ce que toutes les parties puissent être enseignées successivement, et dans les temps convenables. Chaque Professeur fera exactement son Cours aux lieux et heures convenus en Société et, dans le cas d'empêchement, il en avertira le Conseil qui sera chargé de pourvoir à ce que le Cours ne manque pas.

ARTICLE VI. — Une place de Président venant à manquer par démission ou autrement, la Société nommera un Sujet pour la remplir. Dans le cas de division d'opinion dans la présentation des Sujets, il sera établi un concours qui sera annoncé un mois d'avance. Les Candidats tireront au sort les matières qui seront données par les Membres de la Société. Elles seront relatives à la partie à professer. Ils feront une leçon sur la matière qui leur sera échue. Le choix se fera à la majorité absolue des suffrages et à scrutin secret, par les Membres de la Société. Dans le cas d'égalité des suffrages, le plus âgé l'emportera.

ARTICLE VII. — La Société s'assemblera le quinze de chaque mois, à trois heures de l'après-midi. Le Président ou, en son absence, l'un des Conseillers, annoncera l'ouverture de la séance. Le Secrétaire rendra compte des Mémoires qui auront été adressés à la Société et des demandes qui auront été faites.

Ensuite, les Membres communiqueront les observations qu'ils auront faites. Lorsqu'il se présentera quelque cas rare et extraordinaire, l'Officier de Santé chargé du cas du malade invitera deux membres de la Société à vérifier le fait avec lui pour donner à son observation toute l'authenticité dont elle pourra être susceptible.

ARTICLE VIII. — Il y aura des séances publiques aux jours convenus par la Société.

ARTICLE IX. — L'intention de la Société étant de correspondre avec tous les savans qui voudront bien seconder ses travaux, elle recevra les mémoires et observations qui lui seront communiqués sur les parties de l'Art de guérir. Le Conseil nommera trois Commissaires pour les examiner, et en rendra compte à la Société. Ces ouvrages et le jugement qui en sera porté, seront remis au Secrétaire pour être conservés.

ARTICLE X. — La Société accordera sur leur demande, le titre de Correspondant aux auteurs des Mémoires et Observations dont elle aura reconnu l'utilité.

ARTICLE XI. — Les Correspondants pourront assister aux séances de la Société avec voix délibérative, et toutes autres personnes pré-

sentées par un des Membres et agréées par le Conseil y seront admises. Les seuls Associés assisteront aux Assemblées d'élection.

ARTICLE XII. — La Société donnera la plus grande attention à tout ce qui peut intéresser la salubrité publique. Lorsqu'elle aura connaissance de quelque fait qui pourrait y nuire, le Conseil chargera deux Commissaires de s'en occuper spécialement et d'en rendre compte à l'Assemblée qui prendra une délibération pour en faire passer le rapport aux Corps constitués.

ARTICLE XIII. — La Société nommera trois de ses Membres pour donner gratuitement des conseils à tous les malades indigents qui se présenteront ; des séances se tiendront à cet effet le jour du principal marché de la Commune, à dix heures du matin, dans la salle dite des Consultations ; les Membres chargés de cette journée seront renouvelés tous les six mois. Si l'un des consultans se trouve empêché, il aura soin de se faire remplacer.

ARTICLE XIV. — Les dépenses nécessaires seront arrêtées par la Société, sur l'avis du Conseil et acquittées par elle.

ARTICLE XV. — Les élèves seront obligés de se faire inscrire par le Secrétaire. Les certificats de fréquentation seront donnés par les Professeurs, et ceux de capacité par la Société après examen.

ARTICLE XVI. — Nul ne pourra être admis dans la Société qu'il n'ait fourni les preuves de trois années d'études, d'autant de pratique au moins dans une des parties de l'Art de guérir, et qu'il n'ait présenté un mémoire qui sera remis à trois Commissaires pour en faire le rapport à la Société conformément à l'article IX du Règlement ; l'admission passera au scrutin, comme il est prescrit par l'article III.

ARTICLE XVII. — La Société se réserve le droit de faire tels changements ou additions qu'elle jugera convenable au présent Règlement après en avoir délibéré dans deux séances convoquées expressément pour cet objet, et sur le rapport des Commissaires qu'elle aura chargés de présenter un travail de correction.

Convenu et arrêté en séance,

ce 25 Thermidor

Quatrième année de la République.

SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL
DU 23 AOÛT 1821

Un autre objet, auquel la Ville de Nancy et le Département attachent aussi une grande importance, est l'établissement dans cette ville d'une Ecole Supérieure de Médecine en remplacement de la Faculté de Médecine qui y existait anciennement.

Avant la fatale époque à laquelle ont été détruits tous les établissements d'enseignement public, la ville de Nancy en possédait trois différents, spécialement consacrés à l'étude et à la pratique de l'art de guérir :

Une Faculté de Médecine faisant partie intégrante de l'Université, fondée par le Duc Charles III en 1771, un Collège Royal de Médecine et un Collège Royal de Chirurgie, fondés, le premier par le roi Stanislas en 1752, le second, par Louis XV en 1770, offraient dans cette partie du royaume tous les moyens d'instruction qu'il était possible de désirer, pour préserver les villes et surtout les campagnes des maux qu'y causent l'empirisme et la cupidité.

En perdant ces établissements, nos villes et nos campagnes avaient à craindre de se voir incessamment infectées de charlatans qui auraient exercé, sans étude préalable, celui des arts qui en exige le plus sans que les lois anciennes puissent réprimer leur odieuse témérité.

Un des professeurs du Collège Royal supprimé conçut, dès l'année 1793, le louable projet de prévenir cette épouvantable calamité en ouvrant une Ecole libre où il continua d'enseigner les principes élémentaires de son art.

Cette Ecole non autorisée (elle ne pouvait l'être d'après les lois existantes) mais protégée, encouragée par les Corps constitués qui lui accordèrent gratuitement les locaux qui lui étaient nécessaires, a successivement reçu de grands développements, et depuis nombre d'années quatre docteurs, Messieurs SIMONIN Fils, de HALDAT, SERRIÈRE et BONFILS, y font des cours réguliers d'anatomie, de pathologie, de physiologie, d'hygiène, de clinique; d'opérations chirurgicales, de médecine légale et d'accouchements.

Cette même Ecole n'a aucune existence légale. Les étudiants qui la suivent peuvent y acquérir des connaissances mais ils ne peuvent

y obtenir aucun des titres aujourd'hui exigés de ceux qui prétendent se livrer à l'exercice des utiles et importantes fonctions de Médecin ou de Chirurgien, et même de celle d'Officier de Santé.

Il y a plus : le temps d'étude passé dans l'Ecole dont il s'agit n'est pas compté en déduction de celui fixé par les lois pour obtenir, dans les Ecoles de Médecine, les grades divers qui y sont conférés.

Ainsi, quelque temps qu'ait suivi celle dont nous nous occupons, quelque succès qu'y ait obtenu un élève, s'il veut s'élever au grade de docteur, il doit suivre encore pendant quatre années consécutives une des Ecoles de Médecine établies par nos lois.

On conçoit que cette obligation est bien plus propre d'éloigner du cours d'instruction médicale existant à Nancy qu'à y appeler des élèves ; ainsi, quoi qu'on y ait autrefois compté jusqu'à quarante écoliers, on n'y en compte plus en ce moment que dix.

Cependant il importe non seulement à la ville de Nancy, mais au département entier, que ce cours établi dans des temps bien difficiles, on pourrait dire des temps de bouleversement et de destruction, en l'année 1793, soit maintenu aujourd'hui.

Le moyen de le maintenir est de l'ériger en Ecole Supérieure de Médecine. Plusieurs Ecoles ont été créées sous cette dénomination. L'attribution principale des Ecoles Supérieures est de recevoir, après un temps d'étude déterminé, et les examens ordinaires, non des Docteurs en Médecine mais des Officiers de Santé qui, suivant la loi du 19 Ventôse An II (10 mars 1803), peuvent s'établir et exercer dans le département où ils sont reçus.

C'est dans la vue de conserver l'établissement déjà existant à Nancy, de lui procurer les attributions dont jouissent les Ecoles Supérieures, que Monsieur le Préfet vous propose d'émettre un vœu formel sur la demande qui lui a été adressée à cet effet par Messieurs les Professeurs actuellement en exercice du Cours Médical.

La très grande utilité de ce Cours, on pourrait dire sa nécessité, ne peut être mise en problème, lorsque d'une part on observe qu'établi en 1793 il a été sans discontinuation protégé, encouragé par l'autorité locale administrative, qu'il a fait de nombreux élèves parmi lesquels plusieurs ont obtenu des prix dans les grandes Ecoles, et que d'autre part on est obligé de convenir que la dépense qu'entraînera les études dans les grandes Ecoles s'élevant à quatre mille francs au moins, excède les facultés de la plupart des familles dans le sein desquelles on peut trouver des hommes curieux d'étudier l'art de guérir et disposées à se vouer à la pratique difficile et périlleuse de cet art.

En effet, Messieurs, le cours d'instruction médicale de l'Ecole de Nancy déjà organisé ne dure que trois années, et il paraît que la

dépense à laquelle sont attenus les élèves qui la suivent, n'excède pas six cents francs.

Il importe que ce Cours, en pleine activité depuis vingt-huit années, reçoive enfin une existence légale qui le mette à l'abri des événements qui pourraient vous faire gémir sous sa dissolution.

Elle serait à peu près inévitable si, d'après le système qui semble adopté, de substituer des Ecoles Supérieures aux jurys médicaux établis par la loi du 19 Ventôse An XI, quelques Ecoles de cette espèce venaient à être créées dans quelque département peu éloigné de celui de la Meurthe.

Sans doute, en effet, les jeunes gens se destinant à la profession d'Officier de Santé préféreraient aller étudier à une des Ecoles dans laquelle ils obtiendraient ce titre, à suivre celle de Nancy où ils ne pourraient l'obtenir ; il n'en est point qui voulussent se livrer dans celle-ci à des études en quelque sorte stériles, puisqu'elles n'auraient aucun résultat lorsqu'il leur serait loisible d'aller dans une Ecole Supérieure obtenir le titre d'Officier de Santé.

Lors même que l'établissement qui paraît projeté d'Ecole Supérieure, n'entraînerait pas partout la suppression des jurys médicaux, encore serait-il extrêmement utile à la ville de Nancy et au département de voir leurs habitants formés à une Ecole de cette espèce, plutôt que soumis à l'examen instantané d'un jury médical.

Les Professeurs d'une Ecole sont bien plus à portée de juger du mérite et de l'instruction des élèves qui la suivent, et qu'ils ont observés pendant plusieurs années, que les membres d'un jury qui n'ont pour fixer leur opinion que la faculté de faire aux aspirants qui se présentent, quelques questions, à la solution desquelles le hasard peut avoir trop d'influence.

Ainsi, Messieurs, il ne paraît pas douteux qu'il soit dans l'intérêt du département comme dans celui de la ville de Nancy de voir créer dans cette ville une Ecole Supérieure de Médecine, une seule réflexion faite par Monsieur le Préfet porte cette vérité à la démonstration. « Cet établissement, dit-il, donnerait aux pères de famille la possibilité de faire instruire à moindres frais ceux de leurs enfants qui se destineraient à l'art de guérir, et aux campagnes surtout, le moyen de se pourvoir de gens expérimentés dans cet art, et de préserver la classe laborieuse des empiriques et des charlatans. »

L'intérêt de la Ville de Nancy et celui du département reconnus, il ne nous reste plus qu'à examiner de quelle manière il serait pourvu aux frais qu'entraînerait l'établissement, frais auxquels il ne paraît pas que le gouvernement entende apporter aucun des fonds destinés aux dépenses générales.

Ces frais ne peuvent être considérables : la ville de Nancy ayant fourni jusqu'ici à l'Enseignement libre qui existe les locaux qui

lui sont nécessaires, ne se refusera pas sans doute à laisser en possession de ces locaux l'Ecole Supérieure dont on assure qu'elle a voté la création. Elle ne pourrait même s'y refuser d'après les lois rendues à l'instruction publique, et surtout d'après la concession qui lui a été faite à titre gratuit des bâtimens de l'ancienne Université de Lorraine, bâtimens auxquels il convient sous tous les rapports de laisser leur destination primitive.

Quant aux traitemens des Professeurs de l'Ecole, il paraît juste d'après les motifs qui font destiner sa création que le département concoure à la dépense.

Si cette dépense devait être faite, le Conseil éprouve sur cet objet le regret qu'il éprouve sur plusieurs autres à raison de l'insuffisance notoire des fonds laissés à la disposition de Monsieur le Préfet pour subvenir aux charges dont le département est grevé.

Mais d'après le rapport de ce magistrat, il paraît qu'avec une faible somme il est possible d'assurer aux Professeurs des émolumens convenables.

Ces émolumens consisteraient d'abord dans la répartition entre eux des rétributions payables par les élèves, soit pour inscriptions, soit pour droits d'examens et ensuite d'un supplément payable par le département et calculé de manière à assurer à chaque Professeur un traitement de mille francs.

La proposition de Monsieur le Préfet est si précise qu'il serait superflu d'y rien ajouter : elle tend à ce que la ville de Nancy demeure chargée des frais de premier établissement et de ceux d'entretien de l'Ecole, et à ce que le département, dans l'intérêt de sa population, se charge du traitement de quatre professeurs, qu'il arbitre à quatre mille francs par année avec cette réserve que la rétribution que paieront les élèves servira en premier ordre à acquitter le traitement dont il s'agit de manière que la caisse départementale n'ait à payer que la différence.

Monsieur le Préfet nous fait observer que cette différence devra être très modique puisque vingt élèves payant comme ils paient aujourd'hui à l'Ecole qui existe, chacun deux cents francs par année, suffiraient pour garantir à chaque professeur le traitement de mille francs.

Ce mode est simple ; il n'a que l'inconvénient de mettre Monsieur le Préfet et Messieurs les Professeurs des Ecoles, dans le cas d'arrêter chaque année des décomptes et d'exiger même une espèce de contrôle bien minutieux car chaque année Monsieur le Préfet, pour savoir quelle somme il aurait à allouer aux Professeurs, devrait savoir et constater quelle somme ceux-ci auraient reçue de leurs élèves : mais il a l'avantage d'assurer avec la plus grande économie un service bien important.

Présumant avec beaucoup de raison que jamais le nombre des élèves ne sera au-dessous de dix, les rétributions à deux cents francs s'élèveraient à deux mille francs. Le département y ajoutant pareille somme de deux mille francs, les traitements seraient assurés au taux arbitré convenable. Si le nombre des élèves s'élevait à quinze, ce qu'il y a lieu d'espérer, le département n'aurait à ajouter aux rétributions acquittées par eux qu'une somme de mille francs; il n'aurait aucun supplément à fournir si l'Ecole était garnie de vingt élèves.

POUR CES MOTIFS :

La Commission a l'honneur de proposer au Conseil d'adopter la proposition de Monsieur le Préfet.

La matière mise en délibération, le Conseil arrête que Monsieur le Préfet est invité à provoquer l'établissement d'une Ecole Supérieure dans la ville de Nancy si, comme on a lieu de le penser, le Conseil Municipal est autorisé à se charger des frais d'établissement et d'entretien de cette école, à la condition et sous la réserve expresse que la somme à ajouter, le cas échéant, au produit des inscriptions et autres droits à payer par les élèves, pour le traitement des professeurs, ne pourra en aucun cas être mise à la charge du département que jusqu'à la concurrence de deux mille francs.

LES CALENDRIERS RÉPUBLICAIN ET GRÉGORIEN

Ere Républicain	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
Ere Grégorienne	1792	1793	1794	1795	1796	1797	1798	1799	1800	1801	1802	1803	1804	1805	1806
1 ^{er} Vendémiaire : Septembre	22	22	22	23	22	22	22	23	23	23	23	23	23	23	23
1 ^{er} Brumaire : Octobre	22	22	22	23	22	22	22	23	23	23	23	24	23	23	23
1 ^{er} Primaire : Novembre	21	21	21	22	21	21	21	22	22	22	22	23	22	22	22
1 ^{er} Nivôse : Décembre	21	21	21	22	21	21	21	22	22	22	22	23	22	22	22
Ere Grégorienne	1793	1794	1795	1796	1797	1798	1799	1800	1801	1802	1803	1804	1805	1806	1807
1 ^{er} Pluviose : Janvier	20	20	20	21	20	20	20	21	21	21	21	22	21	21	21
1 ^{er} Ventôse : Février	19	19	19	20	19	19	19	20	20	20	20	21	20	20	20
1 ^{er} Germinal : Mars	21	21	21	21	21	21	21	22	22	22	22	22	22	22	22
1 ^{er} Floréal : Avril	20	20	20	20	20	20	20	21	21	21	21	21	21	21	21
1 ^{er} Prairial : Mai	20	20	20	20	20	20	20	21	21	21	21	21	21	21	21
1 ^{er} Messidor : Juin	19	19	19	19	19	19	19	20	20	20	20	20	20	20	20
1 ^{er} Thermidor : Juillet	19	19	19	19	19	19	19	20	20	20	20	20	20	20	20
1 ^{er} Fructidor : Août	18	18	18	18	18	18	18	19	19	19	19	19	19	19	19

Emploi du tableau ci-dessus :

- Exemple : A quelle date correspond le 18 Brumaire de l'An VIII ?
 — Réponse : Le 1^{er} Brumaire de l'An VIII correspondant au 23 Octobre 1799,
 le 18 Brumaire correspondra au : 23 + 17 = 40 Octobre = 9
 Novembre 1799.

Bibliographie

SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

- L 76. 1^{er} et 2 mai 1792. Pétition des étudiants en Médecine contre le Professeur NICOLAS.
- L 449. Pétition des Officiers de Santé de la Commune de Nancy.
- Registres D 78 à 81 de la Faculté de Médecine de Nancy, du 12 novembre 1768 au 4 août 1793, contenant les délibérations et les actes, les certificats d'études, les actes de réception, les indications des questions posées...
- Registre D 82 du 8 août 1785 au 5 juin 1795 pour l'enregistrement des certificats d'études et des grades.
- Série T. Enseignement Supérieur 1806-1895: Facultés, Ecoles de Droit, de Médecine et de Pharmacie.

ARCHIVES MUNICIPALES DE NANCY

- Table chronologique des actes et délibérations de l'autorité municipale, 1790-1822.
- R₁. Instruction Publique, Enseignement Supérieur, 1804-1855.

ARCHIVES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

- Mémoire sur l'état actuel de la Médecine, de la Chirurgie, de la Pharmacie en Lorraine; ensemble des établissements qui y sont relatifs, présenté au Comité de Salubrité et de Mendicité de l'Assemblée Nationale.
- Liasse relative à la Société de Santé.
- Liasse des contrats conclus entre le Professeur Simonin et ses élèves, puis entre Simonin, Simonin fils, de Haldat et leurs élèves.

JOURNAUX

Journal de la Meurthe

- 8 Floréal An VII (28 avril 1799), n° 110, p. 8.
- 25 Prairial An VIII (15 juin 1800), n° 317, p. 7.
- 11 Ventôse An X (3 mars 1802), n° 629, p. 4.
- 29 Brumaire An XI (20 novembre 1802), n° 768, p. 3 et 4.
- 25 Germinal An XI (18 avril 1803), n° 836, p. 8.

Supplément au Journal de la Meurthe

- 11 avril 1809, n° 509, p. 4.

SOURCES IMPRIMÉES

- ANNUAIRE du Citoyen pour le Département de la Meurthe. An VII de la République Française.
à Nancy, chez J.-R. Vigneulle, Imprimeur. 14 cm., 204 p.
- ANNUAIRE statistique du Département de la Meurthe, rédigé au Secrétariat de la Préfecture et publié par ordre du Préfet. An XII de la République Française.
à Nancy, chez J.-R. Vigneulle, Imprimeur du Préfet. 15 cm., 272 p.
- ANNUAIRE statistique du Département de la Meurthe, rédigé au Secrétariat de la Préfecture et publié par ordre du Préfet. An XII (1804 et 1805).
à Nancy, chez J.-R. Vigneulle, Imprimeur du Préfet. 17 cm., 292 p.
- ALMANACH de la Cour d'Appel du Département de la Meurthe An 1806.
à Nancy, chez J.-R. Vigneulle, Imprimeur de M. le Préfet. Première année. 16 cm., 206 p.
- ALMANACH judiciaire, civil, militaire, ecclésiastique, etc..., des départements de la Meurthe, des Vosges et de la Meuse, contenant les arrondissements de la quatrième division militaire de la Cour Impériale et du diocèse de Nancy. An 1813.
à Nancy, chez J.-R. Vigneulle, Imprimeur Libraire. 15 cm., 181 p.
- ALMANACH à la Cour Impériale de Nancy. An 1814.
à Nancy, chez Haener père, Imprimeur de la Cour Impériale. 17 cm., 211 p.
- ALMANACH de la Cour Royale de Nancy pour l'année 1817.
à Nancy, chez Leseur, Imprimeur de la Cour Royale. 17 cm., 126 p.
- ANNUAIRE du Département de la Meurthe. Année 1822.
à Nancy, chez l'auteur, Michel, employé à la Préfecture. 14 cm., 176 p.
- AULARD (A.). — Napoléon I^{er} et le Monopole Universitaire.
Paris, Libraire Armand Colin. 1 vol., in-16 (18 cm), 385 p.
- BEAU (Antoine). — L'Enseignement de l'Anatomie en Lorraine (1602-1933).
Jarville-Nancy, Imprimerie des Arts Graphiques, 1933. 1 vol., in-8° (25 cm), 96 p.
- BLONDLOT (Docteur). — Considérations sur l'état ancien et actuel de l'enseignement médical en Lorraine.
Nancy, Au bureau de la Revue de Lorraine, Thomas Imprimeur, 1837, in-8°.
(in *Revue de Lorraine*, Février 1837, pp. 1-7. Avril 1837, pp. 171-180).
- BOPPE (L.). — Les Etablissements publics Hospitaliers à Nancy.
Nancy, A. Crépin-Leblond Imprimeur-Editeur, 1906. 1 vol., in-8° (22 cm.), 213 p.
- CHAUTARD (Jules). — Eloge de M. de Haklat (Nicolas-Charles-Alexandre de Haldat du Lys, 1765-1852).
Nancy, Grimblot, Veuve Raybois et Cie Imprimeur-Libraire, 1858. in-8°, 36 p.
(Discours de réception à l'Académie de Stanislas. in *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1857-1858, pp. XXIX-LX).
- COURBE (Ch.). — Les Rues de Nancy.
Nancy, Imprimerie Lorraine, 1885-1886. 3 vol., in-8°, 355 p., 361 p., 301 p. (passim).
- DELOUPY (Henri-Victor-André). — Le Collège Royal de Chirurgie.
Nancy, Imprimerie Georges Thomas, 1938. 1 vol., in-8° (23 cm.), 228 p.
(Thèse de Médecine soutenue à Nancy le 11 janvier 1938, n° 16.)
- DUBRET (Louis-Claude-Eugène). — Les Jadelot, professeurs aux Facultés de Médecine de Pont-à-Mousson et de Nancy (1724-1793).
Nancy, Imprimerie Georges Thomas, 1937. 1 vol., in-8° (23 cm.), 180 p.
(Thèse de Médecine soutenue à Nancy le 16 mars 1937, n° 22.)

- GAIN (André). — L'Enseignement Supérieur à Nancy de 1789 à 1896.
(in *Annales de l'Est*, 1933, pp. 199-232; 1934, pp. 43-92).
- GAIN (André). — L'Enseignement de l'Obstétrique à Nancy pendant la Révolution.
Nancy, Imprimerie Humblot; Paris, Librairie Félix Alcan.
(in *Revue Médicale de l'Est*, Quarante-septième année. Tome LII, 1924, p. 588-600).
- GAIN (André). — L'Ecole Centrale de la Meurthe (1^{er} Messidor An IV - 30 Germinal An XII).
Nancy, Berger-Levrault, Editeur, 1922, 1 vol., in-8°, 240 p.
(in *Annales de l'Est*, Trente-cinquième et Trente-sixième année. An 1921-1922, 240 p.).
- HALDAT (Alexandre de...). — Discours adressé aux élèves de l'Ecole Secondaire de Médecine de Nancy, par M. de Haldat, Directeur de cette Ecole.
A Nancy, chez Hissette, Imprimeur de l'Ecole Secondaire de Médecine, 1826.
- HALDAT (Alexandre de...). — Discours sur la certitude de la Médecine prononcé à l'ouverture solennelle des cours de l'Ecole Secondaire de Médecine de Nancy, 1826.
A Nancy, chez Hissette, Imprimeur de l'Ecole Secondaire de Nancy, 1826.
- HALDAT (Alexandre de...). — Eloge de Willemet lu à la séance publique de l'Académie de Nancy, le 20 août 1807.
A Nancy, chez J.-R. Vigneulle, Imprimeur de la Société, 1807, in-8°, 17 p.
(in *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1808-1809 (août 1809) pp. 47-50).
- HEQUET. — Notice nécrologique sur le Docteur F. Bonfils, docteur en Médecine, Professeur honoraire à l'Ecole de Médecine de Nancy.
Nancy, Grimblot et Veuve Raybois, 1853. in-8°, 16 p.
- LAMOUREUX (Justin-Jean-Baptiste). — Mémoire pour servir à l'histoire littéraire du Département de la Meurthe ou Tableau Statistique du progrès des Sciences, des Lettres et des Arts dans ce Département, depuis 1789 jusqu'en l'An XI (1803).
A Nancy, chez J.-R. Vigneulle Imprimeur et chez Vincenot Libraire, An XI (1803). in-8° (21 cm.), 124 p.
- LEBLANC (J.). — La liberté d'enseignement en Alsace-Lorraine.
Paris, « *La Vie Universitaire* », 1922, in-8°.
(Paris, Thèse de Droit, 1922).
- LEPAGE (Henri). — Les Archives de Nancy ou Documents inédits relatifs à l'histoire de cette ville.
Nancy, L. Wiener, 1865. 4 vol., in-8°, 399, 368, 400 et (224, CXV) p.
- LIARD (Louis). — L'Enseignement Supérieur en France de 1789 à 1889.
Paris, Armand Collin et Cie Editeurs, 1888-1894. 2 vol., in-8° (21 cm.), 474 et 522 p.
- MAGGIOLI (M.). — Pièces d'archives et Documents inédits pour servir à l'histoire de l'instruction publique en Lorraine de 1789 à 1802.
Nancy, Imprimerie Berger-Levrault, 1875. in-8°.
(in *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1874-1878, p. 100-125).
- MARQUIS (Jean-Joseph). — Mémoire Statistique du Département de la Meurthe, An XIII (1805), ou statistique générale de la France.
A Paris, de l'Imprimerie Impériale, An XIII (1805), in-fol., 231 p.
- NOTICE biographique sur Monsieur le Docteur Simonin avec un portrait.
Paris, Société typographique Desoye, Valéry et Cie, Imprimeur, 1849. in-8°, 8 p.

- (Extrait de « l'Ecole de Médecine » ou Biographie des Professeurs des Facultés par une Société de Médecins sous la Direction de Monsieur de Saint-Gelais.)
- NOTICE succincte des Mémoires publiés sur le Magnétisme par le docteur de Haldat depuis l'année 1828 jusqu'en 1841, présenté à MM. les Membres de l'Académie des Sciences.
Nancy, Imprimerie de Veuve Raybois et Comp., s.d., 6 p.
- NOTICE des travaux du Docteur de Haldat de Nancy présentée par MM. les Membres de l'Académie des Sciences.
Nancy, Imprimerie de Raybois et Cie, s.d., 8 p.
- PFISTER (Christian). — Histoire de la Ville de Nancy.
Nancy, Berger-Levrault, in-8°.
(in *Annales de l'Est*, leçon d'ouverture, 1895, pp. 98-120).
- PFISTER (Christian). — Histoire de Nancy.
Nancy, Paris, Berger-Levrault Editeurs, 1902-1903, 3 vol., in-8°, 751, 1099, 915 p.
- PFISTER (Christian). — Nancy en 1814.
Nancy, Berger-Levrault, 1906, 1 br., in-8° (21 cm.), 70 p.
(in *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1914-1915, pp. 147-214).
- PFISTER (Christian). — Les Assemblées électorales dans le Département de la Meurthe, le district, les cantons et la ville de Nancy.
Paris, Librairie Berger-Levrault, Nancy, au siège de la Société d'Archéologie Lorraine (Palais Ducal), 1912, 1 vol., in-8° (23 cm.), 405 p. Documents.
- PFISTER (Christian). — Histoire de l'ancienne Université de Nancy.
Nancy, Berger-Levrault.
(in *Annales de l'Est*, 1894, pp. 594-582; 1904, pp. 177-252).
- PILLEMENT (Docteur Paul-Jean-Nicolas). — L'Enseignement de l'Obstétrique en Lorraine au XVIII^e siècle.
Nancy, Bureau d'administration, Imprimerie Crépin-Leblond; Paris, ancienne Librairie Germer-Baillière, Félix Alcan Editeur.
(in *Revue Médicale de l'Est*, Trentième année. Tome XXXV, 1903, pp. 529-537).
- PILLEMENT (Docteur Paul-Jean-Nicolas). — Histoire de la Médecine Légale en Lorraine.
Paris, Félix Alcan Editeur; Nancy, Imprimerie Crépin-Leblond, 1905, in-8°, 49 p.
(in *Revue Médicale de l'Est*, Trente-deuxième année. Tome XXXVII, 1905, pp. 139-148, 173-180, 211-218, 262-273, 338-344, 461-474).
- RÉFLEXIONS sur le projet de loi présenté le 14 février 1825 par S.E. le Ministre de l'Intérieur pour l'établissement des Ecoles Secondaires. Par les Professeurs de l'Ecole Secondaire de Médecine de Nancy. A Nancy, chez Hissette Imprimeur de l'Ecole Secondaire de Médecine. 1826.
- RÈGLEMENT de la Société de Santé. — A Nancy, chez J.-R. Vigneulle, Imprimeur de la Société, An V., 1 br., in-8°, 11 p.
- RENAULD (Jules). — L'enseignement libre de la Médecine à Nancy après la suppression de l'Université.
(Nancy, *Journal de la Société d'Archéologie Lorraine*, 1873, in-8°, p. 30-40).
- RICHARD (Docteur Gabriel). — Le Docteur Pierre-Hyacinthe Bénit de Nancy (1792-1870).
Nancy, l'auteur, 1964, 24 cm., 12 p.
(in *Annales Médicales de Nancy*, Tome II, Juillet-août 1963, tome II, pp. 1135-1146).

- RICHARD (Docteur Gabriel). — L'esprit public en Lorraine au début de la Restauration.
Nancy, Editions Berger-Levrault avec concours du C.N.R.S. 1953 (2^e trimestre), in-8° (23 cm.), 25 p.
(in *Annales de l'Est*, 1953, pp. 183-208).
- RICHARD (Docteur Gabriel). — J.-B. SALLE, praticien lorrain, membre de la Constituante, guillotiné en 1794.
Nancy, 1967, 23 cm., 25 p.
(in *Annales Médicales de Nancy*, Tome VI, février 1967, pp. 193-218).
- RICHARD (Docteur Gabriel). — Un Maire de Nancy injustement oublié, le docteur baron Lallemant (1743-1817).
(in *Annales Médicales de Nancy*, Tome V, janvier 1966, pp. 85-102).
- RICHARD (Docteur Gabriel). — Malgaigne journaliste et le Nancy de la Restauration.
Nancy, 1965, 23 cm., 23 p.
(in *Annales Médicales de Nancy*, Tome IV, juin-juillet 1965, pp. 658-681).
- SCHMIDT (Charles). — La Réforme de l'Université Impériale en 1811.
Paris, au dépôt de la Société nouvelle de Librairie et d'Édition (Librairie Georges Bellais), 1905. 1 vol., in-8° (21 cm.), 132 p.
(Thèse pour le Doctorat présenté à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.)
- SERRIÈRES (Sébastien). — Discours sur l'influence de la Révolution dans l'enseignement et la pratique de la Médecine.
Nancy, de l'imprimerie de F. Guivard, s.d., in-16, 26 p.
- SERRIÈRES (Sébastien). — Eloge historique de M. J.-F. BONFILS, docteur en Médecine, Professeur d'accouchements.
Nancy, Imprimerie de C.-J. Hissette, Imprimeur de l'Académie, 1831, 1 br., in-8°, 18 p.
- SERRIÈRES (Sébastien). — Eloge de J.-B. LAFFITTE, prononcé à la séance publique de l'Académie de Nancy, le 25 mai 1809.
A Nancy, chez Hoener et Delahaye, Imprimeur de la Préfecture, 1809, in-8°, 12 p.
- SIMONIN (J.-Baptiste). — Notice sur la vie et les ouvrages de feu M. le Docteur de HALDAT du Lys, lue à la Société de Médecine de Nancy, le 26 octobre 1853.
Nancy, Grimblot et Veuve Raybois, Imprimerie-Librairie, 1854, 1 br., in-4° (27 cm.), 20 p.
(Compte rendu de la Société de Médecine (1852-1853), p. 35-55.)
- SIMONIN (Professeur Jean-Baptiste). — Coup d'œil sur les épidémies qui ont régné en Lorraine (1315-1822).
Nancy, Thomas et Cie, s.d., 1 br., 12 cm., 11 p.
- TOURDES (Gabriel). — Origines de l'enseignement médical en Lorraine. La Faculté de Médecine de Pont-à-Mousson (1572-1768).
Nancy, Paris, Imprimerie Berger-Levrault, 1875, in-8°.
Discours de réception à l'Académie de Stanislas.
(in *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1874-1875, in-8°, pp. LXIII - CXLVIII).
- TURCK (Sébastien-Antoine). — Eloge de M. de HALDAT.
Nancy, Grimblot et Veuve Raybois, Paris, J.-B. Baillière-Libraire de l'Académie Impériale de Médecine, 1856, in-8° (27 cm.), 31 p.
- WICKERSHEIMER (Ernest). — Un projet de transfert à Nancy de l'Ecole de Santé de Strasbourg. Nancy, Idoux, in-4°, 10 p.
(Extrait de « *Strasbourg Médical* », janvier 1951, p. 49-59.)
-

Table des Matières

INTRODUCTION	1
RAPPEL HISTORIQUE	3
Avant l'Université de Pont-à-Mousson	5
L'Université de Pont-à-Mousson	7
La phase pré-révolutionnaire	10
L'ENSEIGNEMENT MÉDICAL A NANCY de 1789 à 1822	13
CHAPITRE I: 1789-1793	15
Situation des Universités en France en 1789	17
Enseignement médical à Nancy de 1789 à 1793	20
Les Assemblées révolutionnaires et l'Enseignement Supérieur de 1789 à 1793	39
CHAPITRE II: 15 septembre 1793 - 27 juillet 1822	47
Le contexte national	49
La phase de liberté totale, anarchie et charlatanisme ..	63
La période de la Société de Santé	68
L'Enseignement libre de la Médecine	89
CONCLUSION	115
PIÈCES JUSTIFICATIVES	117
CALENDRIERS GRÉGORIEN et RÉPUBLICAIN	134
BIBLIOGRAPHIE	135

Vu:

Nancy, le 15 octobre 1969.

Le Président de Thèse,

Pr. A. BEAU.

Autorise à soutenir
et à imprimer la Thèse.

Nancy, le 15 octobre 1969.

Le Doyen,

Pr. A. BEAU.

Imprimerie Georges Thomas - Nancy - Dépôt légal I-1971 - N° 835

